

La
Collaboration des Groupements ouvriers
organisés à l'Inspection du Travail en France

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le vendredi 30 juin 1911, à 1 h. 1/2

PAR

Fernand BRODEL

Président : M. JAY, *professeur*
Suffragants { MM. SOUCHON, *professeur*
CAPITANT, *professeur*

PARIS

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT, ET 12, RUE TOULLIER

1911

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

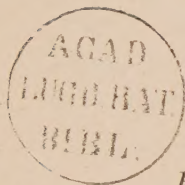
La
Collaboration des Groupements ouvriers
organisés à l'Inspection du Travail en France

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le vendredi 30 juin 1911, à 1 h. 1/2

PAR

Fernand BRODEL



Président : M. JAY, *professeur*
Suffragants { MM. SOUCHON, *professeur*
CAPITANT, *professeur*

PARIS

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT, ET 12, RUE TOULLIER

—
1911



Digitized by the Internet Archive
in 2026

La Collaboration des Groupements ouvriers

organisés à l'Inspection du Travail en France

INTRODUCTION

La question de la collaboration des groupements ouvriers à l'inspection du travail apparaît comme une question d'une importance tout à fait actuelle, si l'on réfléchit qu'elle peut contribuer dans une large mesure, comme nous le pensons, à l'application intégrale de la législation protectrice des travailleurs.

Nous savons en effet que cette application est incomplète, et la raison principale, on peut dire la seule, en réside dans l'insuffisance de l'inspection du travail, insuffisance que nous n'entendons pas seulement dans le sens numérique, comme nous le verrons plus loin.

Pour reprendre la formule de M. Vaillant (1) : « Pas d'inspection, pas de loi ». Si l'on veut arriver à l'observation de la loi, il est temps d'aviser à des moyens efficaces et énergiques. Parmi ces moyens, il y en a de nombreux et qui peuvent tous contribuer à obtenir de

1. Chambre des députés, séance du 11 novembre, 1907. *Journal Officiel* du 12 novembre, 1907. Chambre II, p. 2129.

meilleurs résultats ; tels que l'augmentation du nombre des inspecteurs (1) ; l'allègement d'une partie de leur tâche trop lourde et trop complexe ; plus spécialement l'organisation d'un service d'inspection médicale pour l'application de la loi de 1898 sur les accidents du travail ; la création, non à la base, mais au sommet de l'inspection, de certains inspecteurs techniques, spécialistes éminents de compétence supérieure ; un nouveau mode de recrutement des inspecteurs pour améliorer leur compétence technique (car nous verrons que c'est un des grands reproches que l'on adresse au corps des inspecteurs actuels) et permettant aux ouvriers d'y entrer ; enfin la collaboration des groupements ouvriers à l'inspection. Nous nous efforcerons de montrer que celle-ci peut répondre pour une grande part aux exigences qui avaient fait proposer les premiers ; et que, mieux qu'eux, elle peut entrer dans le domaine de la pratique et y rendre peut-être de plus grands services.

La mise en œuvre de cette collaboration répond à un intérêt des plus grands, nous l'avons déjà dit : l'application de la législation ouvrière, législation abondante et qui est destinée à s'accroître encore si l'on veut arriver à une protection vraiment efficace et humaine des travailleurs. Les abus peuvent donc être multiples aussi et l'application entière de la loi peut seule les

1. Rapport de M. Eugène Petit à l'Association nationale pour la protection légale des travailleurs 1909.

empêcher, application qui est ainsi d'un grand intérêt à la fois pratique et général.

Pratique, cela se voit sans peine. L'inapplication de la loi a pour effets immédiats et directs : de porter atteinte à l'intérêt, à la santé, à la moralité du travailleur ; d'autre part à l'égard des patrons qui observent la loi, de leur faire subir une lésion qui se traduit en avantage au profit de ceux qui ne l'observent pas.

Général, car les dérogations fréquentes et habituelles ruinent l'autorité morale de la loi, et si l'intérêt pratique était sans doute d'une gravité exceptionnelle déjà au point de vue des individus lésés, qui ne voit que l'intérêt général de la question dépasse de beaucoup le premier ? Sans doute, les adversaires de la législation ouvrière peuvent se réjouir des échecs partiels et actuels qu'elle subit, en déduire sa ruine éventuelle ; mais quelles représailles ne peuvent-ils point craindre pour l'avenir, et par contre-coup la société tout entière ? Le danger en l'absence de lois sociales serait grand sans doute, mais le fait permanent de lois de surenchère qui ne seraient pas appliquées aggraverait le mal d'un mensonge dont les effets seraient encore plus pernicioeux. M. Petit cite ces paroles de M. Coupat au Conseil supérieur du travail en 1906 (1) : « Rien n'est si dangereux pour la classe ouvrière que les lois qui ne sont pas appliquées, car c'est à cela que vous devez le flot montant des

1. Compte rendu officiel p. 198.

ouvriers qui professent des doctrines anarchistes ». Voilà donc, sans développer les raisons plus hautes de moralité et d'humanité qui justifient également cette application intégrale de la réglementation légale du travail, les arguments utilitaires qui combattent en sa faveur.

Dans la première partie de notre étude, nous étudierons les causes qui nécessitent la collaboration ouvrière ; dans la deuxième partie, nous verrons en quoi elle peut consister, les diverses formes qu'elle peut revêtir, une fois qu'on en a admis le principe.

PREMIÈRE PARTIE

FONDEMENT DE LA COLLABORATION DES GROUPEMENTS OUVRIERS A L'INSPECTION DU TRAVAIL

CHAPITRE PREMIER

INSUFFISANCE DE L'ORGANISATION ACTUELLE DE L'INSPECTION DU TRAVAIL

Nous l'avons dit en commençant : la seule et principale raison de la nécessité de cette collaboration : c'est l'insuffisance notoire de l'inspection du travail.

Pour la démontrer, nous nous inspirerons du rapport fait en 1906, par M. Bourderon (1), au nom de la Commission permanente du Conseil supérieure du travail et surtout du rapport précité de M. Eugène Petit (2), à l'association pour la protection légale des travailleurs,

1. Bourderon, rapport, *l'Inspection du travail*, 1906.

2. Petit, *la Réforme de l'inspection du travail en France*, op. cit.

ainsi que des rapports sur l'application des lois réglementant le travail, de 1893 à 1909.

L'inspection du travail est insuffisante, car :

A. — *Le personnel est trop peu nombreux*, pour le labeur auquel il est astreint ; et les résultats médiocres qu'il obtient sont la conséquence logique de cette prémisse.

Sa tâche est en effet énorme. Nous la rappellerons brièvement. Ils n'avaient au début à surveiller que l'application de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, et du décret du 9 septembre 1848 sur la durée du travail des adultes dans les usines. Ils ont maintenant en plus, à faire le contrôle des lois suivantes (1) :

1^o Loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs et des nombreux décrets pris en exécution de cette loi : décret du 10 mars 1894, décret du 29 juin 1895, etc. ; loi qui fut ensuite complétée par la loi du 11 juillet 1903.

2^o Des articles 11 et 31 de la loi du 9 avril 1898 concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail ;

3^o De la loi du 29 décembre 1900 fixant les conditions de travail des femmes employées dans les magasins, etc. ;

1. Rapport Bourderon, *op. cit.*, p. 4.

4° De la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire.

Nous ne citons que les principales et nous ne parlons pas des décrets pris en exécution de ces lois ou les modifiant, toujours de façon à augmenter la besogne des inspecteurs. Il est probable que d'autres lois viendront encore s'ajouter à cette liste et que leur travail grandira en conséquence. En application de ces lois, ils doivent donc (1) :

1° Dresser procès-verbal toutes les fois qu'il y a lieu. Ils ont d'ailleurs la faculté avant de le faire de mettre en demeure le patron en faute. (Cette mise en demeure est nécessaire dans un cas : la loi du 12 juin 1903, article 6, exige une mise en demeure préalable de l'inspecteur au patron. Voici ce que dit le texte : « Toutefois, en ce qui concerne l'application des règlements d'administration publique prévus que l'article 3 ci-dessus, les inspecteurs, avant de dresser procès-verbal, mettront les chefs d'industrie en demeure de se conformer aux prescriptions desdits règlements. »)

2° Recevoir les avis des patrons pour les dérogations de plein droit, c'est-à-dire pour les dérogations que la loi a permises au patron sous la seule condition d'un préavis, et répondre à leurs demandes pour les dérogations dont l'entrepreneur ne peut user qu'avec l'autorisation de l'inspecteur.

1. Monteil, *l'Inspection du travail. Sa réforme*. Thèse de Paris, 1909, p. 67 à 80.

3° Faire des rapports nombreux et dresser des statistiques. Ainsi les inspecteurs départementaux doivent adresser à l'inspecteur divisionnaire : *a*) l'itinéraire de leurs tournées chaque fois qu'ils partent en inspection ; *b*) un état mensuel de leurs visites ; *c*) un état trimestriel des accidents survenus dans leur circonscription ; *d*) un rapport annuel dressé de façon à faire ressortir, article par article, les faits se rapportant à l'exécution des diverses lois sur le travail.

Au rapport annuel sont joints des états statistiques dont les modèles sont fournis par l'administration (article 21 de la loi de 1892) et qui portent sur le nombre des établissements industriels ou commerciaux de la région, le personnel employé, la durée des heures de travail, le nombre des infractions relevées, etc.

Les inspecteurs divisionnaires, à leur tour sont tenus d'envoyer certains états périodiques : *a*) état trimestriel des accidents ; *b*) état trimestriel des procès-verbaux dressés dans leur circonscription ; *c*) un rapport annuel relatif au fonctionnement et à l'application des lois du travail, auquel est annexé un état récapitulatif des établissements visités par leurs inspecteurs départementaux et par eux-mêmes, comprenant le nombre total des visites effectuées, ainsi que celui des visites provoquées par une plainte orale ou écrite des travailleurs isolés ou de syndicats ouvriers, et aussi le nombre des syndicats ou groupements ouvriers avec lesquels les inspecteurs se seront trouvés en relation.

Voici maintenant le nombre des établissements et celui des personnes sur lesquels porte la tâche dont nous venons de décrire le fonctionnement.

Le rapport sur l'application de la loi du 2 novembre 1892 pendant l'année 1909 présenté au Président de la République par MM. les membres de la Commission supérieure du travail nous donne le tableau suivant pour le nombre des établissements que nous reproduisons :

Désignation	Nombre
Établissements soumis à la loi du 30 mars 1900 (1).....	168.888
Établissements soumis à la loi du 9 septembre 1848.....	38.868
Établissements soumis seulement aux lois du 12 juin 1893, 11 juillet 1903 et 13 juillet 1906 (2).....	323.538
Établissements soumis à la loi du 13 juillet 1906.....	16.775
TOTAL.....	548.069
1. Et autres lois réglementant le travail. 2. Et autres lois réglementant le travail, à l'exclusion de la loi du 30 mars 1900.	

Le rapport constate que l'augmentation accuse une augmentation de 2.000 établissements sur le chiffre de 1908, augmentation due aux établissements également soumis à la loi de 1893 et à la loi de 1906.

Voici maintenant le tableau présentant le nombre du personnel employé dans ces établissements :

Désignation	Nombre d'ouvriers ou d'employés
Enfants au-dessous de 18 ans. { Garçons.....	324.998
Filles.....	280.859
Filles au-dessus de 18 ans et femmes.	878.084
Hommes au-dessus de 18 ans.....	2.638.286
TOTAL.....	4.122.227

Si nous nous reportons aux chiffres de l'année 1894 nous constatons que celui des établissements était de 267.906 et celui des travailleurs de 2. 454.943.

Nous pouvons voir maintenant dans quelle proportion pendant la période 1894-1909, ils ont augmenté : ils ont presque doublé.

En face de cette besogne écrasante, quel est le nombre des inspecteurs ? A-t il augmenté dans une proportion correspondante ?

Il était en 1894 de 105 : 11 inspecteurs divisionnaires et 94 inspecteurs départementaux et inspectrices départementales.

Or, en 1900, leur nombre toujours insuffisant était de 106 et ils n'avaient alors surveiller à que l'application du décret du 9 septembre 1848, de la loi du 2 novembre

1892 et de la loi du 12 juin 1893, la loi du 30 mars 1900, et la loi du 29 décembre 1900 (1).

En 1898, la Commission supérieure du travail, rappelant que les inspecteurs du travail, étaient chargés par les articles 11 et 31 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents de travail, disait dans son rapport au Président de la République :

« Nous ne pouvons que réitérer le vœu exprimé l'année dernière, pour que la nouvelle tâche (des inspecteurs) ne les détourne pas de leur véritable mission qui est d'assurer l'application des lois sur le travail.

Ces fonctionnaires qui, eu égard à leur petit nombre, ne suffisaient déjà pas à l'accomplissement de leur devoir, seraient dans l'impossibilité de remplir leurs obligations s'ils étaient astreints à prêter leur concours en vue d'assurer l'application de la loi de 1898 ».

On peut juger ce que doit être maintenant leur insuffisance si l'on pense au nombre, à l'importance des lois nouvelles qui furent promulguées depuis, et si l'on constate que le nombre des inspecteurs est resté sensiblement le même.

L'article 1^{er} du décret du 10 mai 1902 (2), qui réorganisait le service de l'inspection, en augmenta le nombre de 15 unités, ce qui portait leur nombre de 106

1. Rapports sur l'application des lois réglementant le travail, 1900 p. 18.

2. *Bulletin de l'inspection du travail*, 1902, p. 186.

à 121, dont 11 inspecteurs divisionnaires et 110 inspecteurs départementaux ou inspectrices.

Le décret du 17 mai 1905 les porta à 122 (1), augmentant leur nombre d'un inspecteur départemental.

Pendant ce temps étaient mises en vigueur les lois du 11 juillet 1903, du 13 juillet 1906. Cette même année 1905, le ministre déclara qu'il faudrait que le budget permit au moins la création de 71 inspecteurs nouveaux; mais la somme qui lui fut accordée n'en permit que la création de 6 nouveaux: 1 à Paris, 5 dans les départements (2).

Ce fut le décret du 11 juillet 1906 (3) qui augmente leur nombre de 6, en le portant ainsi de 122 à 128: 11 inspecteurs divisionnaires et 117 inspecteurs départementaux.

Le décret du 19 mars 1908 (4), porte leur nombre à 133 dont 11 inspecteurs divisionnaires et 117 inspecteurs ou inspectrices départementaux.

Enfin le décret du 3 avril 1909 (5) décrète:

Article premier. — Les articles 1, 2, 5 du décret du 17 mai 1905, modifié par les décrets du 11 juillet 1906 et du 19 mars

1. *Idem.*, 1905, p. 161.

2. Rapport Lourtiers, au Sénat, sur le budget du travail pour 1907 (*Documents parlementaires*, Sénat, 1906, n° 463).

3. *Bulletin de l'inspection du travail*, 1906, p. 142.

4. *Bulletin de l'inspection du travail*, 1908, p. 21.

5. *Idem.*, 1909, p. 26 et 27.

1908, relatifs à l'organisation du corps des inspecteurs du travail sont remplacés par les dispositions ci-après :

« Art. 1^{er}. — Le nombre des inspecteurs du travail est fixé comme suit :

11 inspecteurs divisionnaires.

110 inspecteurs départementaux.

18 inspectrices départementales, ce qui nous donne le total de 139 inspecteurs. »

Or, si nous nous reportons au chiffre de 106 inspecteurs en 1894, ayant à surveiller 267.906 établissements occupant un personnel de 2.454.943 travailleurs (1), et que nous le comparons à ce chiffre, en 1909, de 139 inspecteurs ayant à surveiller 548.069 établissements occupant un personnel de 4.122.227 travailleurs (voir plus haut), nous remarquerons que, tandis que le nombre des inspecteurs augmentait dans la proportion d'environ un quart, le nombre des établissements et du personnel qu'ils avaient à surveiller augmentaient dans la proportion d'un demi environ.

Voyons maintenant quelles ont été les conséquences de cette disproportion ?

En 1909 (2), sur 548.069 établissements à inspecter, le total des établissements déjà visités par le service à une date plus ou moins rapprochée, s'élève à 385.477,

1. Rapport Petit, précité, p. 10.

2. Rapports sur l'application de lois réglementant le travail 1909, p. 9 et suivantes.

ce qui donne la proportion de 70, 30. Donc à cette date, 162.592 établissements n'ont jamais encore reçu même une seule visite inspectorale. « Le nombre ci-dessus, dit le rapport, qui est inférieur de 10.544 à celui de l'année précédente, prouve que le service n'a point négligé cette partie de sa tâche. D'autre part, il naît chaque année un très grand nombre de petits établissements que leur peu d'importance ne signale pas pour une visite immédiate. Enfin, certains chiffres résultent d'évaluations sommaires englobant ensemble des établissements soumis au contrôle et des établissements sans personnel ».

Dans l'année 1909, 163.478 établissements ont reçu la visite, ce qui donne une proportion de 29,8 (1) sur le total de 548.069. Cela revient à dire qu'un inspecteur ne peut visiter un même établissement que tous les trois ans. D'autre part le personnel rencontré au cours des visites de 1909 est de 2.641.211, chiffre supérieur de près de 150.000 (2) à celui de l'année précédente.

La proportion des enfants de tout âge rencontrés par les inspecteurs dans les établissements industriels et commerciaux est de 61 0/0, car leur nombre s'élève à 389.448 sur un total à inspecter de 639.057. La proportion est plus élevée 71,5 0/0, si l'on ne tient compte que des enfants rencontrés dans les établissements

1. Rapports sur l'application, etc. précités 1909, p. 11.

2. *Idem.*, p. 12.

industriels : 368.207 sur 544.930. Cela est d'autant plus regrettable que ce sont surtout les enfants et les jeunes gens de moins de dix huit ans (dont il s'agit ici) qui devraient, plus que tous autres, jouir d'une protection effective.

Pour se rendre compte tout à fait de l'énormité du labeur qui incombe aux inspecteurs, signalons enfin le nombre total des accidents déclarés fut de 383.249, il était en 1908 de 354.027 : l'augmentation est donc de 30.222.

D'autre part, le nombre des établissements, auxquels il a été accordé des tolérances pour la durée du travail par les inspecteurs divisionnaires est en 1909 de 7,289 et le nombre de jours où le travail a été prolongé est de 1.661.002 pour les enfants de moins de dix-huit ans, de 3.759.350 pour les filles de plus de dix-huit ans et les femmes, de 4.506.344 pour les hommes adultes visés par la loi de 1900. Ces chiffres étaient en 1908, de 6.582 pour les établissements, 1.429.147 pour les enfants de moins de dix-huit ans, 3.392.165 pour les filles de plus de dix-huit ans et les femmes, de 3.964.693 pour les hommes adultes visés par la loi de 1900 (1). Partout l'augmentation a été générale.

Et nous ne parlons pas des chiffres des dérogations accordées par les inspecteurs divisionnaires permettant

1. Rapports précités 1908, p. 524 ; 1909, p. 392.

la suspension de l'interdiction du travail de nuit, ni des chiffres des préavis que les inspecteurs doivent recevoir des industriels et dont ils doivent tenir compte pour leurs rapports et leurs statistiques.

La conséquence de l'énormité de cette besogne, c'est leur insuffisance à faire appliquer intégralement les lois ouvrières.

On ne peut pas dire en effet que le corps inspecteur soit responsable de cette inapplication partielle. Sans doute, son activité est variable et elle peut dépendre des personnes, des temps, des lieux, aussi de l'impulsion qu'elle reçoit.

C'est ainsi que sous le ministère de M. Millerand, ministre du Commerce et de l'Industrie, les infractions constatées par les inspecteurs montèrent brusquement du chiffre total de 6.033 en 1898 à 11.607 en 1899 et à 25.418 en 1900 (1).

D'autre part, le phénomène inverse peut se produire.

C'est ainsi que le nombre total des visites pour la première circonscription (Paris) tombait de 47.932 en 1901 à 41.836 en 1905 : défaillance locale attribuée à l'insuffisance du contrôle exercé par l'inspecteur divisionnaire sur des subordonnés trop nombreux. Aussi lui a-t-on adjoint, en 1906, un inspecteur départemental spécialement chargé de ce contrôle (2).

1. Rapport Bourderon, p. 6 et 7.

2. Rapport de la Commission supérieure du travail pour 1905, p. 75.

Mais la vraie raison réside dans l'insuffisance numérique du corps des inspecteurs. Si l'on veut s'en faire une idée, que l'on compare les 439 inspecteurs du travail occupés à surveiller 548.069 établissements occupant 4 millions 122.227 ouvriers avec le nombre des inspecteurs des mines : 175, (sans parler des délégués mineurs au nombre de 500, inspectant 39.398 exploitations occupant 364.963 travailleurs. Ainsi le corps des inspecteurs des mines, plus fort d'un tiers que celui des inspecteurs ordinaires n'a à remplir que le dixième de leur tâche.

Nous ne comparerons pas les résultats de l'inspection du travail dont le meilleur critérium est le nombre moyen des visites faites par an et par inspecteur : près de 1400 en 1906 ; ce qui, au témoignage du directeur du travail, représente un labeur écrasant, (il le disait en 1900 à propos du chiffre moyen de 1200 visites), avec les résultats de l'inspection du travail dans les principaux pays, car ces diverses inspections sont trop différentes quant à leur organisation et à leur fonctionnement pour qu'on puisse tirer un bénéfice de cette comparaison.

Cela nous entrainerait aussi trop loin et n'aurait qu'un rapport assez éloigné avec la démonstration que nous voulions faire, qui consiste essentiellement à faire voir quels furent les résultats de l'inspection du travail, résultats dûs surtout à son insuffisance numérique.

Le titre même de notre étude : *De la collaboration*

des groupements ouvriers organisés à l'inspection du travail en France, nous limite et nous renferme dans l'examen de ces résultats à l'intérieur du territoire national.

Ce qu'il nous faut enfin constater, c'est que cette insuffisance numérique ne semble pas près de cesser, car dans la discussion du budget du travail de 1911, la Chambre n'a augmenté que de trois unités (1) le corps des inspecteurs.

B. — *En second lieu, ce personnel est trop peu payé.* On sait que son traitement se divise en deux parties : une partie fixe, qui comprend aussi pour les inspecteurs divisionnaires, les frais de bureau, et une partie variable : les frais de tournée. Ces derniers sont ainsi réglés par l'article 8 du décret du 17 mai 1905 : les inspecteurs divisionnaires, d'une part, ont simplement le remboursement du prix par eux déboursé en tant qu'il s'agit de transport en commun : tramways, voitures publiques, chemins de fer (1^{re} classe); en tant qu'il s'agit du transport individuel, ils touchent 0 fr. 50 par kilomètre; et comme indemnité de séjour, ils touchent 15 francs par jour. Les inspecteurs départementaux, d'autre part, pour les transports en commun, touchent également le remboursement du prix qu'ils ont déboursé (chemins de fer, 2^e classe); pour le transport individuel,

1 *Journal Officiel*, séance du 31 janvier 1911, déjà cité.

aussi 0 fr. 50 par kilomètre et 15 francs par jour comme indemnité de séjour.

On voit que leurs frais de voyage ne leur sont que strictement remboursés.

De plus, d'après le même article 8, ils ne reçoivent pas d'indemnité si le parcours aller et retour n'a pas plus de 6 kilomètres. On peut voir quelle perte de temps cela peut causer, car on ne suppose pas que les inspecteurs prendront le prix du transport sur leur traitement fixe.

Quant à l'indemnité de séjour, elle n'est complète, 15 francs par jour, « que lorsque l'inspecteur a pris ses deux repas et passé la nuit hors de sa résidence ». Dans le cas contraire, cette indemnité sera fractionnée par tiers : 5 francs par jour pour chacun des deux repas et 5 francs pour le coucher.

A part la circonscription de Paris où des indemnités fixes sont prévues pour l'inspecteur divisionnaire et variant d'ailleurs suivant l'importance supposée de leurs débours, telle est la manière dont sont réglés les frais de tournée. On peut constater qu'ils le sont, comme le dit M. Petit, « avec autant de précision que de parcimonie ».

Encore les inspecteurs sont-ils obligés parfois d'avancer à l'État leurs frais de tournée : avance nécessitée par les obligations de bien remplir leur mandat (1). Et il

1. Discours de M. Emile Dumas (du Cher) à la Chambre, le 31 janvier 1911. *Journal Officiel*, Chambre, 1911. I. p. 395.

arrive souvent que, dans nombre de sections, ils cessent leurs tournées, parce qu'ils ont épuisé le crédit dont ils disposent.

Les conséquences sont que l'inspecteur ne peut pas visiter tous les établissements qu'il faudrait : ce qui entraîne l'inapplication des lois ouvrières dans ces établissements non visités ; qu'ensuite, il est obligé de tirer de ses frais de tournée le plus grand rendement possible : par conséquent, quand il se transporte dans une localité de visiter tous les établissements qui s'y trouvent. Or, sa présence étant une fois signalée dans un établissement de cette localité, tous les autres font disparaître les contraventions susceptibles d'être immédiatement supprimées ou dissimulées.

Ainsi, d'une part, absence de visites ; de l'autre, inefficacité de celles qui sont faites ; telles sont les conséquences de l'insuffisance de cette partie du traitement,

Autre inconvénient rentrant dans la même section (insuffisance de traitement) : c'est la surabondance du travail de bureau. Seuls, en effet, les inspecteurs divisionnaires ont des frais de bureau prévus par la loi, les inspecteurs départementaux n'en ont pas ; et il est permis de penser que s'ils en avaient, ils pourraient se décharger de ce travail de bureau et consacrer à l'inspection une plus grande partie de leur temps.

On peut considérer d'ailleurs que les frais de bureau même des premiers (2.200 francs pour celui de la pre-

mière circonscription, 1.800 pour celui de la cinquième et 1.500 pour tous les autres) ne sont pas exagérés et ne permettent qu'à peine la rémunération d'un secrétaire. Quant aux seconds, leur travail de bureau est considérable : obligés qu'ils sont, de par leurs fonctions, de correspondre avec les patrons, avec les syndicats ouvriers, avec l'inspecteur divisionnaire, avec les tribunaux.

Dans la plupart des cas, l'inspecteur est obligé encore de louer un bureau, car il doit non seulement recevoir chez lui les intéressés et leur correspondance, mais encore y conserver des archives, y cataloguer des procès-verbaux et des statistiques considérables. « Il est donc anormal qu'étant tenu d'avoir un bureau spécial, la location de ce bureau soit payée par l'inspecteur dont les ressources sont déjà bien insuffisantes » (1).

Nous verrons plus loin les remèdes proposés à cette situation et s'il ne convient pas de lui en adjoindre un autre.

C. — *Le personnel inspecteur manque de compétence,*
Les ouvriers se plaignent en effet que certains inspecteurs ne savent pas voir ce qui concerne la sécurité ou l'hygiène et parce qu'ils ne sont pas du métier ne savent pas corriger le vice existant et indiquer avec précision

1. Discours de M. Emile Dumas (du Cher), déjà cité, séance du 31 janvier 1911, à la Chambre.

le remède approprié, qu'ils ne savent pas se rendre compte des supercheries patronales. M. Coupat s'est fait leur porte-paroles au Conseil Supérieur du travail (1); Dans la première catégorie (des inspecteurs nommés sous le régime de la loi de 1874), il y a des inspecteurs très insuffisants». Plus loin : « Il leur arrive de commettre des erreurs énormes. Les membres patrons du comité de patronage de l'école Diderot déclaraient récemment que les inspecteurs ne savent pas assurer la sécurité des ouvriers ». Parmi ces erreurs dont parle M. Coupat, la plus souvent citée est celle de cet inspecteur qui prit une conduite de gaz pour un appareil destiné à débrayer une courroie.

Un autre reproche que les industriels font à l'inspection et qui peut rentrer dans cette section, c'est de manquer d'unité dans leur interprétation de la législation ouvrière, de ne pas appliquer les lois sur le travail d'une manière uniforme. « Des industriels possédant des établissements dans diverses régions de la France, constatent que les inspecteurs divisionnaires ne sont pas d'accord sur leur interprétation, en particulier, sur l'octroi des dérogations (2) ». Il s'ensuit qu'il peut y avoir autant de méthodes, nous dirons même de jurisprudences que de fonctionnaires, puisqu'ils peuvent annuler les procès-verbaux des inspecteurs et qu'ils

1. Conseil supérieur du travail, 1906, p. 194 et suiv.

2. Rapport Bourderon, p. 13 et 34.

peuvent accorder les dérogations sollicitées par les industriels ». Autre reproche : « D'autres critiquent, dans leurs rapports, les lois limitant la journée de travail, estimant qu'il est pénible d'interdire à des ouvriers de faire des heures supplémentaires ».

Ces critiques étaient faites en 1906. Nous devons dire que dans les derniers rapports sur l'application des lois réglementant le travail, particulièrement dans le rapport de 1909, nous n'avons rien vu de pareil, du moins en ce qui concerne le dernier reproche.

L'efficacité de l'inspection a été parfois aussi atténuée par certaines décisions de la jurisprudence : l'insuffisance des moyens de contrôle permis par la loi a donné à certains tribunaux le moyen d'enfermer les inspecteurs dans des limites étroites. Il faut ajouter que ces décisions sont fort peu nombreuses. Nous ne citerons que les arrêts de la Cour de Cassation du 27 avril 1900 (1) et de la Cour de Paris du 11 novembre 1903 (2).

Le premier décidait, en substance, que le fait d'employer des ouvriers après l'heure fixée pour la clôture du travail dans le tableau affiché dans les salles de travail n'est pas défendu et puni par la loi du 2 nov. 1892 sur le travail des enfants et des femmes dans les manufactures, alors d'ailleurs qu'il est certain que la durée du travail, telle qu'elle est autorisée, n'a pas été dépass-

1. D. 1904. 1. 69.

2. D. 1904. 2. 233.

sée et qu'il n'y a contravention à l'article 11 § 4 de la loi du 2 novembre 1892, que lorsque le tableau du travail n'a pas été placé dans les salles de travail ou ne satisfait pas aux conditions déterminées par le texte de cet article.

Or M. Monis, alors garde des Sceaux, chargeait par une lettre le Procureur général de requérir l'annulation par la Cour de cassation du jugement du tribunal d'Angers du 11 janvier 1900, qui avait prononcé la relaxe pour les contraventions à l'article 11. Il estimait que cette interprétation rendait impossible le contrôle des inspecteurs départementaux. La Cour de cassation jugea pourtant dans le même sens que le tribunal d'Angers.

La Cour de Paris, le 11 novembre 1903 décidait pareillement que le fait d'employer des ouvriers après l'heure fixée à l'horaire pour la clôture du travail, n'est pas reprimé par la loi lorsqu'il n'est pas démontré que la durée légale ait été dépassée.

Ces décisions, comme l'a dit avec raison M. Monis de la première, rendent impossible tout contrôle de la part des inspecteurs départementaux. Si l'article 11 § 2, de la loi du 2 novembre 1892 a fixé un horaire, c'est apparemment pour que l'entrepreneur s'y conforme, et pour que l'inspecteur puisse juger si celui-ci s'y est conformé, autrement cet affichage ne présente aucune utilité. Dire que l'horaire n'est pas obligatoire, c'est vouloir empêcher tout contrôle.

Citons encore l'arrêt de la Cour de cassation du 12 juillet 1902 (1) qui décide que l'entrée, des établissements industriels ne peut être réclamée, la nuit, par les inspecteurs qu'en cas de présomption d'infraction à la loi. Il faut dire que si la loi du 2 novembre 1892 a chargé les inspecteurs de constater les infractions, c'est dans tous les cas, et non seulement en cas de présomption d'infraction. Le même raisonnement qui a été fait à propos des arrêts précédents peut trouver aussi son application ici : soumettre le contrôle des inspecteurs à cette condition, c'est le rendre très difficile à accomplir. Ces arrêts toutefois, nous l'avons dit, sont assez peu nombreux.

Nous avons terminé l'examen de l'incompétence du corps inspecteur due à des causes multiples, comme nous venons de le voir, et qui, avec son insuffisance numérique et l'insuffisance de son traitement, constituent les facteurs essentiels de l'application incomplète des lois ouvrières.

Rappelons brièvement, d'après M. Petit, les conséquences fâcheuses de cette inapplication.

1^o C'est le légitime mécontentement des ouvriers menacés dans leurs intérêts, dans leur santé par l'absence d'un contrôle qu'on leur a promis et qui leur est dû, mécontentement qui peut avoir son retentissement sur la vie nationale tout entière ;

1. *Bulletin de l'inspection du travail*, 1902, p. 236.

2° Le surmenage, le découragement du personnel inspecteur qui pourrait se désintéresser d'une lutte trop inégale ;

3° L'inefficacité de visites trop rares, trop prévues, trop rapides ;

4° L'incertitude des statistiques, instrument indispensable pour mesurer l'efficacité des lois sociales, incertitude due à l'application forcée des inspecteurs à une partie seulement de leur service, ce qui a pour conséquence la négligence de l'autre partie ; d'où diminution d'un certain nombre d'infractions due non pas à leur inexistence, mais à leur non constatation ;

5° Enfin, l'inobservation par certains des lois ouvrières, c'est-à-dire l'inégalité devant la loi.

Quels peuvent être les remèdes à cette situation ?

C'est ce qui fera l'objet de notre deuxième chapitre. Pour le moment, bornons-nous à constater ce qui fait celui du premier chapitre : l'insuffisance de l'inspection du travail actuelle. Nous pensons l'avoir établie et démontrée suffisamment.

CHAPITRE II

LES REMÈDES POSSIBLES

Quels sont donc les remèdes possibles ?

M. Petit les a signalés dans son rapport et les a groupés sous quatre chefs principaux. Il y a d'abord la réforme de l'organisation du corps des inspecteurs pour remédier à leur insuffisance numérique ; ensuite la réforme de leur fonctionnement ; ensuite celle de leur recrutement pour leur assurer une plus grande compétence technique ; enfin la création d'une inspection hygiénique et médicale.

Nous nous bornerons à l'examen des réformes qui peuvent faire l'objet d'une utilisation meilleure du *personnel existant*. Sans doute, le nombre des inspecteurs pourrait être augmenté, on pourrait leur donner un traitement plus élevé, mais on peut hésiter devant ces remèdes qui, pour être efficaces, demandent une énergie dont peu de législateurs se sentent capables.

M. Viviani, dans l'exposé des motifs d'un projet de loi du 7 mai 1907 (1), calculait que pour faire deux

1. *Journal Officiel*, Chambre, annexes, 1907, p. 330.

visites par an dans tous les établissements à inspecter, il faudrait multiplier par sept le nombre actuel des inspecteurs et encore qu'on n'aurait pas une inspection non seulement parfaite, mais satisfaisante, celle-ci ne pouvant être obtenue que par un contrôle permanent et à demeure. Il en concluait qu'il fallait adopter une nouvelle formule de l'inspection dont la collaboration des délégués ouvriers était l'un des éléments,

Ce qu'il faut, c'est donc profiter de ce qui existe actuellement pour en obtenir par des remèdes appropriés, les plus grands bénéfices possibles. Ce qu'on peut faire, c'est diriger l'effort des inspecteurs d'une manière plus méthodique, car une visite bien faite profite plus à l'application sérieuse de la loi que deux rapidement et mal faites.

Il faudrait donc qu'il y eût, précédant les visites des inspecteurs une sorte de travail préparatoire de leur besogne qui la faciliterait et lui donnerait une efficacité plus grande. On voit à quoi nous voulons en venir : le remède que nous proposons consisterait dans une collaboration ou même plusieurs collaborations. Elles sont diverses.

Ce que nous nous proposons dans ce Chapitre, ce n'est pas l'examen détaillé de ces différentes collaborations dans leur organisation ou dans leur fonctionnement, rouages et procédés ; mais c'est d'en discuter la valeur, d'en faire la critique d'après les raisons théoriques ou les résultats pratiques, (dans le cas où elles auraient

déjà été expérimentées) et d'en déduire les motifs pour lesquels nous les repoussons ou nous les adoptons.

Ces diverses collaborations dont nous allons faire l'étude ce sont :

- 1^o La collaboration des officiers de police judiciaire ;
- 2^o La collaboration des patrons ;
- 3^o La collaboration d'ouvriers nommés à la suite d'un concours technique ;

Enfin 4^o la collaboration des groupements ouvriers organisés.

L'objet de ce chapitre, disons-le tout de suite, est de dire les raisons pour lesquelles nous repoussons les trois premières et celles pour lesquelles nous admettons la quatrième.

1^o La collaboration des officiers de police judiciaire.

Le défaut principal du corps inspecteur étant son insuffisance numérique (ayant pour conséquence l'application des lois ouvrières) ; et puisque nous prenons ce personnel tel qu'il est, la nécessité de la collaboration d'auxiliaires se fait sentir. Ces auxiliaires peuvent être en premier lieu, les officiers de police judiciaire (1). Au Conseil supérieur du travail en 1906, M. Isaac les signalait comme des personnages « qualifiés pour venir en aide au corps des inspecteurs et en rendre l'augmentation inutile » (2).

1. Rapport Petit précité, p. 29 à 34 et la discussion qui a suivi, p. 174 à 177.

2. Conseil supérieur du travail, session de 1906, p. 201.

Cette collaboration présente les avantages suivants :

D'abord elle est de droit, car « la compétence spéciale des inspecteurs (dit M. Petit, p. 29) n'a point restreint la compétence générale que les commissaires de police, les maires ou leurs adjoints tiennent de l'article 11 du Code d'instruction criminelle pour la recherche et la constatation des contraventions ». Il signale à l'appui de son affirmation les articles 11, 112 du Code d'instruction criminelle, l'article 20 de la loi du 2 novembre 1892 dont le dernier paragraphe dit en effet : « Les dispositions ci-dessus ne dérogent point aux règles du droit commun, quant à la constatation et à la poursuite des infractions à la présente loi » ; l'article 5 de la loi du 12 juin 1893 dont le dernier paragraphe dit la même chose ; enfin l'arrêt de la Cour de cassation (Ch. Crim.) du 19 octobre 1905 (1).

1. Bull. de l'Inspection du travail, 1905, p. 332 et 333.

Ce jugement de la Chambre criminelle, statuant sur un jugement du tribunal de simple police d'Argentan du 30 décembre 1904 validant les contraventions de l'inspecteur, mais annulant le procès-verbal du commissaire de police, cassa et annula ce jugement « mais pour la partie seulement dudit jugement où le juge de police a statué sur les contraventions relevées par le commissaire de police dans son procès-verbal du..., maintenant le surplus du jugement concernant les contraventions relevées par l'inspecteur du travail ».

Les motifs étaient les suivants : « Attendu qu'il (le commissaire) soutient à bon droit que l'article 11 du Code d'instruction criminelle a chargé les commissaires de police de rechercher les contraventions de police et d'en dresser procès-verbal et que les lois susvisées de 1892 et de 1893 n'ont point restreint cette compétence générale des commissaires au profit des inspecteurs du travail. Attendu qu'il résulte en effet de l'ensemble et de la discussion des

Cette collaboration est donc de droit : ce qui aurait pour effet cette conséquence heureuse qu'il n'y aurait pas de réforme à faire.

Deuxième avantage : les officiers de police judiciaire sont et peuvent être, dans l'état présent des choses, d'une réelle utilité. Cet argument a été développé par M. Jay dans la discussion qui a suivi. M. Jay pense qu'il vaut mieux en principe employer les inspecteurs du travail que les officiers de police judiciaire, mais qu'à défaut de l'action des premiers, celle des seconds est préférable à l'absence de toute action. Ensuite, si le rapport de la commission supérieure du travail pour 1906 dit que « l'intervention des officiers de police judiciaire est diversement jugée par les inspecteurs », le même rapport ajoute : « On considère en général, leur concours comme ayant été très précieux dans la majorité des cas, tout au moins au début de l'application de la loi ».

Nous pensons pourtant qu'il convient d'écarter cette collaboration pour les raisons suivantes.

lois de 1841, 1874, 1892 et 1893 qui ont organisé l'inspection du travail que la volonté du législateur a été que la compétence spéciale des inspecteurs ne fut point exclusive de celle dont les commissaires de police se trouvaient investis par le droit commun, que notamment l'article 20 de la loi du 2 novembre 1892, après avoir fait connaître dans son paragraphe premier les attributions spéciales des inspecteurs... prend soin d'ajouter dans son quatrième et dernier paragraphe que, quant à la constatation et à la poursuite des infractions à la loi, les dispositions qui précédaient ne dérogeaient point aux règles du droit commun, etc. etc... »

C'est que dans l'ensemble, il apparaît que les résultats de cette collaboration ont été médiocres : « L'expérience (de ces résultats) est ancienne », dit M. Petit dans son rapport (p. 30). Elle remonte à la loi du 22 mars 1841 sur le travail des enfants. « Les résultats sont nuls », avoue le gouvernement (aveu fait lors de la discussion du projet le 15 février 1847). C'est la police ordinaire qui fut chargée de l'application du décret-loi du 9 septembre 1848 ; conséquences : il ne fut pas appliqué. Avec la loi de 1874, la police ne seconda pas davantage les inspecteurs, Chargée par M. Millerand, ministre du commerce, (circulaire du 10 nov. 1900) de constater tout au moins les contraventions aux lois, qui se produisent sur la voie publique étant mieux placée que les inspecteurs pour les remarquer, et notamment de veiller à l'application du décret du 13 mai 1893, concernant les surcharges et l'interdiction d'employer des enfants de moins de seize ans sur des échafaudages volants ; de la loi du 7 septembre 1874 sur la protection des enfants employés dans les professions ambulantes, les résultats furent que la police en tout constata à Paris 57 contraventions, en province, 0 : ceci en 1904. En 1905, mêmes résultats. Spécialement chargée de l'application de la loi du 7 mars 1850, sur le tissage et le bobinage, elle a été tellement inactive que la Chambre a dû voter le 9 novembre 1905 un projet de loi chargeant l'inspection du tra-

vail de ce contrôle. Enfin, plus récemment, vu la surcharge que la loi du 13 juillet 1906 imposait aux inspecteurs, on a dû faire appel à son concours et à celui des inspecteurs des poids et mesures. En particulier, à Paris et à Lyon, les établissements à surveiller ont fait l'objet d'une répartition entre ces divers fonctionnaires. Et la Commission supérieure du travail, dans son rapport de 1907 sur l'année 1906, constate que le concours de la police n'est pas « assez soutenu, surtout dans les villes où la police judiciaire dépend du maire qui dépend à son tour de ses administrés..., et que tout le poids du service retombe à nouveau sur le service de l'inspection du travail ». Elle ajoute « cet état de choses était prévu, et il ne faut point songer à s'en étonner ».

De plus, si d'une part en Allemagne, la collaboration de la police qui joue elle-même le premier rôle en ce qui concerne le service policier de l'inspection du travail (car les inspecteurs n'y apparaissent que « comme des contrôleurs chargés d'unifier l'inspection faite par la police ») semble donner de meilleurs résultats (1), d'autre part, en Suisse, le même système n'est pas vu aussi favorablement, car, là où il n'en existe pas, c'est un corps d'inspecteurs spécialisés qu'on réclame plutôt que la police.

D'autre part, l'intervention de M. Jay s'explique par

1. Rapport Fuchs sur l'inspection du travail en Allemagne, p. 234, 244, 249 et 263.

la pensée que l'action de la police est préférable à l'absence de toute action.

Voici ce qu'il dit dans la discussion qui suit le rapport précité de M. Petit (p 174).

« Je suis tout à fait d'accord avec M. Petit lorsqu'il affirme qu'il vaut mieux, pour faire appliquer les lois protectrices, employer les inspecteurs du travail que les officiers de police judiciaire. Mais là où l'inspecteur est absent, là où il ne peut pas exercer son action, je préfère encore l'action de l'officier de police judiciaire à l'absence de toute action ».

Tout le monde sera d'accord avec lui sur ce point. Toutefois il apparaît bien que M. Jay n'admet leur concours que comme un pis-aller, et toute l'Assemblée, où personne ne parla en leur faveur, semble bien l'admettre aussi. Nous croyons donc qu'il y a avantage à s'en servir dans la moindre mesure possible.

En effet, en dehors de la principale raison qui nous fait rejeter l'intervention de la police : à savoir ses médiocres résultats, il y en a d'autres qui apparaissent comme les causes de la précédente, celle-ci n'étant que la résultante, que l'effet commun de celle-là.

L'une d'elles est : que la police est surchargée d'autres besognes et que celle-là est trop spéciale pour elle, et qu'elle s'y montrera forcément incompétente.

Une autre : c'est que dans beaucoup de communes, la police est exercée (de droit) par une municipalité bienveillante aux patrons.

Une autre encore : c'est que ce serait aller contre le sens de l'évolution alors qu'on voit dans tous pays l'inspection du travail évoluer fatalement dans le sens d'une spécialisation de plus en plus marquée, que d'en faire une partie du rôle général de la police.

Enfin, si certains patrons conseillent le concours de la police, les représentants des ouvriers, et d'autres patrons, entre autres M. de Montgolfier, au Conseil supérieur du travail, le repoussent énergiquement, préférant celui des inspecteurs au sien à cause des conflits que celle-ci peut envenimer. Pour toutes ces raisons, nous écartons donc la collaboration des officiers de police judiciaire à l'inspection du travail.

2° *La collaboration des patrons* (1). — Voici les arguments qu'on peut produire en sa faveur. D'abord elle peut rendre des services. Cet argument a été développé par M. Arquembourg dans la discussion (2) qui suivit le rapport de M. Petit.

Le vœu n° IV soumis à l'approbation de l'Assemblée « Que les inspecteurs du travail ne s'autorisent en aucune mesure de la collaboration bénévole de certaines associations patronales irresponsables, pour se relâcher d'une surveillance dont ils ont aux termes de la loi et dont ils doivent garder l'entière responsabilité » sem-

1. Rapport Petit, p. 35 à 39 et discussion.

2. Rapport Petit, discussion, p. 177 à 189.

blait tenir ces associations patronales en suspicion et les écarter. M. Arquembourg pour les défendre distingue deux choses : 1^o la réglementation des heures de travail pour laquelle il reconnaît que ce n'est pas leur rôle de collaborer à son contrôle, car les industriels peuvent toujours être tentés d'en prolonger la durée; 2^o et la réglementation des mesures d'hygiène et de sécurité. Ici, dit-il, les inspecteurs trouveront dans la collaboration patronale un utile auxiliaire. Ces associations patronales entretiennent un corps d'inspecteurs qui se rendent chez les adhérents de ces associations pour contrôler l'application de ces mesures.

Sans doute, l'inconvénient suivant peut se produire : supposons qu'un associé, mécontent des trop grandes exigences des inspecteurs des associations patronales démissionne. Il échappe par sa démission aux sanctions dont disposent ces associations. Mais il y a à cela un correctif : il se rapporte au rôle de l'inspection qui doit surtout acquérir une autorité morale que ne peuvent acquérir sur les patrons les inspecteurs de travail de l'État qui se borneront à appliquer strictement la loi, comme c'est d'ailleurs leur droit. Mais aussi par là, ils peuvent causer aux industriels des dépenses dont l'utilité n'était pas démontrée, tandis que des inspecteurs patronaux n'étant pas renfermés dans les limites strictes de leurs devoirs comme les premiers procéderont avec ménagement et n'imposeront aux industriels que des améliorations dont l'efficacité après des expériences

successives, aura été reconnue certaine par l'association. C'est ainsi qu'ils acquerront cette autorité morale si nécessaire, dont les effets seront que dans la suite les industriels n'hésiteront pas à faire ce que les inspecteurs en question leur enjoindront de faire.

Un autre argument produit aussi par M. Arquembourg : c'est l'exemple de l'Allemagne où on les utilise beaucoup plus qu'en France en ce qui concerne les mesures d'hygiène et de sécurité qui sont du domaine des corporations industrielles. « En même temps (1895) (1), on déchargea les inspecteurs du travail d'une activité surtout technique ayant pour objet de prévenir les accidents. On en chargea les patrons organisés en mutualités, en les intéressant au côté financier de cette institution, qu'on fit contrôler par les inspecteurs du travail de l'État. »

Enfin, on peut invoquer en faveur de la collaboration patronale, les résultats obtenus par un certain nombre de ces sociétés patronales surtout en matière de prévention des accidents qui existent depuis un certain nombre d'années. On a rappelé leurs noms et leurs services au Conseil supérieur du travail en 1906.

C'est ainsi notamment que la Société industrielle de Mulhouse posa la première, dès 1830, la question de la fixation d'un âge minimum pour l'admission des enfants dans les manufactures et de la réduction de leur travail ;

1. Rapport Fuchs au Congrès de 1900 sur l'inspection du travail en Allemagne.

que l'État lui-même (1) a accepté sous certaines conditions les services de l'Association des industriels de France ; que même il fait inspecter certains de ses établissements par les agents de cette association ; (Écoles d'arts et métiers de Lille, de Cluny, etc.) et on a pu constater que les rapports sur les inspections ainsi faites, témoignaient de la conscience et de la compétence de leurs auteurs.

A ces arguments, nous pouvons répondre tout d'abord en ce qui concerne le contrôle des mesures d'hygiène et de sécurité qu'il peut être imprudent sinon dangereux de confier aux intéressés même en partie la surveillance de lois qui limitent leur liberté et leur faculté de gain. Argument déjà produit par Stuart Mill. C'est une singulière illusion que de compter pour leur application, sur le concours de ceux dont les intérêts y sont partiellement opposés.

En ce qui concerne l'exemple de l'Allemagne, cet argument ne porte pas (de l'exemple de l'Allemagne), pour la raison que les systèmes français et allemands de prévention et de réparation diffèrent complètement. En France, quand un accident survient, c'est la compagnie d'assurances à laquelle le patron s'est assuré, qui paie, et la prime d'assurance n'est proportionnelle qu'au nombre des ouvriers et des salaires payés, nullement au nombre des accidents. Or, en Allemagne, ce sont les

1. Circulaire ministérielle du 21 décembre 1894.

patrons eux-mêmes qui paient la réparation des accidents d'après leur nombre et leur gravité. Associés obligatoirement en corporations professionnelles, celles-ci peuvent tenir compte, non seulement du nombre des ouvriers et des salaires payés, mais du nombre des accidents en faisant varier la prime d'après le coefficient du risque. Bien mieux, en Allemagne, les corporations professionnelles entretiennent un corps d'inspecteurs qui surveillent le contrôle de dispositions sur lesquelles les patrons se sont mis d'accord auparavant et ceux-ci, le cas échéant, ont le pouvoir d'infliger des amendes soit aux patrons, soit aux ouvriers (à l'approbation desquels ce règlement préalable est aussi soumis), si les mesures d'hygiène et de sécurité en question ne sont pas observées par eux ; et aussi de mettre le patron qui ne s'y soumet pas dans la classe où le coefficient du risque est le plus élevé ; et même de doubler ce coefficient de risque.

Ainsi, le sort des mesures d'hygiène est lié aux intérêts patronaux. Les corporations professionnelles sont armées de fortes sanctions. Or, rien de pareil n'existe en France et l'autorité morale que peut acquérir l'inspecteur et que présentait M. Arquembourg comme un correctif à la démission toujours possible d'un membre associé mécontent des exigences d'un inspecteur, ne nous apparaît pas suffisamment remédier au défaut de sanction.

Quant au contrôle de la réglementation sur la durée du travail. M. Arquembourg a reconnu qu'il ne saurait être question de le confier à la collaboration patronale. Nous n'insisterons donc pas.

Enfin, sans mépriser les résultats obtenus par ces associations patronales en ce qui concerne l'application des lois ouvrières, nous dirons que d'une manière générale l'inspection du travail ne doit être confiée, ni en totalité, ni en partie, non seulement aux intéressés, nous l'avons déjà dit, mais même à des gens de bonne volonté. « L'expérience de ce genre d'inspection a été faite en France en 1841 » (rapport Petit, p. 38) ; le gouvernement créa des « commissions de notables » qui devaient faire de l'inspection gratuite et composées d'anciens industriels, fonctionnaires, etc. Le résultat fut que l'inspection ne fut pas faite. Le loi du 19 mai 1874, en même temps qu'elle instituait un corps de 15 inspecteurs divisionnaires, des commissions locales et une commission supérieure, autorisait en même temps la création par les conseils généraux, d'inspecteurs départementaux qui seraient rétribués par le département et qui devaient toutefois agir sous la direction de l'inspecteur divisionnaire. Le résultat fut que, dans 66 départements sur 86, les conseils généraux, à la bonne volonté desquels la loi s'était remise pour nommer ces inspecteurs, s'abstinrent d'en créer.

Ce qui est à craindre, c'est que les inspecteurs, en

comptant trop sur la collaboration patronale, ne se désintéressent de leur service, en même temps qu'elle leur permettra, le cas échéant, de rejeter sur elle et de lui faire partager les fautes éventuelles dont ils peuvent avoir à répondre devant leurs supérieurs hiérarchiques.

En résumé, nous écartons la collaboration patronale, parce que ses intérêts sont manifestement contraires à l'observation stricte et complète de la législation ouvrière et parce qu'il ne faut pas que la responsabilité en quelque sorte se disperse et s'éparpille.

Nous verrons tout à l'heure si ces raisons s'appliquent ou non à la collaboration ouvrière.

3° *La collaboration d'ouvriers nommés à la suite d'un concours technique.* — Cette collaboration existe actuellement, pas d'une manière complète il est vrai, mais assez pour qu'on puisse se rendre compte de ses résultats. Elle est donc possible. Mais est-elle désirable ?

Elle existe, disons-nous. D'abord, sous le régime de la loi de 1874, il y eut d'anciens ouvriers parmi les inspecteurs. Mais le 30 janvier 1900, M. Millerand, ministre du Commerce et de l'Industrie, obtint de la commission supérieure du travail une triple modification des conditions du concours : suppression de l'avantage de 30 points jusqu'alors acquis de plein droit aux candidats pourvus de certains diplômes de l'enseignement supérieur ; revision dans un sens plus pratique du programme

des connaissances exigées en chimie, mécanique ou en hygiène ; suppression de l'épreuve de droit administratif. Le résultat (rapport Petit, p. 69) fut qu'aux concours de 1901-1902 et de 1904, 7 candidats ouvriers furent admis. Au concours de 1905, sur 10 reçus, 4 étaient ouvriers. Ensuite, dans le jury du concours, 3 ouvriers font partie de la commission de classement des inspecteurs (1). Enfin, le coefficient de la note attribuée au candidat en raison de ses aptitudes personnelles et notamment de sa « pratique industrielle » était de 4 sur un total de coefficient égal à 20 pour les épreuves orales.

A l'étranger, on peut dire qu'elle existe aussi.

En Allemagne, cela dépend des États. C'est ainsi qu'en Prusse, depuis 1907, les conditions d'admission (trois ans d'études techniques, un an et demi d'études juridiques et économiques, un an et demi de service préparatoire à l'inspection) écartent en fait les candidats ouvriers.

Mais d'autres États, tels que la Bavière, le grand-duché de Bade, déchargent les inspecteurs du travail du contrôle des petits établissements pour en charger des fonctionnaires ayant travaillé pratiquement dans l'industrie et pourvus de connaissances techniques élémentaires.

En Angleterre, même tendance à favoriser l'entrée de professionnels dans le corps de l'inspection. Ainsi, la limite d'âge est reculée de trente et un à trente-sept

1. Décret du 14 nov. 1899.

ans, quand le candidat a été patron, gérant ou ouvrier pendant au moins sept ans. En 1893 on a créé des « aides inspecteurs des manufactures » ; inspecteurs moins instruits (les épreuves sont très élémentaires), moins rétribués, qu'on a chargé de la surveillance des ateliers par opposition aux fabriques.

Enfin, en Belgique, il existe depuis 1894 un petit nombre de délégués ouvriers ayant les mêmes droits que les inspecteurs, et notamment celui de dresser procès-verbal, mais subordonnés à ces inspecteurs.

Et, dans tous ces pays, dans l'ensemble, on se félicite des services qu'ils rendent à l'inspection.

En France, une série de projets tendent à ouvrir largement et même exclusivement l'inspection du travail aux ouvriers. On peut les répartir en trois catégories.

La première comprend tous les projets (nous ne les énumérerons pas) qui, supprimant l'inspection actuelle, font choisir les inspecteurs exclusivement dans la classe ouvrière, par un corps électoral composé d'ouvriers avec ou sans concours. On peut ranger aussi dans cette catégorie la proposition Breton du 9 novembre 1903 qui, sans supprimer les inspecteurs départementaux, leur juxtapose et leur subordonne des « contrôleurs du travail » élus.

Une deuxième catégorie rejetant le principe de l'élection des candidats ouvriers par leurs camarades, juxtapose au concours actuel rendu plus difficile un deuxième

concours requérant surtout des connaissances pratiques avec stage obligatoire de pratique professionnelle. Tels sont les projets Troubat et Coupat en substance ; tel aussi le projet du conseil supérieur du travail qui institue deux concours, dont l'un plus pratique réservé aux ouvriers et employés justifiant de dix ans de pratique professionnelle, syndiqués depuis trois ans et agréés par l'ensemble des syndicats de la profession.

La commission permanente du conseil supérieur du travail a retenu l'idée de la dualité du concours ; un second concours serait ouvert non aux seuls ouvriers, mais à quiconque justifiera de dix ans de pratique industrielle, dont toutefois trois au moins comme ouvriers ; en seraient exclus tous licenciés, bacheliers, anciens élèves des écoles normales primaires ou des écoles techniques, jusques et y compris les écoles d'arts et métiers.

La troisième catégorie de projets qui d'ailleurs n'en comprend qu'un (celui de M. Groussier) est beaucoup moins exigeante que les deux autres : elle maintient l'unité du concours, en lui adjoignant une épreuve pratique à subir dans un atelier, épreuve qui serait facultative et qui donnerait au candidat qui la passerait avec succès des points supplémentaires.

Nous avons signalé ces propositions pour montrer quelle tendance universelle semble porter les esprits à voir dans l'inspection ouvrière le remède unique et efficace à l'application des lois ouvrières, tendance qui

semble justifiée par les bons résultats obtenus à l'étranger.

Nous allons passer en revue brièvement les arguments qui peuvent justifier ou combattre cette tendance.

Il est évident d'abord que par ce moyen : le recrutement même partiel des inspecteurs parmi les ouvriers, on remédierait à l'ineompétence technique reprochée à l'inspection actuelle. L'expérience que ceux-ci ont acquise, au contact des appareils et des machines leur permet, mieux qu'à tout autre, d'indiquer les dispositifs préventifs d'accidents. Ils savent aussi, mieux que personne, pour en avoir souffert eux-mêmes ou vu souffrir autour d'eux, les inconvénients hygiéniques des métiers qu'ils ont exercés.

Autre raison : ces inspecteurs connaîtraient aussi, pour en avoir été les témoins, parfois même les complices volontaires ou forcés, les supercheres variables suivant les industries, par lesquelles le patron dépiste l'inspecteur.

Autre raison enfin : ils auraient intérêt à l'application des lois ouvrières ; et l'intérêt apparaît comme le plus sûr garant de cette application. Cette raison, les collaborations policière ou patronale ne pouvaient la présenter, la première étant surtout indifférente et la seconde ayant des intérêts dont le sens y était opposé. Au contraire, des inspecteurs sortis de la classe ouvrière, restent en communion d'idées et d'esprit avec les camarades

dont ils viennent de partager le sort et on peut être certain qu'ils ne laisseraient passer aucune infraction et que le résultat que nous poursuivons : l'application intégrale de la loi, serait enfin obtenue (nous reviendrons sur cet argument tout à l'heure).

Pourtant nous pensons que la collaboration d'ouvriers nommés à la suite d'un concours technique n'est pas le remède par excellence et qu'elle est même plutôt nuisible.

Nous ferons d'abord remarquer que les résultats obtenus à l'étranger ne doivent pas être tous retenus. Sans doute, en Belgique, il s'agit bien d'inspecteurs ouvriers, mais ils sont en tout petit nombre. En Allemagne l'inspection n'est pas exclusivement réservée aux seuls ouvriers ; de même en Angleterre. En France aussi, dit-on, ces résultats ont été bons : la même remarque s'impose d'abord de leur petit nombre, ensuite qu'il s'agit d'une élite, car si on a facilité le concours, on ne l'a pas fait outre mesure, on ne l'a pas supprimé, et peut-être est-il permis de penser que les résultats seraient autres en ne nous plaçant qu'au seul point de vue technique, est-il besoin de le dire, si les inspecteurs du travail devaient leurs fonctions à l'élection de leurs camarades ?

Enfin, sans parler de l'égalité à rebours instituée déjà par M. Millerand le 30 janvier 1900 et qui serait encore bien plus développée avec le principe de l'inspection

ouverte aux seuls ouvriers à l'exclusion de tous autres candidats, même possédant des connaissances techniques et dont nous négligerions de parler si nous étions certains de l'efficacité du remède proposé, n'est-il pas dangereux de confier directement l'inspection aux intéressés directement disons-nous (et par là nous distinguons la collaboration des ouvriers recrutés au moyen d'un concours technique de celle des syndicats ouvriers à l'inspection, qui, nous le verrons plus loin, ne présente pas les mêmes inconvénients, parce qu'indirecte); ce qui aurait pour résultat de confier aux intéressés eux-mêmes l'application d'une loi qui les concerne, ce qui est mauvais en principe, et qui, de plus, leur est favorable, ce qui est pire.

Nous avons repoussé la collaboration patronale indirecte parce que son intérêt y était contraire; nous repoussons maintenant la collaboration ouvrière directe parce que son intérêt est dans le même sens.

L'inspecteur ne doit pas seulement avoir des qualités de compétence: il doit avoir aussi des qualités d'impartialité. Si l'inspecteur en France n'a pas, de par la loi comme en Autriche, d'après les instructions des autorités supérieures comme en Angleterre, un rôle de conciliateur, en fait et par la force des choses, il sera appelé à le jouer la plupart du temps. Et il le jouerait mal, s'il était à la fois juge et partie. Ainsi que le dit très bien M. Petit, il ne doit inspecter contre personne, il

doit inspecter pour la loi, simplement. Et l'État doit réserver à ses seuls agents responsables un contrôle que seuls ils peuvent faire impartialement.

Cette raison constitue pour nous le principal obstacle à la participation même partielle des ouvriers recrutés à la suite d'un concours technique à l'inspection du travail et fait que nous l'écartons. Il nous reste à parler de la collaboration des groupements ouvriers à l'inspection du travail.

4° *La collaboration des groupements ouvriers organisés à l'inspection du travail.* — Nous avons rejeté la collaboration de la police pour la médiocrité de ses résultats et pour d'autres raisons accessoires, la collaboration patronale pour ses intérêts opposés. Est-il besoin de montrer qu'il n'en est pas de même ici à cause de l'intérêt toujours en éveil de veiller à la stricte application de la loi. Mais, nous dira-t-on, cet intérêt, vous l'aviez avec la collaboration des ouvriers inspecteurs ; le résultat que vous poursuivez était également atteint. Oui, mais nous avons montré que c'était armer les ouvriers d'une façon trop puissante. Au contraire, avec la collaboration des groupements ouvriers, notre but est également atteint, mais le danger est écarté. La responsabilité, d'une part, reste entre les mains des agents de l'État, ce sont eux qui demeurent en contact avec les patrons et les ouvriers : la condition d'impartialité est

ainsi remplie et les froissements qu'entraîneraient inévitablement des inspecteurs ouvriers, évités. Ainsi que le dit M. Petit (1), « autre chose est l'exécution des lois par les intéressés, autre chose est le contrôle des intéressés sur leur exécution ». En même temps, le mobile puissant et essentiel : l'intérêt à l'application des lois ouvrières est gardé et conserve toute son énergie.

D'ailleurs des inspecteurs ouvriers peuvent changer d'esprit ; le fait de leur élévation à une fonction qui les rapproche de la classe bourgeoise, diminue en eux, insensiblement et inconsciemment, les sentiments ouvriers. On ne réclame bien que pour soi-même et seul l'intérêt personnel est le meilleur excitant aux revendications pécuniaires, sanitaires, morales. Or l'intérêt ouvrier, chez l'inspecteur, par cela même qu'il est inspecteur et non plus ouvrier, a cessé d'être « personnel ». Mais, nous dira-t-on, pourquoi vous limiter à la collaboration des groupements ouvriers, pourquoi ne pas accepter aussi celle des ouvriers pris individuellement ? Nous verrons cette question tout à l'heure.

Une circulaire du 19 janvier 1900 (qui la première des documents officiels s'occupait de cette question de la collaboration des syndicats ouvriers), adressée par M. Millerand aux inspecteurs divisionnaires du travail et constatant l'impuissance de l'inspection, leur recommandait

1. Rapport, p. 62.

de mentionner dans leurs rapports « le nombre de visites faites à la suite de communications orales ou écrites de quelque nature que ce soit, et plus particulièrement encore, le nombre de visites faites à la suite de communications orales ou écrites, émanant de groupements ouvriers, enfin le nombre de ces groupements avec lesquels il se sera trouvé en contact pendant l'année ».

Il n'est pas facile d'apprécier, d'après les rapports des inspecteurs divisionnaires, les résultats obtenus par la circulaire Millerand. On ne dispose en effet que de leurs rapports qu'ils établissent en prenant dans ceux des inspecteurs départementaux ce qui leur a paru intéressant. Les chiffres qu'ils donnent sont peu nombreux et quand ils en donnent, trop fragmentaires et d'une signification trop douteuse. Tantôt en effet les inspecteurs donnent le pourcentage des plaintes syndicales dont ils ont reconnu le bien-fondé, tantôt celui des plaintes qui furent suivies d'un procès-verbal.

Nous nous contenterons donc de passer en revue depuis 1900 les rapports sur l'application de la loi du 2 novembre 1892 présentés au Président de la République par les membres de la Commission supérieure du travail en y signalant ce qui se rapporte aux résultats obtenus par la circulaire de M. Millerand.

Le rapport de 1900 déclare (1) : « Les inspecteurs se sont conformés avec le plus grand empressement aux

1. Rapport 1900, p. 115 et 116.

instructions ministérielles... Ces relations fréquentes (des inspecteurs et des organisations ouvrières) ont fait disparaître la suspicion imméritée dans laquelle avait été tenu trop longtemps le service. De son côté l'inspection a pu recueillir, pour assurer partout l'application de la loi, des indications souvent intéressantes. »

Celui de 1901 (1) : « Les inspecteurs sont unanimes à constater que les relations bien comprises qui existent avec les groupements ouvriers ont donné les meilleurs résultats. »

Cependant, cette année, le rapport note « une tendance contraire (au service de l'inspection) qui s'est manifestée à plusieurs reprises dans certains ateliers. Le service ne rencontre pas toujours auprès des ouvriers le concours sur lequel il est en droit de compter. C'est ainsi que trop souvent dans les verreries, les ouvriers eux-mêmes favorisent la dissimulation des contraventions qui résultent de la présence d'enfants en sous-âge. Ces faits, il faut le dire, ne sont fort heureusement qu'exceptionnels ».

Celui de 1902 (2) : « Les inspecteurs se conforment exactement aux instructions du 19 janvier 1900 dans leurs rapports avec les organisations professionnelles. De même que les années précédentes, un grand nombre de plaintes émanent des groupements ouvriers ou d'ou-

1. Rapport, p. CII.

2. Rapport, p. XCVII et XCVIII.

vriers isolés, de l'avis de M. l'Inspecteur divisionnaire de Lille, ces plaintes se divisent en deux catégories à peu près égales : la première moitié reconnue fondée donne lieu à des procès-verbaux ou à des mises en demeure ; la seconde, au contraire, donne des indications inexactes, est provoquée par des griefs personnels, ou désigne des établissements qui ne sont point soumis au contrôle du service ». Le même rapport signale encore cette année-là « la connivence des ouvriers et des patrons dans certains établissements pour déjouer le service de l'inspection ». Il ajoute : « Ces cas sont heureusement fort rares et les excellents rapports entretenus avec les organisations ouvrières et les ouvriers individuellement ne pourront que contribuer à accroître l'autorité des inspecteurs. »

Celui de 1903 (1) : « Les rapports avec les ouvriers, syndicats, bourses du travail, sont également satisfaisants. Les plaintes reçues, soit verbalement, soit par écrit sont régulièrement suivies d'enquêtes. Elles ont été en général plus précises et mieux justifiées. »

Celui de 1904 (2) : « Quant aux rapports avec les ouvriers, ils sont très satisfaisants. Un certain nombre de visites ont été provoquées par des plaintes ouvrières et l'impression générale qui ressort des rapports du

1. Rapport, p. LXXVIII.

2. Rapport, p. LXXIX.

service, est que ces plaintes sont plus fréquemment ustifiées que par le passé. »

Celui de 1905 (1) : « Quant aux relations des ouvriers ou des organisations ouvrières avec le service, elles se sont grandement améliorées au cours des précédentes années. Les ouvriers se rendront compte de plus en plus de l'amélioration des conditions de travail et d'hygiène que leur assure les visites du service et ils n'hésitent pas, la plupart du temps, à donner leur concours aux inspecteurs pour la régression des contraventions qu'ils ont intérêt à voir disparaître. »

Celui de 1906 (2) : « Les rapports avec les organisations ouvrières sont bons et la confiance que ces organisations témoignent au service a amené à découvrir nombre de contraventions qui autrement fussent passées inaperçues. Malheureusement, il arrive fréquemment que dans l'ignorance de la loi, des faits parfaitement licites sont à tort signalés comme contraventions. »

Celui de 1907 (3) : « Les rapports avec les ouvriers et avec les bourses ou syndicats ont continué, comme par le passé, à donner de bons résultats. Bien que de nombreuses plaintes aient été reconnues mal fondées, un certain nombre ont fourni l'occasion de redresser des abus principalement au sujet du repos hebdomadaire.

1. Rapport, p. LXXVI et LXXVII.

2. Rapport, p. CVII.

3. Rapport, p. CXII et CXIII.

Toutes les plaintes continuent d'ailleurs à faire l'objet d'enquêtes approfondies. Même non fondées, elles ont encore un avantage, celui de donner, grâce aux explications de l'inspecteur, des notions plus certaines de notre législation ouvrière à ceux de qui elles émanent. Grâce à ces explications, les inspecteurs ont pu remarquer que la proportion des plaintes injustifiées décroissait chaque année. Ainsi que le remarquent la plupart des inspecteurs, ces plaintes épargnent bien des tâtonnements au service, en lui permettant d'intervenir au point précis où se produisent des contraventions. »

Celui de 1908 (1) : « Le service continue à entretenir des relations suivies avec les organisations ouvrières et les ouvriers individuellement. Les plaintes dont les inspecteurs sont saisis sont examinées avec soin et les enquêtes conduites avec toute la discrétion nécessaire.

« Il convient de remarquer que les indications fournies au service relativement à l'application des lois sont fort différentes suivant les régions. Tantôt elles procèdent par affirmations générales difficilement contrôlables. Tantôt au contraire les plaintes ne sont transmises qu'après vérification de leur bien-fondé. Dans la circonscription de Marseille, sur 750 visites occasionnées par des réclamations ouvrières, 162 ont abouti à des procès-verbaux. Ce chiffre paraît un peu faible au pre-

1. Rapport, p. XCVI.

mier abord. Toutetois il ne faut point perdre de vue qu'en 1908, au cours de 192.000 visites du service, il n'a été dressé que 5.394 procès-verbaux. »

Enfin celui de 1909 (1): « Les rapports des inspecteurs avec les groupements ouvriers sont bons. Les plaintes adressées sur l'application des lois ouvrières sont examinées et instruites avec le plus grand soin.

A ce sujet, M. l'Inspecteur divisionnaire de la première circonscription, après avoir relevé le nombre de plaintes adressées à son service, termine par un examen comparatif des plaintes syndicales, individuelles ou anonymes. Il résulte de ces chiffres que des plaintes adressées par les syndicats seraient fondées dans la proportion de deux pour trois, les plaintes individuelles dans la proportion de moitié, les plaintes anonymes pour un tiers seulement. »

L'impression générale qui se dégage de ses rapports est que les groupements ouvriers d'abord défiants et réservés, ont entretenu peu à peu de meilleurs rapports avec les inspecteurs, surtout grâce aux conférences recommandées par la circulaire et que ceux-ci ont faites pour l'instruction des ouvriers au sujet des lois réglementant le travail.

Une autre impression qui se dégage aussi particulièrement du dernier rapport, mais elle se dégage aussi bien des rapports des inspecteurs divisionnaires des

1. Rapport, p. LXI.

autres années, c'est que les plaintes syndicales sont fondées dans une proportion plus forte que les plaintes individuelles, des deux tiers tandis que ces dernières ne sont que de la moitié. Il ne faut pas nous en étonner pour les raisons suivantes. L'ouvrier pris individuellement est d'abord moins à même de connaître la loi qu'un secrétaire de syndicat que ses fonctions mettent constamment en contact avec elle. L'abondance et la répétition des événements ouvriers qui touchent à la législation lui permettent d'acquérir à demeure pour ainsi dire cette connaissance de la loi qui donne aux plaintes syndicales cette proportion supérieure. Ensuite un ouvrier, sous le coup du ressentiment ou de la rancune, se laissera aller à une dénonciation souvent injustifiée tandis que le secrétaire du syndicat, par qui passera cette plainte, lui fera subir un premier examen, et n'étant pas poussé lui-même par des sentiments personnels, l'éliminera si elle lui apparaît non fondée.

Enfin, une organisation comme le syndicat entre plus aisément en relations avec l'inspecteur que tous les ouvriers individuellement. Elle centralise les renseignements et prépare la besogne de l'inspecteur.

De plus, son indépendance entière du patron due à l'union de tous ses membres lui permet de signaler au service de l'inspection les infractions qu'un ouvrier individuellement n'eût pas osé de peur de perdre sa place.

La circulaire Millerand disait pourtant d'accueillir les plaintes individuelles : c'est qu'elle ne voulait laisser de

côté aucun moyen qui pût servir utilement, même d'une façon accessoire, l'application des lois ouvrières, mais c'est surtout sur les groupements ouvriers qu'elle comptait.

Les résultats que nous avons signalés, qui indiquent la supériorité des plaintes syndicales, et les raisons que nous avons données de cette supériorité nous autorisent à voir dans les groupements ouvriers le meilleur auxiliaire, dans l'état présent des choses, du service inspecteur pour l'application des lois réglementant le travail.

CHAPITRE III

LA PARTICIPATION DES SYNDICATS OUVRIERS

A LA CONFECTION ET A L'APPLICATION

DES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES OU RÉGLEMENTAIRES

Le but de ce chapitre est de montrer que la collaboration des groupements ouvriers à l'inspection du travail, qui nous est apparue dans le chapitre précédent, comme le meilleur remède, est conforme aux tendances générales de l'évolution des idées et des faits en ce qui concerne le rôle du syndicat dans la vie sociale contemporaine.

Mais auparavant nous exposerons quelles sont les diverses façons de comprendre ce rôle pour dire ensuite quelle est celle précisément qui paraît correspondre le mieux à la pensée des théoriciens et à l'actualité des faits, en même temps qu'elle permet à cette collaboration de s'affirmer et de se manifester sous la forme qui lui est la plus favorable.

Qu'est-ce, dans la réalité sociale, qu'un syndicat? Nous demanderons la réponse de cette question à un théoricien du socialisme contemporain, Georges Sorel,

qui a étudié ce problème à un point de vue purement objectif et scientifique (1).

Il dit lui-même qu'il s'efforcera de se différencier des différents auteurs qui ne cherchent à voir dans cette question que les détails qui correspondent à leurs théories personnelles sur l'avenir. De plus, il importe aussi de ne pas se laisser prendre aux apparences juridiques du problème ni de s'enfermer dans une définition de droit pour en déduire la vérité sur ce qu'est et sera un syndicat. « Jamais, dit-il, on ne trouve dans les sciences sociales les phénomènes qui répondent parfaitement à une définition ; de là presque tous les sophismes sociologiques. Un raisonnement déductif ne peut qu'engendrer des erreurs quand il n'est pas fondé sur un parallélisme rigoureux entre la suite des faits et la suite des pensées. Pour raisonner sainement, il faut sortir résolument de l'empirisme, afin de constituer des types théoriques dont on retrouvera l'influence mélangée dans les phénomènes, suivant les circonstances historiques. Il ne faut jamais croire que l'esprit en s'éclairant arrivera jamais à faire disparaître les mélanges et arrivera à la constitution d'un type simple : cette illusion a engendré beaucoup de prévisions trompeuses. »

Partant de là, il considère qu'il y a trois façons de comprendre le rôle du syndicat et ces trois manières de le comprendre correspondent à trois manières d'être

1. *Pages libres*, du 21 mars 1903, p. 241 à 257.

différentes réelles des syndicats dans leur ensemble. C'est la conclusion à laquelle il aboutit à la fin de son étude en disant (p. 257) : « Je me suis proposé de donner des notions aussi claires et aussi simples que possible, pour permettre de comprendre en gros les phénomènes les plus saillants ; je désire surtout avoir fait comprendre qu'il n'y a pas un type unique et parfait du syndicat, mais qu'il y a un mouvement syndical multiforme et contradictoire pouvant aboutir à des termes très différents les uns des autres. »

Nous avons renversé l'ordre dans lequel il présente ces divers types de syndicat, afin que l'ordre que nous adopterons corresponde à des conceptions qui se rapprochent d'une manière croissante du rôle juridique qu'ils semblent appelés à jouer.

Le premier type est le *syndicat révolutionnaire* dont F. Pelloutier a été le principal théoricien, sur lequel *la Voix du Peuple* a abondamment fourni des explications et dont P. Delesalle et G. Yvetot sont les représentants les plus en vue (l'article de Georges Sorel était écrit en 1903 : on pourrait leur en adjoindre d'autres maintenant, mais la théorie est restée la même et la pratique s'est précisée davantage).

C'est le syndicat *organe de lutte, extra-juridique* dont l'idée essentielle est « la suppression complète du patronat et du salariat ». P. Delesalle cite un appel ainsi conçu aux ouvriers métallurgistes pour les engager

à se syndiquer : « Le comité déclare que la lutte qu'il poursuit est la suppression complète du patronat et du salariat » (*l'Action syndicale et les anarchistes*, p. 5). Tandis que, comme nous le verrons plus loin, avec le second type de syndicat, toute contestation entre patrons et ouvriers tend à prendre la forme d'une contestation entre deux commerçants, il n'en est pas de même ici. Il s'agit ici d'une lutte perpétuelle qui ne connaît pas de trêve, qui transforme toute contestation entre patrons et ouvriers en un épisode de conflit irréductible entre capital et travail; à propos de tout incident même secondaire, le syndicat cherche à développer l'esprit d'opposition, à montrer que la lutte de classes pénètre toute la vie du travailleur.

Cette forme syndicale doit la vigueur avec laquelle elle se manifeste aux anarchistes qui en ont pris la direction, qui, repoussant l'ingérence des partisans de la réforme sociale (qui veulent faire croire aux ouvriers qu'on peut régler « d'une manière juste » les salaires par l'arbitrage en tenant compte des conditions générales du marché, comme on règle un mémoire d'entrepreneur, par expertise) « montrent aux travailleurs que ce sont là des histoires à dormir debout ». Souvent, disent-ils, les patrons déclarent qu'ils ne peuvent céder sans se ruiner, puis, quand ils ont perdu beaucoup d'argent, ils cèdent. Que prouve tout cela? Que la détermination des salaires est laissée pour une grande part

au hasard et qu'il n'y a pas de rationalité dans l'économie capitaliste.

Aussi le monde ne sera-t-il organisé d'une façon rationnelle que le jour où le salariat aura disparu. Comment ? Par quel moyen ? Ce résultat dépend d'une part des progrès de la raison (« on sait avec quelle passion les anarchistes se préoccupent de l'éducation populaire », Sorel), d'autre part de la force et de la violence ouvrières qu'il s'agit de maintenir intactes. Ils repoussent pour cette raison non seulement les théoriciens de la science politique mais aussi les moyens politiques. Selon la pensée de Marx qu'ils appliquent rigoureusement, la révolution sociale ne ressemblera pas aux anciennes, il ne s'agit pas d'un changement gouvernemental engendrant par voie d'autorité une transformation économique. La nouvelle révolution ne sera qu'un fait de la vie économique ressemblant aux conflits soutenus par les syndicats pour les conditions du travail (1). Pour rendre leur pensée, ils ne peuvent pas trouver de formule plus claire que celle de la *grève générale*.

Ainsi se caractérise essentiellement ce syndicat qui, s'écartant violemment de tout moyen politique ou juridique, s'érige en *organe permanent de lutte*, déclare n'employer que *la force* (par opposition au droit) et

1. « Il nous faut à tout prix éviter de laisser accaparer ce mouvement (syndical) par les partisans du quatrième état, par ces faux amis du prolétariat qui rêvent d'exproprier et d'expulser la bourgeoisie au nom d'une vague dictature, dont ils seraient les dictateurs » (Delesalle, *op. cit.*, p. 12).

dont le but est essentiellement de préparer la société future par des grèves incessantes et répétées (moyen essentiel sans parler d'autres accessoires) ; préliminaires du mythe de la *grève générale*.

Le *deuxième type* est le syndicat organe de droit privé qui correspond dans la réalité aux trade-unions anglais ; les ouvriers d'une même profession s'associent pour que leur association soit plus forte qu'eux séparément et plus en mesure de leur procurer un travail régulier et bien rémunéré, association faite dans ce but qui se double souvent d'une institution d'aide mutuelle.

Leurs intentions ne sont donc plus comme dans le cas précédent de préparer l'avenir. Ce syndicat ne vise pas de but lointain, futur où, on peut le dire, il se mêle une grande part de chimère, mais un résultat certain, positif, et surtout présent. Il cherche, en un mot, uniquement à réaliser de bonnes conditions de travail pour l'ouvrier qui en fait partie.

Comment agit-il ? Il agit comme *un mandataire jouissant uniquement des droits individuels à lui transmis par les individus*. C'est pour cela que nous l'avons nommé organe de droit privé. C'est ainsi qu'il s'occupe des intérêts des individus qui en font partie, en demandant qu'on réduise le nombre des apprentis, qu'on écarte les femmes des ateliers, que l'ouvrier indigène soit protégé contre l'ouvrier étranger au moyen de la législation fiscale. Mais surtout sa fonction est le mieux illustrée quand elle se manifeste dans une action plus particu-

lière : à savoir les contrats collectifs signés avec les patrons, dont l'intérêt est grand, d'une part pour les patrons, car ce contrat leur sert de base pour établir leur prix de revient pendant un certain temps, puisqu'ils sont établis généralement pour une durée assez longue ; d'autre part, pour les ouvriers qui sont ainsi assurés de connaître les conditions de leur travail, leur temps de travail, la qualité de travail qu'il faudra fournir, etc.

L'union des shipbuilders en Angleterre (décrite par M. de Rousiers dans son livre sur le trade-unionisme en Angleterre) fournit un excellent exemple de ce type de syndicat. Elle est soumise à une discipline rigoureuse et elle garantit les constructeurs de navires contre la malfaçon et les coups de tête de leurs ouvriers ; il lui est même arrivé dans une grève de helpers (*aides*) de faire venir d'autres travailleurs pour ne pas interrompre la marche des chantiers ». En France, la Fédération du Livre peut en être considérée comme un autre exemple ; c'est une Fédération sage n'ayant pas d'autres vues que des vues strictement professionnelles.

Mais ces syndicats, en somme, ne jouissent que des droits individuels à eux délégués par les individus : ils exigent donc une grande discipline et un esprit très développé de compagnonnage. Par suite, ils ne peuvent réussir que si la production à laquelle s'applique leur travail est assez limitée, ce qui permettra une étroite solidarité et un esprit de corps qui font défaut la plu-

part du temps en raison des conditions de la plupart des autres productions qui embrassent souvent des branches assez différentes, comme l'industrie de la construction qui emploie des catégories très diverses d'ouvriers.

Enfin, pour lui permettre une action suivie, l'organisation de ces sortes de syndicats devrait comprendre, comme les coopératives de production en France, ou comme les unions en Angleterre, un corps d'hommes éprouvés par de longs services et qui resteraient toujours en place.

Aussi ce type de syndicat en raison de l'absence de solidarité et de ce corps de fonctionnaires n'a-t-il pas encore pris en France une grande extension. On sait en effet que les coopératives de production qui correspondent à ce type ne sont pas très développées.

D'autre part, le premier type ne correspond lui aussi qu'à une minorité parmi l'ensemble des syndicats, car le mouvement anarchiste qui est l'expression la plus forte du syndicalisme révolutionnaire n'est pas très puissant.

Nous arrivons ainsi au troisième type de syndicat qui paraît des trois avoir pris la plus grande extension et qui confirme par cela même le fait que la collaboration des groupements ouvriers à l'inspection du travail s'impose par l'évolution des faits. C'est le syndicat organe de droit public, constitué sur le modèle des corps politiques existants: « Le syndicat devient une

Chambre industrielle officieuse, exerçant une juridiction locale sur le travail et en partie reconnue par les pouvoirs publics ; on pourrait dire qu'elle aspire à devenir une municipalité de métier » (Sorel). En voici une preuve : les préfets, le président du conseil furent considérés, pendant une grève des syndicats des mineurs du Nord en 1902, comme des arbitres devant régler les conflits entre les syndicats ouvriers et les patrons, entre le capital et le travail ; tout ceci confirme l'assimilation des syndicats à des corps politiques auxiliaires ou officieux, ce qui a pour conséquence en même temps d'assimiler la grève à l'exercice d'un droit politique (1). Avec plus de franchise, on peut dire que ce syndicat, c'est la corporation qu'on nomme du nom déguisé de syndicat obligatoire, avec ses intérêts, ses devoirs et ses droits.

Ce troisième type, Georges Sorel, en constate l'extension avec une ironie qui n'est pas exempte d'amertume, car ses sympathies vont surtout aux deux premiers types, « qui, dit-il, exigent chez leurs membres une capacité ou une individualité peu ordinaires... mais, ajoute-t-il, tout le monde est bon pour faire de la politique ».

Nous ne partageons pas, est-il besoin de le dire, son avis, et nous croyons que le rapprochement des ouvriers

1. *Voix du Peuple* du 13 avril 1902 : « C'est dans les dispositions du droit public qu'il faut chercher sa réglementation et non dans celle du Code civil. »

de la légalité est un facteur d'ordre et de paix sociale, par suite une chose excellente même pour les ouvriers.

M. Sorel explique par des raisons ingénieuses le développement futur que, selon lui, ce troisième type est appelé à prendre : c'est en raison de la puissance du régime protectionniste : « Le protectionnisme, dit-il, n'est qu'une manière de distribuer, au gré des besoins électoraux, des moyens sûrs de gagner de l'argent. Nous avons à la Chambre un groupe ouvrier, un groupe viticole, un groupe de bouilleurs de cru ; chacun de ces groupes menace le gouvernement de passer à l'opposition quand il refuse de donner des satisfactions matérielles à ses clients ; il n'y a pas de raison pour qu'il n'y ait pas de groupe socialiste parlementaire appuyé sur des syndicats ouvriers et exigeant lui aussi des satisfactions matérielles pour ses clients. »

Il en résulte que l'idée de classes disparaît peu à peu pour être remplacée par l'idée d'une compétition entre partis cherchant à faire profiter chacun de leurs amis d'avantages matériels. « Au fur et à mesure que le socialisme engendrera un parti politique et prendra une force plus grande dans la vie parlementaire, il devra s'adapter aux conditions des autres partis ; il devra ressembler aux mouvements bourgeois, alors même qu'il conserverait un langage révolutionnaire. Pour nous, ce qui nous importe réellement, c'est de constater l'existence réelle et prépondérante, de l'aveu même de Georges Sorel *du syndicat organe de droit public*, jouissant dans une

certaine mesure *d'attributs délégués de la puissance publique et d'une certaine souveraineté professionnelle*.

Par suite, la collaboration des groupements ouvriers à l'inspection du travail qui nous est apparue, à la suite des développements précédents, comme le meilleur remède, nous semble avec évidence conforme à l'évolution des idées et des faits, en ce qui concerne le rôle du syndicat dans la vie sociale contemporaine.

Il nous reste à montrer que c'est cette troisième conception du syndicat qui est actuellement en faveur d'une part chez les théoriciens, d'autre part dans les faits (jurisprudence).

Parmi les théoriciens, nous choisisons, pour étudier leurs idées sur ce sujet, M. Duguit et M. Paul Boncour (1) M. Duguit constate d'abord (dans son *Manuel de droit constitutionnel*, p. 538) la tendance universelle qu'ont tous les travailleurs à rechercher leur incorporation au syndicat qui décuple leurs forces en les associant et en les encadrant en quelque sorte ; ceux-ci comprennent de plus en plus la nécessité d'une discipline dont on peut dire qu'elle est la force principale non seulement des armées, mais de tous les partis, politiques ou autres. Le but de ces syndicats est la grève générale et en attendant ils substituent leur autorité à l'autorité étatique sur le monde des ouvriers ; ils substituent « à l'État unitaire

1. V. aussi Demogue, *Notions fondamentales de droit privé*, 1911.

une république fédérale ouvrière dont la C. G. T. constituée par la Bourse du travail de Paris forme comme l'embryon ». M. Duguit mêle ici les diverses tendances des syndicats que Georges Sorel avait distinguées, tendances révolutionnaires et tendances professionnelles (et qui, vues du dehors, apparaissent comme confondues et qui le sont aussi en réalité, du moins partiellement). Mais il signale aussi et pour nous c'est l'essentiel, le progrès des syndicats sur cette souveraineté économique dont nous parlions en exposant la troisième conception de Georges Sorel.

M. Duguit, dans un autre ouvrage (1), apporte plus de précision dans ses vues sur l'avenir des syndicats et il annonce en termes très nets la prépondérance énorme qu'ils sont appelés à prendre, selon lui, au détriment de la vieille autorité de l'État réduite à ne plus remplir qu'une fonction de surveillance et de contrôle ; et cela, assure-t-il, sera mieux ainsi. M. Duguit considère qu'il n'y a point, comme le pensent les syndicalistes révolutionnaires pénétrés de « l'erreur colossale » de Karl Marx, deux classes rivales dont l'antagonisme dynamique vient de ce que l'une détient injustement le capital au détriment de l'autre, et doit aboutir au triomphe de cette dernière, mais qu'il y a en réalité beaucoup plus de deux classes dont la multiplicité est nécessitée et justifiée par

1. Duguit, *le Droit social et le droit individuel et les transformations de l'État*. Alcan éditeur (3^e conférence).

la division sociale du travail, la classe capitaliste comme les autres. S'il en est ainsi « si, dit-il (p. 119), telle est la notion réelle des classes modernes, il est facile de comprendre le vrai caractère du mouvement syndicaliste et comment il concourt à une transformation profonde du régime politique ». Ce mouvement n'est pas l'antagonisme entre le prolétariat et la bourgeoisie, car il n'est pas limité à la seule classe ouvrière, mais il s'étend à toutes les classes sociales et tend à les coordonner en un faisceau harmonique » ; dès lors il apparaît comme un mouvement tendant simplement « à donner une structure juridique définie aux différentes classes sociales, c'est-à-dire aux groupes d'individus déjà unis par l'égalité de besoin dans la division du travail social ». Citant plus loin M. Rodrigues (1), M. Duguit rappelle ce que celui-ci écrivait à propos des syndicats de fonctionnaires » appelés à devenir avec le temps des organes directeurs... A la direction étrangère venue d'en haut, tend à se substituer une administration autonome venue d'en bas. « Ainsi M. Duguit aboutit à la même conclusion que Georges Sorel, mais celui-ci constatait à regret cette évolution des syndicats vers la conquête de droits publics, tandis que M. Duguit la signale avec plaisir. Reconnaisant la puissance des syndicats, il prophétise la besogne féconde et utile qu'ils

⁽¹⁾ Rodrigues, *le Syndicalisme universitaire* (Revue socialiste, 1905, p. 499 et sa lettre au *Temps*, n° du 9 novembre 1905.

pourront faire dans l'avenir ; et ce qui peut sembler paradoxal si l'on ne considère que l'apparence des choses, leur action pacificatrice. Il préfère leur souveraineté à la souveraineté omnipotente, vague et étouffante de l'État. Voici comment il décrit, avec une belle confiance, l'aspect de la future et déjà prochaine société : « Dans la société des groupements syndicalistes fortement organisés, fédérés par professions et ayant une représentation politique, assurent une forte limitation au pouvoir des gouvernants. Les luttes de classes éteintes ou du moins apaisées par l'établissement conventionnel de règlements déterminant les relations des classes entre elles et inspirées par une conscience nette de leur interdépendance. Les services publics, exécutés et dirigés par des corporations de fonctionnaires, responsables de leurs fautes à l'égard des particuliers et placés sous le contrôle et la surveillance des gouvernants. »

Nous examinerons finalement, parmi les doctrines des théoriciens, les idées de M. Paul Boncour (1) sur ce sujet.

Car c'est surtout M. Paul Boncour qui s'est fait le théoricien de cette évolution économique des syndicats en marche vers une souveraineté professionnelle qui ne demande qu'à entrer dans le domaine légal et à recevoir de la loi sa consécration juridique. Pour M. Paul Boncour, cette souveraineté économique dont l'affirmation

1. Paul Boncour, *les Rapports de l'individu et des groupements professionnels*. Thèse de Paris, 1900-1904. Conclusion : la souveraineté économique et le fédéralisme, p. 331 à 377.

la plus nette dans les relations entre professionnels est « l'interdiction de travail pour celui qui ne s'y soumet pas », n'est pas en contradiction avec les principes de notre droit public. C'est là pour lui le point important et c'est ce qu'il s'attache à démontrer. Sans doute, si l'on entend par ces principes « les règles positives » établies par la Révolution, cette souveraineté est en contradiction flagrante avec eux ; mais il ne faut pas s'emprisonner dans le formalisme étroit d'un texte écrit, il faut aller au fond des choses. Ce qui importe, c'est que celle-ci soit d'accord non avec un texte écrit, qui ne correspond qu'à la vérité et aux circonstances éphémères d'une époque, mais avec les idées directrices du droit public. Or, ces idées ont consisté à réglementer généralement toutes les libertés. Une seule ne l'a pas été : la liberté du travail, mais pour des raisons très spéciales, et l'on peut dire que l'horreur manifestée par la Révolution pour toute espèce d'association en cette matière, qui d'après elle devait entraver tout travail fécond, n'était due qu'à une réaction vigoureuse certes, mais illogique, contre les institutions de l'ancien régime. Ces circonstances spéciales sont éliminées aujourd'hui et c'est reprendre l'œuvre révolutionnaire, c'est se conformer aux principes généraux du droit public que de les inaugurer ou plutôt de continuer à les inaugurer (car ils l'ont été déjà partiellement avec les lois de 1864 et de 1884) dans un nouveau domaine.

Or, quels étaient ces principes institués par la Révolution ? D'après elle (p 336), la liberté de chacun est limitée par le droit égal d'autrui, par suite l'exercice des libertés individuelles doit être organisé et réglé par la loi et en définitive la Révolution place la garantie de toutes les libertés dans la participation de tous à la confection de cette loi, dans la souveraineté nationale ? « En conséquence, ce qu'établissait la Révolution dans le gouvernement des personnes, on peut le transporter dans l'administration des choses et par suite, instituer l'idée d'une souveraineté économique. Or, quelle est cette souveraineté économique à laquelle doit conduire l'application de ces principes : c'est la souveraineté même des groupements professionnels, niés par la Révolution dans ses lois positives. » Le principe de la souveraineté, en effet, réside dans la solidarité qui lie entre eux les membres d'un même groupe politique ou social (social englobant professionnel) et dont les intentions, dont la volonté ne pouvant être celle de la collectivité qui est rarement unanime, sera celle de la majorité de ce groupe qui édictera des règles obligatoires pour tous, en harmonie avec les besoins et les nécessités du groupe. Mais pour que les membres dudit groupe obéissent de bon gré, par un consentement implicite, même ceux qui font partie de la minorité, à ces prescriptions de la majorité, il faudra que celle-ci ne cherche à exprimer que l'intérêt général, et non son intérêt par-

ticulier à elle, majorité ; et qu'ensuite ne fassent partie du groupe exclusivement que ceux « vraiment réunis par une communauté d'intérêts et de droits ».

Aussi à côté de la souveraineté nationale (qui se conformera elle aussi à ces règles) exprimant les intérêts généraux du pays, convient-il qu'il y ait des souverainetés particulières aux divers groupements territoriaux (départements, communes) mais surtout professionnels. Car c'est surtout la diversité de vie économique, bien plus que la diversité géographique qui donne le jour à des besoins différents et leur donne une intensité autrement vigoureuse que celle qui peut appartenir aux besoins régionaux d'une commune et même d'un département. Ces besoins économiques, avec leurs diversités variant suivant chaque profession, trouveront donc leur expression parfaitement adéquate dans les divers groupements professionnels.

Et les règles obligatoires qui leur conviennent, ce sont les règles émanées de la souveraineté économique de ces divers groupements. M. Paul Boncour oppose ainsi à une décentralisation régionale assez illusoire et qui correspondrait peu à la vérité (car pour le moment rien n'empêcherait la France d'être un pays concentré, car cette concentration est due non pas, comme on pourrait être tenté de le croire, à une organisation administrative factice et forcée, mais due à des causes profondes, géographiques, historiques, etc., et qu'il

serait trop long de rappeler), la réalité d'une décentralisation économique et professionnelle.

Il importe donc de chercher à donner aux groupements professionnels qui sont nés juridiquement avec les lois de 1864 et de 1884 une souveraineté économique conforme aux principes de notre droit public plus élargie, car la souveraineté territoriale de l'État qui suffisait jusqu'ici à exprimer leurs intérêts ne peut plus le faire, pour deux raisons :

1° D'abord en raison de leur complexité. La loi ne peut, en cette matière, poser que des principes généraux : elle n'a pas la souplesse nécessaire pour en faire l'application variée que nécessitent les différents modes de travail. C'est aux groupements qu'il faut confier l'organisation positive de la liberté du travail ;

2° Ensuite pour la raison suivante : c'est que ces groupements sont des minorités dans la nation. Or, la majorité peut avoir des intérêts différents de ceux de ces minorités, parfois antagonistes.

Ceci n'aurait pas d'importance, si la solidarité de tous les membres de la nation était assez vaste pour n'exprimer qu'une volonté. Mais à l'intérieur d'un même pays, il y a beaucoup de solidarités particulières et spéciales, qui, par leur spécialité même, échappent quant à leur expression, à la volonté générale. D'ailleurs, variété ne signifie point division, et division du travail ne signifie point mécontentement ni guerre civile. De

plus, on éviterait en leur reconnaissant légalement des droits réellement acquis déjà dans la vie sociale, de voir transformer les luttes économiques en luttes politiques, car si on ne leur donne pas ces droits, quel autre moyen auront-ils de faire valoir leurs intérêts que le droit de vote ? Et si ces minorités arrivaient au pouvoir après avoir été longtemps comprimées et emprisonnées dans des textes légaux trop étroits, quelles représailles leurs adversaires n'auraient-ils pas à craindre et non seulement ceux-ci, mais la nation et la civilisation ?

Si nous voulons prévenir ces éventualités, il faut donc écarter la souveraineté nationale de ces luttes, la mettre à l'abri des convoitises, et pour y arriver, instituer la souveraineté des groupements économiques et professionnels eux-mêmes.

Pour établir qu'en fait ces groupements professionnels sont déjà revêtus de cette souveraineté conforme aux principes de notre droit public, M. Paul Boncour y dénombre ensuite les caractères qu'il a énumérés plus haut comme essentiels à toute souveraineté, notamment à la souveraineté nationale. C'est ainsi qu'il reconnaît chez ceux-là l'existence :

1^o *De la loi et de la majorité.* — La souveraineté du groupement ne s'exprime-t-elle pas par la volonté de la majorité ? Et la loi qui n'est que l'expression de la volonté majoritaire, ne s'impose-t-elle pas à tous à

l'intérieur du groupement (l'interdiction de travail en étant la sanction, combien énergique ! on peut le reconnaître pour les récalcitrants en minorité) et n'est-elle pas identique à la loi ordinaire, toutes deux ne respectant les droits des minorités que dans la mesure qui leur convient ?

2° *De limites professionnelles et régionales.* — La souveraineté économique ne doit être que l'expression d'une collectivité possédant une solidarité entre tous ses membres qui cesse par le fait de l'exercice d'un métier différent, ou de l'éloignement. Le pouvoir majoritaire d'un syndicat connaît donc des limites professionnelles et régionales et cesse là où il les atteint.

3° *Et du fédéralisme.* — Enfin tous ces groupements, qui représentent autant de métiers différents peuvent avoir entre eux quelques points d'intérêt commun. Une souveraineté se constituera donc, limitée à ces quelques points d'intérêts commun qui s'exercera sur ces différents groupements ; et cette souveraineté se réunira à son tour « avec les souverainetés similaires des autres régions pour aboutir à une fédération nationale de groupements similaires exerçant une souveraineté sur les professions similaires ainsi fédérées » (p. 351). Les souverainetés économiques constituent ainsi un « fédéralisme économique ».

Peut-être nous sommes-nous attardés à l'exposition

résumée des idées de M. Paul Boncour, mais il nous a paru intéressant de connaître par quel mécanisme il justifiait le rôle que doit jouer le syndicat, de quels principes il tirait l'idée qu'il se faisait de son évolution. Étudiant finalement quel rôle cette souveraineté économique doit jouer dans la vie de la nation, il établit que le fédéralisme doit entretenir avec l'État, qui lui a permis par son développement historique et par sa volonté, de se former, des rapports de subordination, sans quoi le résultat serait l'anarchie : rapports réglementés par l'État lui-même qui mieux que tout autre, peut tenir compte des intérêts sociaux dignes d'intérêt et de respect, et des rapports de collaboration. Ceux-ci peuvent consister :

1° Dans la confection des lois ;

2° Dans leur exécution. Ce sont ces derniers qui nous intéressent.

Les syndicats « ne seront pas seulement » les initiateurs des lois, il en seront les exécuteurs, ou du moins les collaborateurs de l'État dans leur exécution (Paul Boncour), soit par l'action en justice (sous forme de citation directe ou d'intervention comme partie civile devant les tribunaux répressifs), soit par la nomination de délégués ouvriers (ce qui existe déjà dans l'industrie des mines en Angleterre depuis la loi du 10 août 1892, en Belgique avec la loi du 11 avril 1897, en France avec la loi du 10 juillet 1890).

Ainsi, pour M. Paul Boncour, l'application scientifique des principes de notre droit public le conduit à ne plus considérer les groupements professionnels comme de simples associations d'intérêt privé, mais à réclamer pour eux la reconnaissance légale d'une véritable souveraineté économique qui ne fera que consacrer un fait acquis ; reconnaissance d'autant plus urgente qu'il s'agit d'une meilleure application des lois ouvrières.

Ainsi pour les théoriciens que nous venons de voir, cette consécration légale d'une souveraineté professionnelle se présente comme la conclusion logique de l'évolution économique et sociale des syndicats.

Il nous reste à examiner si la réalité confirme également cette évolution des groupements professionnels vers le troisième type de syndicat décrit par Georges Sorel, si la réalité juridique, c'est-à-dire les décisions de la jurisprudence, permet d'apercevoir cette évolution annoncée et préconisée par la doctrine.

Nous examinerons la jurisprudence qui se rapporte aux conventions collectives conclues par les syndicats ouvriers avec les patrons ou les syndicats patronaux. Nous devons dire que toute la jurisprudence, dans ce domaine de contrat collectif, a été remarquablement éclaircie par une note de M. Capitant, sous un arrêt de la Cour de Lyon du 10 mars 1908 (1). (Il s'agissait d'une convention collective conclue par un syndicat ouvrier

1. D. 1909. 2. 33. Note de M. Capitant.

et une compagnie de tramways portant réglementation des conditions du travail et des salaires. Or, la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, en augmentant les jours de repos et en diminuant les heures de travail, força le syndicat à inexécuter partiellement la convention. La Cour prononça la résolution de la convention.)

La note de M. Capitant passe en revue toute la jurisprudence sur la question et distingue avec une netteté singulière les différents courants qui partagèrent et partagent encore la jurisprudence, quoique l'un d'eux tende aujourd'hui à l'emporter de beaucoup. Aussi nous contenterons-nous de la reproduire presque textuellement.

Une première question se pose. La jurisprudence reconnaît-elle aux syndicats professionnels le droit de passer, de par la loi du 21 mars 1884, des conventions de ce genre?

Oui, répond dans l'ensemble la jurisprudence. « Les syndicats ont pour objet l'étude et la défense des intérêts professionnels et il est incontestable, disent tous les arrêts, que la fixation du taux des salaires et la réglementation des heures de travail qui font l'objet des conventions collectives rentrent dans la catégorie de ces intérêts professionnels (1). » Voilà ce que déclarent, en substance, les décisions de la Cour de Dijon du 23 février 1890 et de la Cour de cassation (Chambre civile) du

1. Note de M. Capitant. D. 1909. 2. 33.

1^{er} février 1893, du tribunal de commerce de la Seine du 4 février 1892 (1), du tribunal civil de Perpignan du 26 juin 1905 (2). Nous analyserons plus loin quelques-unes de ces décisions et l'on pourra se rendre compte de la vérité de notre affirmation.

Une deuxième question se pose ensuite, la véritablement importante. Si le patron n'exécute pas la convention, « le syndicat peut-il intenter contre lui une action en justice, et réclamer l'exécution de la convention, et au besoin des dommages-intérêts ? jusqu'à ce jour, deux courants se partagent la jurisprudence sur la question.

Le premier compte les arrêts précités de la Cour de Dijon du 23 juillet 1890 et de la Cour de cassation du 1^{er} février 1893. Ils décident que seuls les ouvriers à l'égard desquels la convention n'a pas été exécutée, pris individuellement, ont le droit d'intenter une action en réparation du préjudice qui leur est causé. Le syndicat, au contraire, ne peut pas poursuivre en justice les actes d'inexécution du contrat, car il n'a pas d'intérêt à faire valoir. Ce sont les ouvriers seuls qui ont été lésés ; or le syndicat ne peut exercer les droits et actions, car la loi de 1884 ne lui a pas confié la défense des droits individuels des syndiqués, et de plus, la règle « nul en France ne plaide par procureur » interdit d'agir en justice pour le compte d'un tiers. Sans doute, il s'agit d'une

1. *D.P.*, 1903. 2. 25 en sous-note.

2. *Bulletin de l'office du travail*, 1905, p. 101.

convention qu'il a conclue lui-même, mais il n'est intervenu qu'à titre d'intermédiaire, il a traité non pour son compte, mais pour celui de ses adhérents (1).

Mais une autre opinion tend aujourd'hui à prévaloir : « La violation de la convention collective lèse les intérêts généraux de la profession que le syndicat a pour mission de défendre, elle lui cause un préjudice moral suffisant pour justifier une intervention. Sans doute, les syndicats ne peuvent exercer en justice pour les droits individuels de leurs membres, mais ils ont le droit de poursuivre en leur nom propre en tant que personnes morales représentant la collectivité des intérêts professionnels l'exécution de la convention qu'ils ont passée. En effet, il est inexact de prétendre que le syndicat ait entendu, dans cette convention, se borner au rôle d'intermédiaire ; il a stipulé et promis pour lui-même (2). Voilà ce que disent les décisions du tribunal de commerce de la Seine du 4 février 1892 (précitée), du tribunal civil de Cholet du 12 février 1897 (3), du tribunal civil de Perpignan du 26 juin 1905 (précitée), du tribunal civil de Saint-Étienne du 11 juillet 1907 et de la Cour de Lyon du 10 mars 1908 qui a motivé la note de M. Capitant.

Parmi ces décisions, il y en a telles que celles du tribunal civil de Perpignan du 26 juin 1905 ; du tribunal de

1. Note de M. Capitant, *idem*, p. 33.

2. Note de M. Capitant, *idem*, p. 33.

3. *D. P.* 1903. 2. 25.

commerce de Nîmes du 7 août 1907 (1), citées en sous note par M. Capitant, qui constatent purement et simplement que les actes d'inexécution de la convention lui ont causé un préjudice et lui allouent des dommages-intérêts. »

Voici en effet le jugement du tribunal de commerce de Nîmes.

Il s'agissait d'une convention collective conclue entre le syndicat de cordonnerie de la ville de Nîmes et des patrons cordonniers, qui consistait en un tarif verbal de prix librement accepté et consenti par ceux-ci, et aussi dans l'engagement de ne pas faire travailler en dehors de leurs ateliers, des ouvriers à un autre tarif que celui qu'ils avaient accepté. Cette convention avait été doublement violée par les patrons cordonniers. Le jugement les condamna à payer au syndicat la somme de 50 frs à titre de dommages-intérêts et ordonna la publication du jugement à leurs frais dans la presse locale (ce qui avait été demandé aussi par le syndicat) à titre de supplément de dommages-intérêts. Il admettait l'action du syndicat par le motif suivant : Attendu que le Syndicat de la Cordonnerie est fondé à demander des dommages-intérêts en réparation du préjudice causé à ses adhérents par l'infraction au tarif reconnu par... etc.

« Les autres, poursuit M. Capitant, poussent plus loin l'analyse et font une distinction. Telles sont les décisions

1. *D. P.*, 1909, p. 34.

du tribunal de commerce de la Seine du 4 février 1892, du tribunal civil de Cholet du 12 février 1897, du tribunal civil de Saint-Étienne du 11 juillet 1907 précités ».

Le jugement du tribunal de commerce de la Seine du 4 février 1892 (1), se prononçant sur l'exécution d'une convention concernant la durée des heures de travail, passée entre la Compagnie des omnibus et le Syndicat des Employés de la Compagnie des omnibus, condamnait la compagnie à observer strictement ladite convention sous peine d'une astreinte de 100 francs par jour du retard. Le syndicat des employés avait fait plaider que par suite du refus de la compagnie d'observer la convention en question, elle avait éprouvé un préjudice moral et un préjudice matériel dont elle était fondée à demander réparation et pour lesquels elle réclamait 50.000 francs de dommages et intérêts ; voici ce que déclarait le jugement sur ces deux préjudices :

Attendu, en ce qui touche le préjudice moral, que le rappel de la Compagnie des omnibus au respect de ses engagements et la condamnation de celle-ci aux dépens sont la seule réparation à laquelle la Chambre syndicale puisse prétendre ; Attendu, en ce qui touche le préjudice matériel que la demande de la Chambre syndicale n'est pas recevable ; Qu'en effet tout syndicat professionnel, organisé conformément à la loi du 21 mars 1884, doit avoir pour objet la défense d'intérêts généraux communs à l'universalité des membres qui le composent ;

1. D. P., 1903.2.25 en note.

Qu'il forme une personne civile ayant ses droits et sa capacité absolument distincts de ceux qui appartiennent individuellement à chacun de ses membres ; Qu'il peut ester en justice, mais seulement pour la défense des intérêts communs et collectifs en vue desquels il a été créé ; D'où il suit qu'il n'est recevable que dans les instances où le jugement à intervenir est de nature à intéresser l'association et non l'un ou plusieurs membres du syndicat ; Et attendu que le préjudice (en question)..... ne saurait être réparé qu'à l'égard de ceux auxquels il a été causé ; Qu'il s'agit là non d'intérêts communs à l'universalité des membres du syndicat, mais bien de droits individuels pour la poursuite desquels la Chambre syndicale n'a pas qualité pour ester en justice, etc...

On peut voir, par l'exemple de ce jugement, l'espèce de distinction que font les décisions de cette catégorie. Elles condamnent le défendeur à une astreinte pour l'obliger à respecter les engagements qu'il a pris. Mais elles refusent d'accorder au syndicat demandeur des dommages-intérêts pour les faits d'inexécution de la convention collective, parce que ces faits ne causent de préjudice matériel qu'aux ouvriers qui en ont été victimes ; ils n'entraînent pour le syndicat qu'un préjudice moral, et la condamnation de l'autre partie aux dépens suffit à le réparer.

On a beaucoup insisté sur cette divergence d'appréciation de ces deux catégories de décisions et on en a exagéré l'importance. On a dit que certains tribunaux

accordaient au syndicat deux actions : une action pour poursuivre l'exécution du contrat et une action pour réclamer des dommages-intérêts, tandis que les autres ne lui reconnaissaient que le droit d'ester en justice pour faire respecter la convention (Passama, *les Conventions collectives relatives aux conditions du travail*, Paris, 1908, p. 163 et suiv.). Mais cette distinction, juridiquement insoutenable, car il n'y a qu'une seule et même action, laquelle donne à la fois le droit de demander l'exécution de la convention et de réclamer des dommages-intérêts, ne se rencontre pas dans les décisions précitées. Il suffit de les lire attentivement pour s'en convaincre. Toutes, en effet, reconnaissent que le syndicat a subi un préjudice et qu'il a droit à la réparation de ce préjudice ; elles ne diffèrent que sur l'appréciation de son étendue (1), les unes estimant qu'il convient d'allouer pour sa réparation des dommages-intérêts en quelque sorte spéciaux, les autres estimant qu'il est suffisamment réparé par la condamnation de l'autre partie aux dépens, d'autant plus qu'elles l'obligent par une astreinte à l'exécution de la convention collective.

Le second courant finira par triompher, dit M. Capitant. Il est illogique qu'un syndicat professionnel ait qualité pour ester en justice pour les salaires et la réglementation des heures de travail et qu'on lui refuse l'action

1. Note de M. Capitant, *idem*.

en justice qui en est la sanction. Par cela seul, qu'un seul ouvrier est atteint, le syndicat subit un préjudice dans les intérêts corporatifs qu'il représente, il doit donc pouvoir agir pour en demander réparation.

De plus, refuser au syndicat le droit d'agir en justice, c'est entraver l'essor du contrat collectif, car lui seul peut en poursuivre l'exécution devant les tribunaux. Les ouvriers individuellement sont trop isolés et pas assez indépendants. D'ailleurs même, s'ils le faisaient, le jugement ne profiterait qu'aux seuls demandeurs ; la conséquence serait d'obliger chaque intéressé à agir pour son propre compte. « Il est dès lors probable que la jurisprudence se ralliera tout entière à cette seconde interprétation et que le jour où elle sera de nouveau appelée à étudier la question, la Cour de cassation abandonnera le système admis par elle en 1893 (1).

Nous nous arrêterons là dans l'étude de la note de M. Capitant qui porte ensuite plus particulièrement sur la convention collective, sa nature juridique, ses effets, sa durée que nous n'avons pas à examiner spécialement ici.

Qu'il nous suffise de faire observer que la jurisprudence, dans son ensemble, tend actuellement à adopter la solution la plus large, en donnant au syndicat le droit de poursuivre en justice l'exécution du contrat qu'il a

1. Note de M. Capitant, *idem*.

passé et qu'ainsi la réalité juridique tend à confirmer, dans ce domaine de la convention collective, l'évolution que nous voulions voir, des syndicats, vers le type du syndicat organe de droit public que nous avons décrit plus haut.

Il nous reste à voir si elle admet l'action syndicale à intervenir pour la répression des infractions aux lois ouvrières par les syndicats : ce qui est d'un intérêt plus grand encore.

Une première jurisprudence, dont une décision de la Cour d'Aix du 26 janvier 1887 (1), n'admettait les syndicats à agir que pour la défense des attributs de leur personnalité juridique, c'est-à-dire de leur état et de leur patrimoine. Les syndicats, ajoutait-elle, ne peuvent agir pour exercer les droits individuels de leurs adhérents, car « nul en France ne plaide par procureur ». Le résultat de cette jurisprudence, si elle avait triomphé, eût été de forcer tous les syndiqués à intenter chacun pour soi une action individuelle. Nous négligerons cette jurisprudence étroite et d'ailleurs peu nombreuse, car en fait, c'est une interprétation plus large qui a prévalu dans l'ensemble, déclarant l'action syndicale recevable en considérant l'intérêt collectif défendu.

Ainsi, un premier arrêt du tribunal de Saint-Etienne (2) reçut l'action d'un syndicat de pharmaciens agissant contre

1. *Pandectes françaises*, 1887. 2. 214.

2. 17 déc. 1889. *Revue des Sociétés*, 1890, p. 309.

un individu en exercice illégal de la profession « à condition que le syndicat ait été constitué en vue de l'intérêt général et que l'action exercée au nom du syndicat ait pour objet un intérêt général et collectif ». Un arrêt de la Cour de cassation du 5 janvier 1894 rejette un pourvoi formé contre un arrêt de la Chambre (1) des appels correctionnels de la Cour de Bordeaux ayant déclaré recevable l'action civile d'un syndicat jointe à une instance publique contre le prévenu ; et la Cour de cassation donne entre autres le motif suivant : « Attendu que les syndicats professionnels ont pour objet la défense des intérêts industriels ou commerciaux des membres faisant partie des syndicats », etc., nettement contradictoire de l'arrêt de la Cour d'Aix qui ne reconnaissait qu'à chaque adhérent individuellement le droit d'agir. Un jugement du tribunal de simple police de Paris (2) de 1907 invoque encore cette notion d'intérêt général et collectif.

Ce qu'il faut dégager de cet ensemble d'arrêts, c'est en quelque sorte le droit reconnu implicitement aux syndicats d'exercer l'action répressive ; car si le syndicat ne peut agir répressivement qu'en demandant des dommages-intérêts, et par suite ne peut le faire qu'en prouvant le tort à lui fait (admis par les tribunaux au moyen de la notion d'intérêt général et collectif) il faut bien voir que cette demande en indemnité n'est qu'une

1. Chambre des requêtes. D. 98. I. 285.

2. D. 1907. 5. 32 (23 mars 1907).

pure fiction au caractère formel et sans réalité juridique profonde (1). Il serait logique de donner aux syndicats le droit d'agir pour faire observer la loi, sans qu'ils aient besoin de recourir à ces intermédiaires factices.

Ce qui confirme ce que nous disons, c'est un jugement du tribunal de la Seine du 12 novembre 1907 (2). Deux entrepreneurs du Métropolitain de Paris furent poursuivis pour infractions aux lois de 1893 et 1903 sur la sécurité des travailleurs ; le syndicat des terrassiers se porta partie civile. Son action fut déclarée recevable et il obtint 1 franc de dommages-intérêts, ce qui montre bien le caractère illusoire de l'indemnité. Ce que ce tribunal admettait en réalité, c'était l'action répressive du syndicat.

Nous devons dire qu'à cette époque des faits nouveaux se produisirent : ce furent les lois du 30 novembre 1892, sur l'exercice de la médecine, du 11 juillet 1906, relative à la protection de certains produits contre la concurrence déloyale venant de l'étranger, la loi du 29 juin 1907 sur le mouillage et le sucrage des vins, la loi du 5 août 1908, sur la répression des fraudes dans les marchandises. A vrai dire, l'esprit plutôt que la lettre de ces lois marquait l'intention du législateur de réagir contre la jurisprudence hostile et d'affirmer sur des points particuliers

1. Escarra; *Etude sur la recevabilité des recours exercés par les syndicats et les groupements analogues*. Thèse de Paris, 1907.

2. *Annuaire des Syndicats professionnels*, 1908, 1909, p. 139.

le droit des syndicats que ces lois concernaient, à intervenir.

Quelle fut alors l'attitude de la jurisprudence ? Comme nous l'étudierons plus loin, nous ne dirons que l'essentiel.

Une partie persista dans la même interprétation à cause du peu de précision des termes légaux. L'autre partie plus favorable, n'adopta pas cependant l'interprétation la plus large qui eût été de déclarer que le législateur en voulant mettre hors de discussion le droit des syndicats, a voulu, par ce fait même, les dispenser de faire la preuve du préjudice. Notons pourtant le jugement du tribunal de Bar-sur-Aube du 9 juillet 1909 (1), qui, s'appuyant le premier sur la loi de 1908, déclara, dans une affaire de fraudes poursuivies par le syndicat des vins de Champagne, le droit « inconteste » du syndicat à intervenir en pareille matière ; un arrêt de la Cour de Bordeaux, du 11 mars 1909, qui admit l'intervention comme partie civile du syndicat du Haut-Médoc ; un arrêt de la Cour d'assises du Gard du 4 novembre 1908 (2) qui admit l'action du syndicat national de défense de la viticulture française, mais avec ce considérant : « Qu'un syndicat peut, au même titre qu'un simple particulier, se porter partie civile dans une poursuite criminelle ou correctionnelle lors-

1. *Gazette des tribunaux* des 16 et 18 août 1909.

2. D. P., 1909. 2. 215.

qu'il justifie d'un intérêt direct et d'un préjudice possible » ; un arrêt de la Cour de Nîmes du 14 janvier 1909 (1) qui dans une affaire de falsifications et de graisses reconnut qu'un syndicat est recevable à se porter partie civile quand les infractions dont il se plaint ont occasionné un préjudice matériel et moral aux intérêts collectifs qu'il représente.

Signalons enfin, en dehors de ces arrêts influencés par les lois que nous avons énumérés plus haut, une décision d'une importance particulière, par la netteté et l'inédit de ses affirmations. Nous nous contentons de le noter, car nous en reparlerons plus loin (dans le chapitre II de notre deuxième partie) : c'est l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 22 octobre 1910 (2) qui déclara le syndicat national des mécaniciens de France recevable à se porter partie civile dans des poursuites pour infractions aux lois réglementant le travail ; le droit de citation directe devant les tribunaux répressifs, déclarait cet arrêt, appartient à tous syndicats en vertu de la loi du 21 mars 1884.

Les interventions successives du législateur, une bonne partie de la jurisprudence, enfin et surtout cet arrêt de la Cour d'appel de Paris qui semble l'aboutissement de toute une période d'incertitudes jurisper-

1. Nîmes (corr.), 14 janvier 1909. — *Jurisprudence civile*. Marseille, 1909, p. 162.

2. *Bull. de l'Office du travail*, février 1911, p. 144.

dentielles, dont on peut dire qu'il est le premier à affirmer avec cette force le droit d'intervention des syndicats professionnels devant les juridictions répressives, et dont l'exemple sera suivi nous l'espérons, nous permettent de voir dans le domaine juridique, une confirmation de l'évolution économique des syndicats dans le domaine social, une correspondance marquée entre le droit et la réalité ; et cela suffit à justifier l'intention que nous avons marquée au début de ce chapitre de voir confirmé le développement du syndicat personne publique, non seulement par la doctrine, mais aussi par les faits.

DEUXIÈME PARTIE

LES DIVERSES FORMES QUE PEUT REVÊTIR

LA COLLABORATION

DES GROUPEMENTS OUVRIERS A L'INSPECTION DU TRAVAIL

La collaboration des groupements ouvriers à l'inspection du travail peut revêtir trois formes qu'il y a lieu d'examiner séparément :

1^o Collaboration par voie *d'avis* et *d'observations* ;

2^o Collaboration par exercice du droit *de citation directe* ;

3^o Collaboration par institution de *délégués ouvriers* travaillant de concert avec les inspecteurs du travail.

Ces trois formes de collaboration feront l'objet de trois chapitres successifs. Si nous ordonnons ainsi notre étude, ce n'est pas sans raison, car la succession de ces trois chapitres marque à chaque fois un progrès dans l'examen de ces diverses formes que peut revêtir la collaboration ouvrière. Elle offre aussi l'avantage de passer du simple au complexe, de ce qui peut sembler le

plus admissible au moins admissible, en même temps qu'il nous a paru que l'intérêt grandissait au fur et à mesure que nous avançons dans le développement des chapitres.

CHAPITRE PREMIER

COLLABORATION PAR VOIE D'AVIS ET D'OBSERVATIONS

Nous avons énuméré dans le second chapitre de notre première partie les griefs principaux que l'on faisait à l'inspection du travail actuelle, telle qu'elle fonctionne en ce moment. Sans doute l'insuffisance numérique des inspecteurs en est le principal, et à celui-là, le seul remède convenable est l'augmentation du personnel. Mais pour les autres, on peut penser que la collaboration ouvrière par voie d'avis et d'observations, peut y remédier d'une façon efficace.

Car, d'une part, donnerait-on aux inspecteurs des frais de bureau et augmenterait-on dans la proportion convenable leurs frais de tournée qu'on n'aurait porté remède qu'à une partie de la situation. En particulier, l'augmentation des frais de tournée n'aurait pas pour résultat d'obtenir que l'inspecteur ne visite pas en série les établissements (ce qui permettrait donc toujours aux industriels de faire disparaître momentanément les infractions une fois sa présence signalée dans l'un des éta-

blissements de la région) ; et d'un autre côté, la rapidité humaine a des limites, comme la mobilité, et c'est ici qu'apparaît avec évidence la nécessité de la collaboration ouvrière au moyen d'avis qui signalant aux inspecteurs les infractions et les supercheries, les soulagent de la partie préparatoire de leur tâche.

Pour l'incompétence inspectoral, il apparaît aussi que de fréquents rapports entre inspecteurs et ouvriers rendraient de grands services à l'inspection en lui permettant de se renseigner sur les particularités techniques et sur les mesures d'hygiène qui peuvent être adoptées et d'éviter ainsi des erreurs lourdes et nuisibles également aux intérêts patronaux et ouvriers.

On a reproché aussi à l'inspection son manque d'unité d'interprétation, d'une part, mais celle-ci peut être considérée comme inhérente à la nature des choses. Il est difficile à deux inspecteurs, comme à deux tribunaux, d'interpréter la loi d'une manière absolument identique. On lui a reproché, d'autre part, son interprétation fantaisiste par intention. Cette forme de collaboration peut remédier à l'une et à l'autre. Pour la seconde, il est facile de se rendre compte que le fait de se sentir contrôlés par les syndicats ouvriers arrêtera les fonctionnaires peu scrupuleux, dans leur irrespect de l'esprit et de la lettre de la loi.

Pour la première, sans doute, un remède proposé et déjà mis en œuvre : (les conférences périodiques des

inspecteurs divisionnaires réunis à Paris sous la présidence du ministre ou du directeur du travail) apportera une grande amélioration à cette situation ; mais l'aide des groupements ouvriers n'est pas à dédaigner en cette matière. Ils peuvent être en effet, si la loi admet leur collaboration, une source précieuse de renseignements abondants pour les inspecteurs en ce sens qu'ils demeurent, tandis que les inspecteurs changent. Leur perpétuité permettra au nouvel inspecteur de se renseigner sur la manière dont son prédécesseur appliquait la loi et sur celle préférée par les ouvriers. En même temps, par les unions et les fédérations de syndicats, une volonté unanime animera tous ces groupements, une même intention les poussera à demander telle interprétation de la loi et orientera l'application de la loi par les inspecteurs dans un sens uniforme.

Enfin nous avons signalé l'atténuation apportée quelquefois par certaines décisions jurisprudentielles à l'efficacité des visites inspecto-
rales, décisions qui enferment les inspecteurs dans les limites imposées par la lettre de la loi et les empêchent ainsi d'en faire respecter l'esprit. Cela est à craindre toutes les fois que la loi prêtera à ce genre d'interprétation. La collaboration ouvrière par voie d'avis et d'observations adressés aux inspecteurs, empêcherait désormais une telle jurisprudence de se manifester. Ce serait le remède le plus simple.

Mais l'hypothèse la plus intéressante et la plus courante qui permettrait à cette collaboration par voie d'avis et d'observations de rendre les plus grands services, est celle dans laquelle le titre de notre chapitre nous force à nous placer et à laquelle il correspond. C'est celle où une loi de protection ouvrière édicte une disposition de contrainte, mais en permettant à l'inspecteur du travail d'accorder dans certains cas des dérogations.

Ces dérogations, on le sait, sont de deux sortes (1) :

a) « Les dérogations de plein droit pour les établissements autorisés sous la condition d'en informer d'avance l'inspecteur du travail par l'envoi d'un avis ou d'un préavis. Lorsque l'avis est donné dans les formes et affiché, la dérogation est de droit. L'inspecteur n'est pas tenu d'en rendre réponse, et l'industriel n'est pas non plus obligé de l'astreindre. » L'envoi du préavis doit être fait dans les circonstances suivantes (2) :

1^o Usage de la veillée ou des dérogations temporaires à l'interdiction du travail de nuit pour les industries inscrites aux articles 1 et 3 du décret du 15 juillet 1893 (modifié ou complété par les décrets des 26 juillet 1895, 29 juillet 1897, 24 février 1898, 1^{er} juillet 1899, 18 avril 1901, 4 juillet 1902, 14 août 1903, etc.);

1. Thèse Monteil, *l'Inspection du travail en France. Sa réforme*, 1909, p. 75 à 77.

2. *Idem.*

2° Usage des prolongations à la journée de travail des adultes pour les travaux désignés au tableau annexé au décret du 28 mars 1902 ;

3° Usage des dérogations à l'observation du repos hebdomadaire en faveur des travaux énumérés à l'article 4 de la loi du 13 juillet 1906 et des industries visées aux paragraphes 2 et 9 de l'article 6 de ladite loi.

b) Les dérogations qui, d'autre part, doivent être demandées par l'industriel à qui de droit. Il ne peut déroger à la loi tant qu'il n'en a pas reçu l'autorisation, qui peut d'ailleurs être refusée. Elles peuvent être demandées dans les circonstances suivantes (1) :

1° Levée temporaire de l'interdiction du travail de nuit par l'inspecteur divisionnaire du travail dans une industrie quelconque en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure (loi du 2 novembre 1892, alinéa 4, § 7) ; levée temporaire par l'inspecteur divisionnaire des restrictions relatives à la durée du travail (loi du 2 novembre 1892, art. 7). La liste des industries qui peuvent bénéficier de ces dérogations est dressée à l'article 5 du décret du 15 juillet 1893 (modifié ou complété par les décrets du 26 juillet 1895, 29 juillet 1897, etc.).

Comme on le voit, ces dérogations sont nombreuses, aussi nombreuses presque que les interdictions ordonnées par les lois. Elles sont nécessitées par la souplesse

1. *Idem*, thèse Monteil, p. 75 à 77.

que doit posséder une bonne législation sur le travail qui sans sacrifier l'humanité, assure en même temps les garanties essentielles aux intérêts patronaux et ouvriers. Et si la législation du travail se multiplie de plus en plus, comme il est probable, les dérogations se multiplieront aussi.

Pour le moment, ce qu'il s'agit de justifier et d'organiser, c'est la part que doivent prendre les syndicats ouvriers aux autorisations ou aux refus concernant les dérogations.

A l'association nationale pour la protection légale des travailleurs, cette forme de collaboration fit l'objet du vœu suivant n° 4 : « Que les inspecteurs du travail soient tenus relativement aux dérogations que la loi soumet à leur autorisation, de consulter, et relativement à celles pour lesquelles la loi n'exige qu'un avis préalable, de prévenir les organisations ouvrières professionnelles de la région (Discussion à la suite du rapport Lorin, p. 91).

Ce qu'il faut constater, c'est que dans tous les cas le syndicat sera prévenu lorsque le patron va déroger à la loi. Ceci a bien son importance. Il est différent en effet que le patron prévienne ses ouvriers ou que l'inspecteur prévienne le syndicat. Celui-ci, par cela même qu'il constitue un organisme discipliné, possède en tout et partout cette supériorité que toute institution de ce genre possède sur une masse amorphe et confuse que

serait la foule des ouvriers sans lui. Particulièrement, en cette occasion, il centralisera les avertissements de l'inspecteur et par là même une conscience plus claire de ses intérêts qui sont ceux de la classe ouvrière, et de la ligne de conduite qu'il devra suivre dans l'avenir. Ainsi, de toute façon, qu'il s'agisse de dérogations de plein droit ou de dérogations facultatives, les ouvriers seront prévenus. Ceci est tellement légitime qu'aucune objection patronale n'a été soulevée.

Reste la question suivante, la plus importante qui ne concerne que les dérogations facultatives. Que doit-on décider de ces deux choses, l'une ou l'autre :

a) Que l'inspecteur du travail soit tenu, avant d'accorder la dérogation, d'en prévenir le syndicat;

b) Ou bien qu'il soit tenu de le prévenir après l'avoir prise.

Nous disons que la question ne concerne que les dérogations facultatives, car nous savons que pour les dérogations de plein droit, l'industriel n'a pas à attendre la réponse de l'inspecteur, mais cela aura au moins pour résultat de lui faire connaître qu'une dérogation existe, ainsi que nous l'avons dit, et s'il croit qu'il y a lieu de modifier la loi, de diriger l'action syndicale vers une demande de modification de la loi.

Pour en revenir à la question qui nous occupe, nous croyons qu'il y a lieu de rejeter la première solution (à savoir l'avertissement par l'inspecteur au syndicat, qu'il va donner une dérogation et l'obligation pour lui de

prendre son avis avant de prendre une décision) pour plusieurs raisons, et de n'admettre que la seconde.

La première raison qui nous la fait repousser, c'est la nécessité pratique dans beaucoup de cas de statuer dans un très court délai et l'impossibilité d'obtenir promptement l'avis du syndicat. M. Fagnot (dans la discussion qui a suivi le rapport Lorin) a supposé le cas suivant (1) : un industriel reçoit une commande qui doit être livrée dans un délai très court. Pour y arriver, s'il ne veut pas augmenter son personnel, il va demander à l'inspecteur de lui permettre de déroger à la loi sur la durée du travail : « Or, pour des raisons propres à l'industrie, installation, organisation, outillage, on ne peut augmenter le nombre du personnel que dans une mesure très limitée. » Et l'inspecteur, devant les raisons que lui exposera l'industriel et l'impossibilité d'augmenter dans la proportion convenable le nombre du personnel, l'accordera le plus souvent.

Si l'on doit prendre auparavant l'avis du syndicat, cela complique singulièrement les choses et prolonge le temps d'attente de l'industriel qui a toujours intérêt à être rapidement fixé. Voici un exemple cité par M. Borderel de l'impossibilité de profiter utilement de la dérogation légale, si l'on doit préalablement prendre l'avis du syndicat. Dans l'industrie du bâtiment, si l'on n'a pas travaillé le samedi par exemple pour cause de pluie

1. Rapport précité, p. 92 et 93.

ou de gelée, la loi autorise à travailler le dimanche qui remplace ainsi le jour précédent. Or « comment faire pour prévenir le syndicat ouvrier pour qu'il puisse dire si cette dérogation est ou non justifiée » ? Et M. Fagnot, examinant toujours le même aspect de la question, plus loin précise encore davantage cette impossibilité matérielle pour l'inspecteur et par suite pour le patron d'obtenir une prompte réponse du syndicat. D'abord, dit-il, il peut y avoir plusieurs syndicats à consulter et dont les secrétaires peuvent donner à l'inspecteur divisionnaire à qui l'on a fait la demande de dérogation, des réponses différentes. Première difficulté. Ensuite, supposons qu'il n'y ait même qu'un syndicat, l'inspecteur va avertir par lettre le secrétaire pour qu'il demande au syndicat s'il est d'avis ou non qu'on accorde la dérogation, le syndicat peut d'ailleurs n'avoir pas de secrétaire permanent, ce qui prolongera le délai de temps, pour la réponse ; mais supposons qu'il en ait un et qu'il réponde, au nom du syndicat, sans d'ailleurs l'avoir consulté, par un avis défavorable. L'inspecteur devra vérifier l'exactitude des faits allégués par le secrétaire et pour cela il écrira à l'inspecteur départemental qui a le syndicat dans sa circonscription. Au reçu de la réponse de l'inspecteur départemental qui devra faire une enquête, et pour cela se rendre sur les lieux (ce qui prendra un jour, s'il en est très éloigné, car les circonscriptions sont très étendues), il s'écoulera donc au

moins une semaine, et c'est seulement à ce moment que l'inspecteur divisionnaire pourra adresser sa réponse à l'industriel. Si le secrétaire consulte, au contraire, le syndicat, il devra réunir les membres du conseil d'administration, ce qui prolonge encore l'attente de l'industriel. M. Fagnot conclut ainsi : « Dans cette hypothèse très courante, très plausible, il faudra donc au moins cinq ou six jours pour savoir qui a raison, de l'industriel ou du syndicat ouvrier ? Un tel régime peut-il fonctionner ? Non assurément. Autant nous devons faire effort pour perfectionner la législation du travail, autant nous devons écarter avec soin toute mesure irritante, tracassière, de mauvais aloi. » Si une consultation immédiate des syndicats ouvriers peut se faire à Paris et dans quelques grandes villes, cela est impossible dans la plupart des cas.

Nous nous sommes contenté de donner la substance de l'exposé fait par M. Fagnot à l'association pour la protection des travailleurs, car il l'a fait de façon si claire et si démonstrative, que nous n'avons rien à y ajouter du moins en ce qui concerne cet ordre d'idées. Il a d'ailleurs convaincu l'assemblée, puisque le vœu ne fut pas maintenu dans sa première rédaction.

Une seconde raison, aussi forte, combat également la première solution. C'est que son adoption serait une source de conflits, soit, si l'inspecteur suit l'avis du syndicat, entre les patrons et les groupements ouvriers ; soit si l'inspecteur ne tient pas compte de l'avis du

syndicat entre le corps des inspecteurs et des ouvriers. En voici la raison. C'est une erreur et un danger d'autoriser des foules ouvrières à donner leur avis, puis de le leur retirer en quelque sorte ou de paraître le leur retirer en ne le suivant pas. Mais, dira-t-on, regardez les conseils municipaux, les conseils généraux à qui l'on a donné le droit d'émettre des vœux, et l'on ne voit pas que cela ait donné lieu journellement à des conflits. Sans doute, mais ces assemblées sont des assemblées au premier et au second degré, composées d'hommes qui ont l'habitude de la vie politique, et d'ailleurs les vœux qu'ils votent souvent ne les touchent pas directement. Il n'en est pas de même des assemblées ouvrières, il s'agit pour elles d'intérêts immédiats et directs qui forment le fond de leur vie journalière ; aussi l'ardeur n'est-elle pas la même dans les secondes que dans les premières assemblées. De plus, c'est enlever à l'inspecteur ou le tenter de se laisser enlever sa responsabilité, que de donner ce droit à des associations irresponsables ; car il sera souvent tenté de suivre l'avis du syndicat en raison des rapports constants qu'il a avec lui, celui-ci pouvant lui faciliter ou au contraire entraver sa tâche. Et s'il ne suit pas son avis, c'est empêcher la bonne entente si nécessaire entre inspecteurs et ouvriers, à la fois au point de vue des intérêts ouvriers et au point de vue de la paix sociale.

Pour ces deux raisons, le vœu n° 4 fut adopté à l'unanimité dans la nouvelle rédaction que voici : « Que les

inspecteurs soient tenus de porter à la connaissance des organisations ouvrières professionnelles intéressées de la région, les dérogations au fur et à mesure qu'elles sont accordées et de tenir registre des observations que celles-ci leur transmettraient. » Les inspecteurs, au moyen de ce registre, pourront tenir compte des revendications ouvrières et y faire droit, lorsqu'elles seront légitimes. Ainsi, on a repoussé la première solution, et en même temps on en a conservé la véritable utilité ; on n'a pas armé les ouvriers d'une arme trop rapide et trop dangereuse, en ne leur présentant pas à discuter, à chaque instant, des mesures où leurs intérêts sont en jeu. On a bien fait de ne pas transporter à l'usine ce régime parlementaire trop direct, et dépourvu de toute sanction, où, voyant cette absence de sanction, les ouvriers eussent été tentés d'en donner une sous l'empire de l'amour-propre professionnel.

Il leur reste la deuxième solution qui, ainsi que nous l'avons déjà montré, à propos des dérogations de plein droit, n'est pas si dénuée d'intérêt qu'on peut le croire. C'est elle qu'à consacrée la nouvelle rédaction du vœu adoptée par l'association. Il y a intérêt en effet pour les ouvriers pris collectivement, à être au courant des dérogations accordées ; c'est un élément de renseignements précieux pour l'examen des conditions du travail.

CHAPITRE II

COLLABORATION PAR EXERCICE DU DROIT DE CITATION DIRECTE

Nous en arrivons avec ce chapitre à l'étude d'un des deux moyens les plus énergiques et les plus féconds (l'autre consiste dans la nomination des délégués ouvriers) qui constituent la collaboration ouvrière : à savoir la collaboration par exercice du droit de citation directe.

La question a été traitée à fond par M. Tournassus (1) et c'est de son travail que nous nous inspirerons surtout, ainsi que de la discussion qui suivit le rapport de M. Lorin.

Avant de traiter la question proprement juridique, il convient d'examiner quelques points généraux.

N'y a-t-il pas danger à confier ainsi le droit d'accusation à certaines catégories de citoyens ? On peut répondre non, pas plus qu'à l'État ; car le Syndicat ou

1. « Du droit d'action ou d'intervention des Syndicats professionnels devant les juridictions répressives », par Raymond Tournassus. Thèse Lyon, 1910.

pour parler net, la Corporation, est un ensemble d'individus comme l'État, donc moins vindicatif que l'individu.

De plus, il est bon de soulager le ministère public d'une tâche trop concentrée et devant laquelle il demeure impuissant.

Enfin l'action du syndicat sera plus précise et plus énergique que celle de l'État, car elle connaîtra mieux son objet, tandis que celui-ci est confondu parmi les autres objets dont l'État a à s'occuper. Et elle entrera en même temps dans la voie pacificatrice et se détournera de la voie révolutionnaire.

Nous en arrivons à la question juridique. Nous devons d'abord nous demander à quel point en est la jurisprudence en cette matière. Voici ce que dit la loi de 1884 dans les deux seuls articles qui se rapportent à ce sujet.

Art. 3.— « Les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude de la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles ».

Art. 6. — « Les syndicats professionnels de patrons ou d'ouvriers auront le droit d'ester en justice ».

La loi ne précise ni dans quels cas, ni dans quelles conditions ils pourront se servir de ce droit. Le syndicat ne peut-il agir que s'il a subi un dommage dans sa personne, (car le syndicat est une personne morale) et dans ses biens (patrimoine du syndicat personne morale) ou peut-il agir aussi lorsqu'il s'agit de défendre les

intérêts généraux de la profession, et s'il le peut qu'entend-on par ces intérêts généraux ?

Une jurisprudence assez restreinte n'admit d'abord que la première solution qui est acquise. Depuis des lois, comme la loi de 1892, sont venues préciser pour certains intérêts particuliers, la loi de 1884, en adoptant la solution la plus favorable à l'extension de l'action syndicale (c'est du moins l'impression qui se dégage de la lecture de ces textes et de leur discussion préparatoire).

Pourtant la jurisprudence reste hésitante. Ce qu'on peut dire, c'est que dans l'ensemble, elle accorde de droit d'ester au syndicat toutes les fois que celui-ci justifie d'un intérêt matériel à la répression de l'infraction ; l'innovation consisterait à admettre l'intervention des syndicats sur simple preuve d'un intérêt moral. La conséquence serait de leur donner le droit d'intervenir si une infraction a été commise dans la profession (car pour une infraction extra-professionnelle, il n'y a pas d'intérêt à la réprimer) c'est-à-dire en d'autres termes, si le dommage subi l'a été par un seul syndiqué si le dommage au lieu des deux caractères exigés par la jurisprudence : collectif et professionnel, n'a que le seul caractère professionnel.

PREMIÈRE SECTION

La jurisprudence

Nous distinguerons dans la jurisprudence celle qui concerne l'action des syndicats patronaux et agricoles et celle qui concerne l'action des syndicats ouvriers, plutôt que de distinguer d'après la nature des délits poursuivis en raison de leur nombre qui, dans l'avenir peut devenir aussi nombreux que les lois qui les sanctionnent.

I. *Syndicats patronaux et agricoles.* — L'action de ceux-ci comme le dit M. Tournassus est plutôt extérieure à la profession en ce sens qu'elle est plus commerciale qu'industrielle ; qu'elle se préoccupe surtout de réprimer la concurrence déloyale par exemple, plutôt que les infractions aux lois industrielles. Au contraire, celle des syndicats ouvriers est plus intérieure, car elle s'occupe avant tout de réprimer les atteintes aux lois ouvrières qui concernent la profession.

Il résulte de l'ensemble de la jurisprudence que de tout temps les actions qui furent reçues avec le plus de facilité par les tribunaux furent celles qui avaient pour objet le respect d'un monopole professionnel, d'un privilège corporatif. Plus les professions qui intentaient l'action avaient l'aspect d'une corporation, plus les tribunaux leur étaient favorables. Et cet aspect de corporation, seules les professions réglementées comme celles des médecins et des pharmaciens le possèdent au plus

haut point. Ceci s'explique en quelque sorte par le soin que la loi a pris de tracer en quelque sorte leur ligne de conduite aux tribunaux sur ce sujet et qu'il leur était difficile de s'égarer en cette matière. Aussi ont-ils admis les actions des syndicats de pharmaciens, les estimant justifiées par la lésion qui subissait le monopole ou par la concurrence illigitime, autre variété de l'atteinte au monopole. Dans leur ensemble, invoquent ces motifs, les arrêts de la Cour de Paris du 20 janvier 1886 (1), de la Cour de Lyon du 15 mars 1888 (2), de la Cour de Paris du 16 décembre 1891 (3), celui-ci faisant la distinction entre le dommage collectif et le dommage individuel, celui-ci étant la condition essentielle de celui-là, etc.

Mais non seulement la jurisprudence admet l'action en concurrence illigitime et illégale, mais elle admet aussi du moins pour la profession des pharmaciens, l'action en dommages et intérêts contre un pharmacien poursuivi pour fraudes et falsifications, intentée par un syndicat de pharmaciens : le préjudice consistant ici, dit la jurisprudence, dans la déconsidération qui peut résulter de la fraude du pharmacien coupable pour la corporation tout entière. Fait d'autant plus notable qu'elle n'admet pas l'existence de ce préjudice moral pour les professions libres.

1. D. P. 1887. 2. 129.

2. D. P. 1889. 2. 259.

3. D. P. 1893. 2. 400.

Parmi ces décisions, citons celles de la Cour de cassation du 5 janvier 1894 (1), du tribunal de Troyes du 31 janvier 1894 (2).

En même temps, un arrêt, comme celui de la Cour de Paris du 1^{er} mai 1903 (3), marque la tendance de la jurisprudence à admettre l'action syndicale pour des dommages individuels plutôt que collectifs. Le dommage individuel plutôt que l'atteinte au monopole suffit à la justifier.

Malheureusement, à mesure que nous nous éloignons de professions à caractère nettement et pour ainsi dire, légalement corporatif, la jurisprudence se montre beaucoup plus hésitante, notamment pour admettre l'action des professions libres qui sont de beaucoup les plus nombreuses et dont l'aspect corporatif n'est pas aussi marqué, du moins en apparence, car au fond le fait pour un certain nombre de personnes d'exercer le même métier en fait nécessairement une corporation ; elles seront toujours en effet en nombre assez restreint, et la concurrence a des limites.

On invoque pour justifier ces hésitations, que la concurrence irrégulière et déloyale, sur le terrain des professions libres ne peut nuire qu'au consommateur et non aux confrères, ce qui peut sembler assez extraor-

1. *D. P.*, 1898. 2. 129.

2. *Pandectes françaises*, 1894. 2. 214.

3. *S.* 1904. 2. 257.

dinaire, alors qu'elle admet le contraire pour les professions réglementées, et qu'il faut de plus, pour admettre cette action, un droit né à l'observation de la loi, ce à quoi on peut répondre que ce droit existe dans un cas comme dans l'autre, car si dans l'un il est contenu dans la loi, dans l'autre, il consiste dans celui de voir la profession exercée honnêtement, de façon à éviter toute déconsidération pour elle.

Dans l'ensemble, la jurisprudence a admis, quoique d'une façon restrictive, les actions des syndicats patronaux et agricoles, en s'appuyant surtout sur la notion d'intérêt général et collectif, en donnant au mot collectif le sens suivant : cet intérêt n'existe avec cette qualité qu'au cas où « tous » les membres auraient été lésés (directement bien entendu, car on peut soutenir que les ouvriers sont lésés indirectement par toute infraction aux lois ouvrières) (1). C'est ce qui résulte des décisions du tribunal de paix de Nice (2) du 19 mars 1887, du tribunal civil d'Arras (3) du 13 juin 1888, de la Cour d'Amiens (4) du 13 mars 1895, de la Cour de cassation rejetant le pourvoi formé contre cet arrêt, ces trois dernières jugeant successivement la même affaire et adoptant des conclusions différentes avec des motifs identiques ; des décisions du tribunal correctionnel de

1. Voir note sous Cassation, 27 juillet 1907. Sirey, 1908. 1. 105.

2. *Revue des sociétés*, 1890, p. 39.

3. *D. P.*, 1890. 3. 55.

4. *D. P.*, 1895. 2. 553.

la Seine (1) du 16 avril 1906 et de la Cour de Paris (2) du 11 janvier 1907 qui, sur la même affaire adoptèrent les mêmes conclusions pour les mêmes motifs. Ce sont surtout ceux-ci qui donnent au mot collectif ce sens dont nous parlions, qui placent pour ainsi dire la collectivité avant tout : ce qui est contraire au sens de la loi ; car les intérêts de la collectivité ne sont que secondaires et ils ne peuvent être invoqués qu'autant que d'abord et avant tout, les intérêts généraux de la profession sont intéressés (3). Ainsi, ils ne veulent apprécier que des dommages individuels. Dans le même sens, d'autres arrêts repoussent l'action des syndicats en disant qu'il n'y a pas pour le syndicat tout entier de préjudice matériel ou moral : arrêts de la Cour de cassation du 13 février 1909 (4), de la Cour de cassation du 6 août 1908 (5).

Mais nous devons dire que d'autres arrêts contredisent cette jurisprudence et affirment la recevabilité des syndicats à obtenir réparation du préjudice moral : d'abord ceux qui se rapportent aux syndicats des pharmaciens dont nous avons parlé plus haut, puis d'autres se rapportant aux professions libres et qui jugent vraiment dans le sens de la loi, en ce sens qu'ils prêtent

1. Pandectes, 1906, 1, 228 et la note de M. Chesney.

2. *Gazette du Palais*, 1907, 1, 106.

3. Pandectes, 1906, 1, 228. Note de M. Chesney.

4. *Bull. de l'office du travail*, 1909, p. 333.

5. *Sirey*, 1909, 1, 223.

avant tout attention à la corporation plutôt qu'à la collectivité : « ce sont les arrêts de la Cour de Bourges du 1^{er} août 1894 (1), de la Cour de Nancy, du 19 avril 1902 (2), de la Cour de Bordeaux (3), de la Cour de cassation du 2 août 1907 (4) rejetant le pourvoi formé après l'arrêt de la Cour de Bordeaux. D'autres décisions admettent également le préjudice matériel : arrêts de la Cour de Nancy du 19 avril 1902 (5), de la Cour de Bourges déjà citée, jugement du tribunal de simple police de Nancy du 15 décembre 1906 (6), ce dernier presque unique en son genre. Il s'agit ici d'un syndicat de patrons épiciers qui s'est porté partie civile dans des poursuites contre une société d'alimentation pour infraction à la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire. Or le jugement de Nancy admet nettement le syndicat à agir dans l'intérêt de ses membres, en déclarant qu'il y a pour lui un préjudice matériel et moral causé par la concurrence illicite de ladite société, sans se préoccuper si le préjudice a atteint l'ensemble des membres du syndicat ou quelques-uns seulement. Dans le même sens, citons encore l'arrêt de la Cour de Nîmes (7) du 1^{er} juillet 1909 où ce fut encore un syndicat patronal qui

1. *D. P.* 1898. 2. 129, en sous-note.

2. *D. P.* 1903. 2. 29.

3. *Annuaire des syndicats professionnels*, 1908-1909, p. 842.

4. *Revue des sociétés*, 1908, p. 171.

5. *D. P.* 1903. 2. 29.

6. *Bull. de l'office du travail*, 1907, p. 39.

7. *Bull. de l'office du travail*, 1909, p. 997.

fut admis à faire respecter la loi, le jugement du tribunal correctionnel de la Seine du 30 juillet 1901 (1) etc. Ces dernières décisions s'attachent à l'intérêt purement professionnel et non plus collectif. Par cela seul que l'intérêt individuel est atteint, l'intérêt général est aussi atteint, et la distinction entre l'un et l'autre disparaît. Ceci se trouve clairement formulé dans un arrêt de la Cour d'Angers du 26 décembre 1906 (2) dont voici un attendu assez caractéristique : « Attendu que, si les actions qui sont justifiées par un intérêt collectif ou qui tendent à faire respecter les intérêts généraux du commerce ou de l'industrie des personnes syndiquées, sont essentiellement des actions syndicales, l'on ne saurait toutefois sans restreindre arbitrairement le sens et la portée véritable de la loi, refuser de reconnaître ce caractère aux actions en justice, qui bien évidemment individuelles, en tant qu'elles figurent dans les patrimoines particuliers des membres du syndicat, présentent, en même temps, pour la collectivité tout entière elle-même, un tel intérêt et une telle utilité que leur exercice rentre bien, par là, dans la mission de défendre les intérêts généraux de la profession qui appartient et incombe au syndicat, etc. » Cet arrêt fut confirmé par un arrêt de la Cour de cassation du 25 janvier 1910 (3).

En matière de vins, sauf un arrêt du 11 janvier 1907

1. *Pandectes*, 1902. 2. 285.

2. *Revue des sociétés*, 1907, p. 262.

3. *Bull. de l'office du travail*, 1910, p. 281.

(que nous avons déjà cité), qui motiva en partie par son étroitesse d'interprétation la loi du 29 juin 1907 sur le mouillage et le sucrage des vins, l'action syndicale est admise d'une manière générale, mais sans netteté, simplement parce que l'intérêt général y est intéressé. Cet arrêt, statuant sur un jugement du tribunal correctionnel de la Seine qui avait admis l'action du syndicat national de défense de la viticulture et qui avait décidé, dans un jugement d'avant dire droit sur la question des dommages et intérêts que le syndicat lui soumit le détail du préjudice à lui causé, infirma partiellement le jugement en déclarant irrecevable l'action du syndicat. Mais les motifs de cet arrêt prêtent fort à la critique, car ils se contredisent : c'est ainsi qu'après avoir décidé « que l'opération du mouillage des vins est contraire aux intérêts généraux de la viticulture française » (or le syndicat en question représentait au moins une partie de ces intérêts) la Cour décide ensuite « qu'il n'est pas prouvé que l'infraction ait causé un dommage aux intérêts du syndicat ». La vérité, c'est que la Cour a reculé devant la difficulté d'apprécier le préjudice particulièrement délicat à évaluer ici : ce qui est contraire non seulement à la justice, mais au droit. Citons encore parmi les arrêts plus récents l'arrêt de la Cour de cassation du 13 février 1909 (1) par lequel la Cour de cassation (Chambre criminelle) repoussait l'action syndicale, à cause du manque

1. *Bulletin de l'office du travail* 1909, p. 533.

de précision du préjudice causé directement aux intérêts collectifs indépendamment du préjudice causé aux intérêts individuels des membres du syndicat.

La Cour d'appel de Nîmes, d'autre part, accordait des dommages et intérêts à un syndicat patronal poursuivant un syndicat ouvrier exploitant un salon de coiffure pour infraction à l'article 9 de la loi du 21 mars 1884, alléguant qu'il suffit « pour assurer la régularité de l'action ainsi intentée par le mandataire statutaire du syndicat que celui-ci poursuive la réparation d'un dommage professionnel et collectif causé à la personne morale qu'il représente, ce qui est le cas dans l'espèce ». En revanche, un arrêt de la Cour de cassation du 5 novembre 1909 (1) (Chambre criminelle) cassait un arrêt de la Cour d'appel d'Aix du 12 décembre 1908 (2) qui avait admis l'action civile directe du syndicat de l'ameublement de Marseille (il s'agissait donc de l'action civile directe devant la juridiction répressive, qui nous occupe plus particulièrement) intentée par lui à raison du préjudice résultant de la déconsidération de l'ensemble de la profession à la suite des faits incriminés et de la concurrence faite aux membres du syndicat. La Cour de cassation déclara que l'arrêt de la Cour d'Aix manquait de base légale pour les motifs suivants :

1. *Bulletin de l'office du travail*, 1909, p. 997.

2. *Bulletin de l'office du travail*, p. 1319.

Attendu qu'un préjudice direct et un droit actuel peuvent seuls servir de base à une action civile devant la jurisprudence répressive, que si un syndicat professionnel régulièrement constitué a le droit d'agir comme partie civile dans une poursuite motivée par les faits délictueux préjudiciables aux intérêts économiques industriels, commerciaux ou agricoles qu'il représente, ce droit est subordonné à la condition que les intérêts collectifs dont il s'agit aient été directement lésés par le fait poursuivi...

Attendu que le premier (à savoir l'intérêt corporatif) et le deuxième (la déconsidération) motifs (invoqués par la Cour d'Aix), d'une portée trop vague et trop générale, ne précisent pas le préjudice qui aurait été causé directement aux intérêts collectifs, et que le troisième (la concurrence) ne s'applique qu'aux intérêts individuels de ses membres, c'est-à-dire à des intérêts distincts de ceux collectifs de la profession représentés par le syndicat, etc.

D'autre part le tribunal de la Seine (1), dans un jugement du 23 novembre 1909, admettait l'action d'un syndicat professionnel de fabricants d'eaux gazeuses, en déclarant qu'il suffit que le dommage dont réparation est demandée ait atteint quelques-uns des membres du syndicat sans qu'il soit besoin que tous les syndiqués aient subi un préjudice.

Au contraire, des arrêts plus récents, comme l'arrêt de la Cour de cassation du 9 mai 1910, persistent dans

1. Pandectes, 2. 9. janvier 1911.

l'ancienne interprétation : il résulte de cet arrêt que les syndicats qui veulent poursuivre les fraudeurs doivent toujours justifier que la fraude incriminée leur a causé un préjudice direct. De même l'arrêt de la Cour de cassation du 21 avril 1910 (1), à la suite de l'intervention comme partie civile d'un syndicat dans une poursuite pour fraude et falsifications, déclare que sa demande n'est recevable que si un préjudice a été porté aux intérêts du syndicat distinct des intérêts individuels de ses membres.

On remarquera que cette jurisprudence s'est manifestée au lendemain de lois que nous verrons tout à l'heure et dont les intentions, sinon le texte, marquaient une tendance très nette en faveur de l'action syndicale. Il est vrai que c'est seulement une partie de la jurisprudence qui se montrait ainsi récalcitrante aux intentions du législateur, et particulièrement la Chambre criminelle de la Cour de cassation, et que nous avons vu, en la passant en revue, un certain nombre d'arrêts plus bienveillants.

II. — *Syndicats ouvriers*. — La jurisprudence admet généralement leur action quand il s'agit de l'exécution d'un contrat collectif. Quand il s'agit de faire observer la loi, ce qui nous intéresse plus particulièrement, la jurisprudence est très peu nombreuse, soit parce que les syndicats ignorent leurs droits, soit parce qu'ils hésitent

1. *Bulletin de l'office du travail*, février 1911, p. 144.

à les mettre en œuvre devant les incertitudes de la jurisprudence. Nous avons sur ce sujet le jugement du 14 décembre 1903 du tribunal de Bordeaux (1), qui admit l'action du syndicat (il s'agissait de la tenue illicite d'un bureau de placement), décidant dans ses motifs que le but du syndicat est d'empêcher le fait poursuivi de se reproduire, excellent critérium qui permet au syndicat d'intervenir chaque fois qu'une loi ouvrière est enfreinte, car « la répétition de l'infraction constitue un danger professionnel ». (C'est admettre l'intérêt moral dont nous parlions au début du présent chapitre.) Dans le même sens, jugement du tribunal de la Seine du 19 novembre 1907 (2), arrêt de la Cour de Bordeaux du 21 mars 1906 (3). En sens contraire, un jugement du tribunal de simple police de Paris du 23 mars 1907 (4) repoussait une action syndicale pour deux motifs le préjudice matériel ou moral subi par le syndicat n'était pas prouvé ; ainsi ce jugement n'admettait pas le critérium du tribunal de Bordeaux, c'est-à-dire l'intérêt moral du syndicat à empêcher la répétition des infractions ; le deuxième motif était le suivant : le syndicat ne comprenant qu'un petit nombre d'employés n'a pas suffisamment qualité pour défendre les intérêts généraux de la profession. Nous savons ce qu'il faut

1. S. 1905. 2. 17.

2. *Annuaire des syndicats professionnels*, 1908-1909, p. 839.

3. *Revue pratique de droit industriel*, 1906, p. 275.

4. D. 1907. 5. 32.

penser de la valeur de cet argument : ce n'est pas parce qu'un préjudice, si minime puisse-t-il être, est difficile à évaluer, que l'on doit dire qu'il n'existe pas (V. plus haut : arrêt de la Cour de Paris du 11 janvier 1907).

Nous avons parlé plus haut de l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 22 octobre 1910, et nous avons dit son importance. Il convient de l'examiner un peu plus longuement et de voir par quels motifs il a justifié sa décision.

Le jugement dont il était fait appel était un jugement du tribunal civil d'Etampes. La Cour de Paris déclara le confirmer non seulement par les motifs qu'il invoquait (il s'agissait d'infractions aux lois réglementant le travail), mais aussi par le motif qu'on ne saurait contester, dans le cas présent, au Syndicat national des mécaniciens de France, le droit d'intervenir en qualité de partie civile au débat. Voici ce qu'elle déclarait :

Sur la recevabilité de l'action civile :

Considérant qu'un syndicat est recevable à se constituer partie civile, quand les faits sur lesquels il base son intervention portent une atteinte directe aux intérêts collectifs du groupement qu'il représente et lui causent un préjudice actuel et certain ;

Considérant que les faits retenus pour les motifs qui précèdent présentent ce double caractère ;

Considérant en effet que, dans l'un et l'autre cas, il s'agit de

la violation de lois concernant non seulement l'intérêt collectif d'un groupement déterminé, mais encore l'intérêt général des ouvriers de l'industrie ; Que, d'une part, le délit d'obstruction à l'accomplissement des devoirs de l'inspecteur du travail porte une atteinte directe auxdits intérêts collectifs et généraux, puisqu'il nuit à l'action du syndicat en le privant d'un moyen de faire appliquer la loi et de constater les infractions commises, et que si, en l'espèce, il s'agit d'un préjudice moral, ce préjudice certain est d'une constante actualité ; Que, d'autre part, le fait d'astreindre des ouvriers à travailler un nombre d'heures supérieur au maximum prévu par la loi a pour effet d'amener par la concurrence d'un plus grand nombre d'ouvriers non employés, la perturbation dans le prix normal de la main-d'œuvre ; qu'il porte une atteinte directe à un intérêt économique essentiellement général, indépendant de tous intérêts individuels et même collectifs qui peuvent être lésés, que le préjudice est ici matériel et que s'il est difficile à apprécier en raison de la multiplicité des documents nécessaires pour l'établir, il n'en est pas moins certain et aussi d'une constante actualité ;

Considérant que dans de telles conditions on ne saurait contester au syndicat national des mécaniciens de France le droit d'intervenir en qualité de partie civile au début ; par ces motifs et ceux non contraires des premiers juges, etc.

Cet arrêt est remarquable par le fait qu'en même temps qu'il fait nettement dériver de la loi de 1884 le droit des syndicats professionnels d'intervenir auprès des tribunaux répressifs, il réfute le mauvais argument par

lequel certaines décisions repoussaient l'action syndicale : à savoir la difficulté d'évaluer une préjudice trop vague et trop incertain et il établit clairement l'intérêt des syndicats à l'observation des lois ouvrières, en déclarant que par cela seul qu'elles sont enfreintes, le préjudice subi par la profession existe.

Il serait à souhaiter que la jurisprudence entrât dans cette voie et qu'elle abandonnât désormais toutes ses incertitudes. La route à suivre est indiquée franchement par cet arrêt dont on peut voir, parmi les arrêts concernant les syndicats patronaux, une réplique dans le jugement du 25 novembre 1909 du tribunal de la Seine (concernant l'action d'un syndicat d'un fabricant d'eaux gazeuses).

Nous devons examiner maintenant l'ensemble des lois qui, toutes, marquaient l'intention du législateur d'être favorable à l'action syndicale.

Ce furent : la loi du 30 novembre 1892 d'abord sur l'exercice de la médecine, confirmant la jurisprudence antérieure qui, nous le savons, était favorable aux professions réglementées. Cette loi admet les syndicats de médecins à se porter partie civile (article 17).

La loi du 11 juillet 1906, relative à la protection de certains produits mis en conserve : pruneaux et sardines contre la concurrence déloyale venant de l'étranger, déclarait dans le paragraphe 3 de son article 6 que les actions résultant de la présente loi pouvaient être

exercées notamment par les syndicats professionnels régulièrement constitués représentant une industrie intéressée à la profession de la fraude.

La loi du 29 juin 1907 sur le mouillage et le sucrage des vins, dont le vote fut suscité par deux causes : l'une juridique dont nous avons déjà parlé : à savoir la nécessité de réagir contre l'interprétation de l'arrêt de la cour de Paris du 11 janvier 1907 ; l'autre la crise viticole causée par la fraude, admit les syndicats à se porter partie civile devant les tribunaux répressifs ou à recourir à leur choix, à l'action ordinaire devant le tribunal civil. Il résulte des débats que cette loi était considérée comme une extension de la loi de 1884.

La loi du 5 août 1908 sur la répression des fraudes dans les marchandises, donnait aux syndicats intéressés les mêmes droits que tenaient les syndicats viticoles de la loi précédente.

Nous avons vu qu'une partie de la jurisprudence hésitait, malgré l'intention marquée du législateur, à admettre le droit d'action des syndicats devant les juridictions répressives. Or, une proposition de loi a été déposée le 16 janvier 1911 à la Chambre, tendant à préciser le droit de poursuite des syndicats professionnels en matière de répression des fraudes et destinée à compléter l'article 2 de la loi du 5 août 1908. Elle a été présentée par MM. L. de la Trémoille, prince de Tarente, Émile Constant, Bouyssou, Loustalot, Cazauvieilh,

députés. Sans doute, il ne s'agit que des syndicats intéressés à la fraude, mais n'est-ce point un premier pas vers une législation qui les comprendra tous ; d'ailleurs nous verrons que l'exposé des motifs fait allusion à cet aspect de la question et que les députés qui présentent le projet de loi l'ont envisagé.

Cet exposé des motifs, qui s'est inspiré largement d'un article de M. Toubeau dans les *Annales des falsifications*, n° 25, résume excellemment la situation, et la proposition de loi qui le termine en apparaît bien comme la conséquence logique et inévitable.

Il constate (1) d'abord l'insuffisance de l'application de la loi du 5 août 1908. « Les parquets et les officiers de police judiciaire sont absorbés par la poursuite d'autres délits. » C'est donc aux intéressés eux-mêmes qu'il appartient de défendre en personne leurs droits ; la loi du 21 mars 1884 se combinant avec celle du 1^{er} août 1905 semblait leur avoir donné les moyens et la puissance de le faire et de réprimer la fraude eux-mêmes. « Mais les syndicats se sont heurtés à deux obstacles : le premier relatif à l'exercice même de leur droit, le second a son origine dans les errements du Code d'instruction criminelle. »

La loi de 1884 donnait aux syndicats le droit d'agir en justice : mais les groupements professionnels étaient à cette occasion naturellement soumis au droit commun

1. Documents parlementaires, Chambre II, 1911, annexe, 675, p. 59 et 60.

« c'est-à-dire qu'ils ne pouvaient triompher dans les actions intentées par eux contre un fraudeur, qu'à la condition de démontrer que la fraude leur avait causé un préjudice direct », suivant l'interprétation traditionnelle de l'article 1382 du Code civil qui admet que la victime d'un fait quelconque ne peut en obtenir réparation qu'à la condition d'en avoir directement souffert, la lésion indirecte n'étant pas considérée dans notre droit comme génératrice de dommages.

D'autre part, la jurisprudence avait tendance à interpréter ce principe en déclarant que l'intérêt collectif dont le syndicat avait la garde, devait subir une atteinte directe, jugeant insuffisant que ses membres fussent individuellement lésés. Le résultat fut l'incertitude de la jurisprudence qui avait à rechercher si le préjudice allégué était individuel ou collectif, direct ou indirect.

La loi du 29 juin 1907, puis la loi du 5 août 1908 furent votées pour mettre fin à ces incertitudes (voir article 2). L'interprétation la plus plausible consistait, après les circonstances dans lesquelles ces lois intervenaient (en réaction de l'arrêt de la Cour de Paris du 11 janvier 1907) à admettre que lorsqu'une fraude a été commise, l'ensemble de ceux qui produisent la chose ou qui en font commerce est réputé avoir subi un préjudice direct. Il est vrai que le texte lui-même ne contient aucune disposition modifiant expressément le droit commun en faveur des syndicats. Il se borne à permettre à ces derniers d'invoquer le bénéfice de l'article 1382 du

Code civil et des dispositions du Code d'instruction criminelle relatives à la constitution de partie civile.

Il n'était donc pas impossible de conclure que les groupements professionnels demeuraient soumis aux obligations de droit commun incombant à toute personne physique ou morale qui réclame au civil ou au criminel la réparation d'un dommage, c'est-à-dire de prouver l'existence d'un préjudice directement subi par elle.

Mais qu'a voulu le législateur de 1908 ? Arriver à ce que les groupements professionnels aient la possibilité d'assurer l'application de la loi. Pour cela, il est nécessaire, que dans tous les cas où les fraudes se produisent, les syndicats intéressés puissent se joindre au ministère public, quand celui-ci poursuit, ou prendre eux-mêmes l'initiative des poursuites civiles ou correctionnelles, sans crainte de voir leur action arrêtée par des distinctions subtiles.

Trois moyens s'offrent :

1° « Donner du préjudice individuel ou collectif une définition suffisamment précise pour bannir toute incertitude et assez large pour y faire entrer la situation des groupements professionnels au regard des fraudes qui les lèsent. Nous devons écarter ce moyen : d'abord ce n'est pas le rôle du législateur de définir ; ensuite il arrive que les meilleures définitions compliquent les difficultés à résoudre, et enfin que celle (la définition) que nous pourrions donner aurait sa répercussion sur

d'autres matières que nous n'avons pas en ce moment à toucher »;

2° Un autre moyen « plus séduisant, consisterait à autoriser les syndicats professionnels à ester en justice pour la défense des intérêts individuels de leurs membres. Mais si cette innovation peut paraître justifiée à certains regards et sous certaines réserves, elle ne saurait être réalisée logiquement que par une réforme générale que nous n'avons pas à envisager »;

3° Troisième moyen : « il faut donc déclarer que toutes les fois qu'une fraude s'exerce sur des produits quelconques, elle doit légalement être présumée avoir occasionné un préjudice direct aux syndicats intéressés, sans qu'il soit besoin d'apporter d'autres preuves. Ce ne serait pas une innovation de notre droit où la théorie des présomptions légales tient une place importante.

Il y a présomption légale toutes les fois que le législateur fait sortir d'un fait connu la preuve irréfragable d'un autre fait inconnu, en général, difficile à prouver, mais dont la vérité est infiniment probable. Or, tel est bien notre cas. Quand une fraude est commise, il pourra être difficile aux syndicats intéressés de démontrer juridiquement qu'ils ont subi un préjudice direct; cependant ce préjudice est certain. On ne peut concevoir en effet une fraude qui n'ait pas sa répercussion sur tout le marché. » La présomption légale demandée est donc conforme à la réalité des choses.

Voici la proposition de loi :

Article premier. — L'article 2 de la loi du 5 août 1908 modifiant celle du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes, est modifié et complété ainsi qu'il suit :

« Tous syndicats formés conformément à la loi du 21 mars 1884, pour la défense des intérêts généraux de l'agriculture et de la viticulture ou du commerce et trafic des boissons....., marchandise quelconque, pourront citer directement, tant au civil qu'au correctionnel, ou se porter partie civile conformément aux articles 182, 63, 64, 66, 67 et 68 du Code d'instruction criminelle, relativement aux fraudes quelconques ou infractions, quelles qu'elles soient, prévues par les lois en vigueur et concernant les produits pour la défense desquels ils sont constitués : dans ces divers cas, ils seront également présumés avoir éprouvé, du fait, des actes précités, un préjudice direct dont les tribunaux auront à apprécier l'importance sans que leur action puisse être écartée si le fait qui la motive est avéré ».

L'article 2 décide que « lorsqu'un syndicat aura exercé les droits visés à l'article précédent, les autres syndicats ne pourront agir à l'occasion des mêmes faits que comme parties jointes ou intervenantes ; leur intervention s'opérera au moyen d'une simple déclaration qui, suivant la nature et l'état de la procédure, sera reçue sans frais au parquet ou au greffe du tribunal saisi. Quant aux syndicats qui n'auraient pas usé de cette faculté et qui voudraient intenter une instance à l'occasion de faits déjà jugés, ils seront exclus du bénéfice des dispositions ci-dessus et resteront soumis aux règles du droit commun. »

Ceci pour éviter l'inconvénient suivant : on peut craindre qu'un grand nombre de syndicats intervenant dans une même affaire, la partie poursuivie n'ait à supporter des dépens excessifs. En matière correctionnelle, une telle règle est de droit, puisque pour un seul fait il ne saurait y avoir qu'une seule poursuite; il est logique dans notre cas qu'il en soit de même en matière civile.

L'article 3 modifie la procédure de l'instruction d'une manière favorable aux syndicats qui se seront portés partie civile devant le juge d'instruction. C'est une modification de cette procédure du Code d'instruction criminelle qui constituait le second obstacle dont nous avons parlé plus haut.

Nous devons signaler dans le même ordre d'idées, deux propositions : l'une de M. Cazeneuve, et l'autre de M. Barthe, déposées sur le bureau de la Chambre, postérieurement à celle de M. de la Trémoille.

SECTION II

La doctrine

L'adversaire le plus ardent et le plus éminent de l'action syndicale était M. Planiol (1), qui enfermait strictement les syndicats dans les limites juridiques de

1. D. P. 1895. 2. 559; 1898. 2. 129; 1903. 2. 25; 1909. 1. 129; voir notes.

la personnalité morale. Pour lui, le syndicat est une personne morale, distincte de ses membres, dont l'action est une action individuelle qui ne peut servir qu'à la défense de son patrimoine à lui syndicat. Cette action ne peut être exercée dans l'intérêt des syndiqués (pour les droits individuels, l'individu suffit à les défendre), en vertu de ces deux règles : « Sans intérêt, pas d'action » (et le syndicat n'a pas intérêt à défendre les intérêts individuels des syndiqués puisqu'il n'a intérêt qu'à défendre son propre patrimoine) et « nul ne plaide par procureur ». Depuis, M. Planiol, considérant que les législateurs de 1892 et de 1907 prêtaient rétroactivement leurs idées au législateur de 1884, a cessé de combattre l'extension de l'action syndicale, jugeant que l'on avait ainsi donné au syndicat le droit de veiller à l'observation des règles de la « corporation ».

Les autres auteurs, en majorité, sont au contraire favorables à l'action du syndicat. On peut les diviser en deux catégories : ceux qui se placent sur le terrain classique du droit individuel, et ceux qui se placent sur le terrain du droit collectif.

Parmi les premiers, M. Wahl (1) et M. Roux (2), considèrent que « la collectivité peut toujours s'analyser en individus et que ses droits ne sont qu'un multiple de ces derniers (3) ». Aussi, pour admettre l'action syndicale dans

1. Sirey. 1896. I. 329, voir note.

2. Sirey, 1908. I. 105, voir note.

3. Tournassus, p. 129.

l'intérêt des syndiqués, ont-ils recours à une fiction : celle du mandat légal (M. Wahl), ou bien déclarent-ils qu'une des conditions du droit commun pour l'exercice de l'action civile, c'est « un droit né à l'observation de la loi violée » (M. Roux), ce qui n'existe que dans les professions réglementées.

M. Garraud (1) étudie la question d'une façon toute objective. Selon lui, on ne peut poser un principe pour trancher le problème de savoir si une collectivité a qualité pour exercer « sous une forme condensée les actions éparpillées qui naissent en la personne des membres ou de quelques-uns des membres » de cette collectivité ; c'est une question de fait.

M. Garraud prend pour exemple l'action intentée par un syndicat de médecins contre un individu coupable d'exercice illégal. Dans une grande localité, l'existence du dommage est incertaine. Il est plus précis dans une petite localité : le fait peut nuire aux médecins véritables de la localité en leur enlevant de la clientèle, et celle-ci étant plus restreinte, ceux-ci s'aperçoivent davantage du préjudice qui leur est causé.

Examinant alors la loi de 1884, M. Garraud dit : l'article 6 donne aux syndicats le droit d'ester en justice, mais sans déterminer quelles actions ils peuvent porter en justice ; pour les actions patrimoniales, il n'y a pas de

1. Garraud. *Traité théorique et pratique d'instruction criminelle et de procédure pénale*, t. I. Larose 1907, p. 258 et suivantes.

doute, ce doute existe pour les actions qui intéressent la profession en général. Il reconnaît pourtant que la jurisprudence a tendance à accepter ces actions, et il conclut à une distinction entre les associations formées pour la défense des intérêts communs : les syndicats et celles qui agissent dans un but désintéressé, dans l'intérêt général. D'après lui, seuls, auraient, de par la loi de 1884, le droit de défendre l'intérêt collectif, les syndicats. C'est ainsi qu'il dit : « En limitant leur action à la défense de leurs intérêts collectifs, la jurisprudence donne aux syndicats une arme nécessaire dans un temps où le ministère public est impuissant à protéger les intérêts professionnels gravement atteints par la multiplication des fraudes de toute espèce ».

M. Garraud reconnaît ainsi le droit des syndicats d'agir dans l'intérêt professionnel ; il considère qu'ils ont ce droit en vertu de la loi tout simplement, sans s'appuyer sur la théorie du mandat. Il n'y a pas pour lui mandat, il y a un droit.

Son opinion est d'ailleurs celle de la majorité des auteurs, qui l'adoptent avec quelques variantes parfois importantes.

Et c'est aussi en ce sens que la jurisprudence semble se décider. M. Chesney (1) donne ainsi le tableau de cette opinion.

En premier lieu, le syndicat peut agir pour la défense

1. *Pandectes*, 1906. I. 226. V. note.

de sa personnalité juridique, de son patrimoine propre ; en second lieu, aussi quand les intérêts généraux et professionnels sont en jeu (c'est-à-dire quand tous les membres du syndicat ou presque tous sont intéressés, par suite ont subi un préjudice ; en troisième lieu, il ne le peut pas pour la défense des droits privés d'un ou de quelques-uns de ses membres.

Dans le même sens abondent M. Romieu (1) qui exige un intérêt professionnel collectif (qui touche tous les membres de la corporation), et M. Escarra (2) qui, développant la thèse de M. Romieu, aboutit à la conclusion suivante : l'action syndicale est recevable quand elle est basée sur un droit syndical, un intérêt syndical ou un intérêt individuel (car un intérêt individuel peut présenter un intérêt professionnel) ; elle est irrecevable, basée sur un droit individuel. Les syndicats étant surtout des associations d'intérêts, c'est-à-dire de choses ayant un caractère moins patrimonial que le droit, agiront donc le plus souvent.

M. Escarra considère d'ailleurs avec raison qu'un des principaux obstacles à la recevabilité de l'action syndicale est la règle qui lie la répression à l'indemnité, et qui, obligeant à demander une indemnité pour pouvoir participer à la repression du délit, oblige à prouver un préjudice. Pour lui, dans tous les cas, on devrait admettre qu'il y a préjudice moral, ce qui permettrait, en fixant

1. D. P. 1907, 3. 13. Note.

2. Escarra. Thèse citée. Paris 1907.

les dommages-intérêts à une très petite somme, au syndicat d'agir en toute circonstance ; ou même on pourrait admettre leur action pour réprimer ces délits, s'exerçant directement et aboutissant à une condamnation pénale et non à des dommages-intérêts. Cette théorie qui fait de la corporation, pour ainsi dire une personnalité nettement caractérisée, qui considère le droit du groupe comme un droit spécial et non comme un ensemble de droits individuels, a été approfondie par M. Voron (1) qui écarte la règle « nul ne plaide par procureur », en faisant observer qu'on peut l'écarter par convention ; *a priori* la loi peut donc le faire. M. Voron admet l'action du syndicat chaque fois que le préjudice atteindra la profusion, ce qu'on reconnaîtra à ce qu'il ne pourra être évalué par le particulier en tant qu'il en souffre comme individu. Elle l'a été aussi par M. Capitant (2) qui adopte une conclusion analogue, en disant que chaque fois que les actes dommageables menaçaient la profession, c'est-à-dire les intérêts communs des adhérents, le syndicat a le droit d'agir.

Nous arrivons à la seconde catégorie d'auteurs qui se placent sur le terrain du droit collectif. M. Colin (3) et Larnaude (4), envisageant les choses à un point de vue

1. *Revue catholique des institutions et du droit*, 1897, t. I, p. 132 et suiv. Tome II, p. 42 et suiv.

2. D. P. 1909. 2. 23.

3. D. P. 1907. 1. 371. Note.

4. Cité par M. Lorin (rapport p. 81).

très général, considèrent que c'est une erreur de s'adresser au droit civil ordinaire qui est individuel dans son principe, pour avoir la solution d'une question qui intéresse le droit collectif, comme celle du règlement des intérêts des classes économiques. M. Sauzet (1), se transportant résolument sur le terrain du droit public, oppose aux associations de capitaux, personnes morales privées (car chez elles, les droits individuels existent toujours, ils sont seulement suspendus le temps que dure l'association et réapparaissent à sa dissolution) les syndicats, personnes morales publiques, où la fiction de personnalité, ici, est tellement puissante, qu'elle fait du syndicat un être réel qui possède réellement un patrimoine, et la preuve c'est que, quand le syndicat disparaît, ce patrimoine est sans maître. Aussi, n'y aura-t-il que des solutions boiteuses tant qu'on s'adressera au droit privé.

M. Lorin (rapport cité) montre l'intérêt qu'il y aurait à admettre la recevabilité de l'action syndicale en adoptant pour criterium le préjudice moral que le syndicat subit en cas d'infractions aux lois ouvrières.

Dans le même sens, M. Jay (2) montre non seulement l'intérêt moral, mais aussi l'intérêt matériel qu'a le syndicat à pouvoir intervenir à coup sûr devant les tribu-

1. *Revue critique*, 1888, p. 337.

2. Rapport Lorin (discussion p. 106).

naux répressifs, à cause de la contagion du mauvais exemple.

Or, comme le dit M. Tournassus (p. 147), ce double dommage subi par le syndicat résultant de la solidarité professionnelle, il faut donc nous placer sur le terrain du droit collectif, car il a cette solidarité précisément pour fondement.

M. Rouast (1), dans un domaine voisin de la répression des infractions aux lois ouvrières par la citation directe par les syndicats, celui du contrat collectif fait, lui aussi, appel à cette notion de la solidarité professionnelle pour justifier la nécessité du développement du droit collectif.

Enfin, M. Tournassus (2) considère que la notion de personnalité morale privée est trop étroite pour le syndicat. Cette notion, dit-il, convient à des associations possédant un patrimoine, et c'est ainsi qu'elle a été conçue à l'origine. Or, le syndicat est surtout une réunion d'intérêts professionnels où le patrimoine est souvent peu important et peut fort bien ne pas exister, Bonne pour les associations de capitaux, cette notion est donc insuffisante pour les associations d'intérêts professionnels qui ressemblent plutôt aux personnes du droit public, comme la commune et l'État. Il faut donc

1. *Essai sur la notion juridique du contrat collectif dans le droit des obligations*, par André Rouast, thèse Lyon 1909, p. 88 et suiv.

2: Tournassus *op. cit.* chapitre VI. *Essai sur la recevabilité de l'action syndicale*, p. 149 à 168.

permettre aux intérêts professionnels de se défendre en justice par l'action syndicale, car ces diverses personnes : État, commune, syndicats, qui représentent quelque chose de plus que la somme des individus qui les composent, ont les mêmes intérêts ; ce qu'ils cherchent à éviter par la répression d'un délit, c'est sa répétition. Rejetons donc cette notion de personnalité morale privée qui n'accorde au syndicat le droit d'agir que pour défendre son patrimoine propre (ce qui n'a pour lui aucun intérêt) et assimilons le syndicat à une personne morale publique, ce qui lui donnera le droit d'agir en matière répressive.

Par là même, puisque le syndicat plaide pour lui-même, la règle : « nul ne plaide par procureur », disparaît et le syndicat peut agir non seulement dans l'intérêt de son patrimoine, mais dans l'intérêt de la profession qui est lésé « chaque fois qu'un ou plusieurs individus sont lésés dans l'exercice de leur profession », car leurs intérêts constituent, un à un, l'intérêt professionnel.

Quant aux conditions de recevabilité, M. Tournassus repousse d'abord la théorie de M. Roux qui exige « un droit né à l'observation de la loi », ce qui aurait pour conséquence de n'admettre que les professions réglementées à agir, car, dit-il, celles-ci n'agissent pas en vertu d'une loi spéciale (de 1892 en l'espèce), mais elles agissent selon le droit commun, comme tout le monde,

parce que « tout le monde a droit à l'observation de la loi ». Il suffit donc que, comme tout le monde, les syndicats aient un « droit actuel » à la réparation du préjudice pour pouvoir agir.

Examinant ensuite la question du préjudice, il pose deux questions auxquelles il répond successivement.

1° Quel préjudice peut servir de base à l'action civile ?

Tout préjudice, répond-il, si minime soit-il, matériel ou moral, selon le droit commun. Il suffit d'avoir intérêt à la répression pour avoir le droit d'agir (et il n'est pas nécessaire de distinguer comme le fait M. Garraud, suivant que le préjudice a lieu dans une petite ou grande localité, car la profession sera lésée de toute façon ; ni comme M. Escarra entre le droit et l'intérêt, car l'intérêt seul est insuffisant, mais l'intérêt à ne pas être lésé est un droit).

2° Est-il toujours nécessaire d'apporter la preuve du préjudice ?

En général, il faut prouver l'existence d'un dommage et la question n'existe que pour les syndicats dont s'occupent les lois de 1892, de 1906, 1907 et 1908. Ces lois, en leur reconnaissant d'une façon plus explicite que la loi de 1884 le droit d'agir, ont-elles prétendu les dispenser de faire cette preuve, en sous-entendant que si tel délit existait, le préjudice existait du même coup ?

Si l'on répond négativement à cette question, l'action syndicale pourra être écartée pour deux motifs :

1° Le fait incriminé, dans les conditions où il s'est produit, n'a pas causé un préjudice direct aux intérêts de la profession.

2° Ou bien tout en préjudiciant aux intérêts généraux, il n'a pas préjudicié en fait aux intérêts du syndicat demandeur (1).

Ce deuxième motif est sans consistance, car le syndicat faisant partie de la profession, si celle-ci a été atteinte, le syndicat l'a été aussi. On a dit que c'était obliger le tribunal à prononcer chaque fois des amendes supplémentaires ; mais c'est un inconvénient minime, l'amende pouvant être réduite à un prix très bas.

Pour le premier motif, M. Tournassus penche pour l'affirmative. Si les lois de 1892, 1906, etc., veulent dire quelque chose, c'est quelque chose de nouveau : c'est donc cela qu'elles signifient, et on peut étendre cette affirmation à la loi de 1884, puisqu'il résulte de leur discussion à la Chambre et au Sénat, que ces lois furent considérées comme interprétatives de la loi fondamentale dont on faisait ainsi l'application à certaines catégories de syndicats.

Les syndicats, pour agir en justice, ont ainsi trois moyens : la plainte avec constitution de partie civile, l'intervention dans une poursuite (ceux-ci sont les plus employés actuellement, car souvent la nécessité d'appor-

1. Tournassus, *op cit.* p. 164.

ter la preuve de l'infraction les oblige à en user) ; ce sont aussi les moins énergiques, car l'intervention suppose que c'est la justice qui s'est saisie elle-même de l'affaire, et la plainte est soumise à toutes les lenteurs procédurières), et la citation directe que nous venons de justifier et qui constituera, si elle est admise, le moyen le plus efficace, surtout si elle est aidée et mise en mouvement sur les renseignements préparatoires d'une police privée, subventionnée non par l'État, mais par les syndicats. Ce point plus particulier fut l'objet à l'Association nationale pour la protection légale des travailleurs du vœu suivant n° 5 (1) : « Que les pouvoirs publics allouent des subventions aux syndicats, unions de syndicats, fédérations nationales et bourses du travail qui ont organisé, sur des bases sérieuses, un service spécial chargé de faire connaître la législation ouvrière et de veiller à son application. »

L'association invita de même nettement le législateur à accorder aux syndicats le droit d'intervenir pour réprimer les infractions aux lois sur les conditions du travail, ainsi que cela ressort du vœu n° 3 : « Que la loi déclare expressément, pour éviter toute hésitation de la jurisprudence, les syndicats recevables à poursuivre en justice les infractions aux lois sur les conditions du travail commises dans leur profession. »

1. Rapport Lorin précité, p. 151.

Et du vœu n° 4 : « Que les unions professionnelles de syndicats aient la faculté d'user des mêmes droits de poursuite que les syndicats professionnels. »

Toute la discussion de l'association sur ce point, et qui est fort longue (1), n'agita en somme qu'une question. La conviction de l'assemblée était faite sur le point qu'il fallait donner au syndicat le droit de citation directe pour réprimer les infractions aux lois ouvrières. Le point qui fut discuté fut le suivant : donnerait-on ce droit aux unions locales de syndicats ou bourses du travail ou seulement aux fédérations de syndicats d'une même profession ? les bourses du travail sont des fédérations qui réunissent dans une même ville ou dans un même bourg, des syndicats de professions diverses.

M. Jay soutint l'opinion en faveur des bourses du travail qui présente une organisation bien définie, qui doit sa force à la concentration de ses éléments dans un même lieu, tandis que les fédérations de mêmes métiers ou de métiers similaires ont leurs éléments naturellement dispersés sur tous les points du territoire.

Toutefois, il semble qu'ici l'intérêt, le dommage nécessaire à légitimer l'action fassent défaut. Mais on peut soutenir, et M. Jay est en ce sens, qu'il existe entre les ouvriers une solidarité interprofessionnelle, telle qu'ils ont intérêt à la répression des infractions même com-

1. Rapport Lorin précité, p. 102 à 151.

mises dans une autre profession que la leur. On pourrait donc accorder le droit d'ester en justice à une union locale composée de syndicats divers, en exigeant ou en n'exigeant pas, suivant qu'on abonde dans un sens restrictif ou non, que parmi ces syndicats divers réunis, il y en ait un appartenant à la profession dans laquelle l'infraction a été commise et prenant l'initiative de requérir les poursuites.

Ces arguments semblent bien irréfutables. Mais l'assemblée était hostile aux bourses du travail. Elle craignait surtout que la Confédération Générale du Travail ne se servît du droit qu'on lui donnerait ainsi, par là même, pour en faire un instrument de guerre civile et c'est dans une pensée de paix sociale qu'elle n'admit que les syndicats à faire valoir leur action en justice pour réprimer seulement les infractions « commises dans leur profession » (fin du vœu n° 3) et qu'elle invita ainsi le législateur à ne légiférer qu'en faveur des syndicats et des unions professionnelles.

CHAPITRE III

COLLABORATION PAR INSTITUTION DE DÉLÉGUÉS OUVRIERS

Cette collaboration au moyen de délégués fut, à l'Association nationale pour la protection légale des travailleurs, l'objet du vœu suivant n° 5 : « Que le législateur fixe des règles suivant lesquelles l'autorité déterminera les établissements dans lesquels le personnel salarié élira des délégués chargés des contrôler l'application des lois sur les conditions du travail, et de les consigner sur un registre. »

SECTION PREMIÈRE

Les précédents

Cette collaboration existe déjà partiellement à l'étranger (en Angleterre et en Belgique) et en France. En Angleterre, d'après l'article 49, règle 38 du Coal Act de 1887, les mineurs peuvent élire deux de leurs camarades qui visiteront la mine, à leurs frais, il est vrai, au moins

une fois par mois et qui pourront être accompagnés dans leur visite par le propriétaire de la mine, le gérant ou le directeur ; ils inspectent « les puits, niveaux, plans inclinés, chantiers, retours d'air, appareils d'aérage, vieux travaux de machinerie ». Ils font un rapport qui est transcrit sur un registre tenu à la mine à cet effet et dont copie sincère doit être envoyée par le propriétaire, le gérant ou le directeur à l'inspecteur du district dans le cas où ils signalent l'existence ou l'appréhension d'un danger.

En Belgique, la loi du 11 avril 1897 a fait de ces délégués « de véritables fonctionnaires » (1) (il s'agit encore des mines, car aucun pays n'en a fait l'expérience pour l'industrie entière). Cette institution est obligatoire dans les mines de houille, facultative dans les autres exploitations souterraines où ils peuvent être institués par arrêté royal (art. 19). Ils sont nommés pour trois ans, à un mode d'élection un peu différent de celui établi par la loi française de 1890. Le gouvernement les choisit sur une liste de deux candidats dressés par les Conseils de l'industrie et du travail élus eux-mêmes, partie par les patrons et partie par les ouvriers. Enfin, les délégués sont rétribués par un traitement suffisant pour n'avoir pas besoin d'exercer leur métier antérieur.

1. Exposé des motifs, par M. Viviani, du projet de loi déposé par lui à la Chambre, le 7 mai 1907, *J. O.*, Chambre, annexes, p. 330.

Ils veillent à l'hygiène et à la sécurité des mines et ils peuvent être accompagnés dans leurs visites par l'agent de la compagnie, mais ils peuvent l'éloigner pour entendre les réclamations de leurs camarades plus librement.

Ils consignent leurs observations sur un registre spécial fourni par l'administration des mines et copie en est adressée à l'ingénieur des mines. En second lieu, ils constatent les accidents et peuvent commencer l'enquête. En troisième et dernier lieu, ils ont le devoir de signaler les infractions à la réglementation du travail qui se produisent dans les travaux du fond. Ils ne peuvent dresser de procès-verbaux constatant les contraventions ; ils doivent se borner à les signaler aux ingénieurs des mines dont ils sont de part la loi les auxiliaires (1).

Pour en venir aux résultats obtenus par ces délégués, il est difficile de s'en rendre compte. On peut dire qu'évidemment leur surveillance ne peut rien contre les grands désastres dûs au grisou qui frappent parfois si terriblement l'industrie des mines, devant lesquels, d'ailleurs, toute action humaine reste jusqu'à présent impuissante ; mais il est certain que pour les petits accidents courants dûs aux défauts du boisage, du roulage (traction des wagonnets), de l'aérage, etc., ils ont rendu de grands services. Ils ont une compétence pratique

1. Thèse Susini, Paris, 1903, 128, *l'Inspection du travail en Belgique*, p. 151 à 162.

pour ainsi dire forcée qu'un inspecteur ou un ingénieur n'acquièrent qu'à la longue. En même temps, ils acquièrent une connaissance plus approfondie de la législation ouvrière qui leur donne auprès des ouvriers l'autorité nécessaire pour que les lois soient plus volontairement et par conséquent mieux observées par ceux-ci.

D'autre part, en Belgique particulièrement (1), où l'annonce d'une loi instituant des délégués mineurs avait provoqué des protestations à la fois du côté patronal et du côté ouvrier, les patrons disant que c'était introduire un élément de discorde dans les exploitations, les ouvriers voulant des délégués élus directement par eux, sans l'intervention gouvernementale et considérant à l'avance les délégués légaux « comme imposés par l'élément patronal », cette institution a donné d'excellents résultats au point de vue de l'éducation ouvrière, en dehors des résultats immédiats dont nous avons parlé. Elle a démontré la conscience et l'impartialité avec laquelle les ouvriers nommés ont rempli leur fonction de délégués, le souci avec lequel ils se sont appliqués à se renfermer dans les limites strictement professionnelles de leur tâche, sans y mettre jamais de politique et sans chercher à se mêler de la direction de l'exploitation ni au point de vue administratif ni au point de vue technique (2).

1. Thèse Susini précitée, p. 163 à 167.

2. *Idem*, p. 165.

En France, la collaboration à l'inspection du travail au moyen des délégués ouvriers existe dans l'industrie des mines depuis la loi du 8 juillet 1890. Cette loi a permis l'élection par les mineurs de délégués qui veillent à la sécurité et qui, en cas d'accident, constatent les conditions dans lesquelles il s'est produit. Leur mission consiste à visiter deux fois par mois, dans leur circonscription délimitée par arrêté du préfet : les puits, galeries et chantiers ainsi que les appareils de transport et le matériel de roulage. Ils consignent les observations qu'ils ont faites dans chacune de leurs visites, le jour même ou au plus tard le lendemain sur un registre spécial fourni par l'exploitant et constamment tenu sur le carreau de l'exploitation à la disposition des ouvriers. L'exploitant peut consigner les siennes en face de celles des délégués. Les unes et les autres sont envoyées après avoir été copiées immédiatement et respectivement par leurs auteurs au préfet qui les communique aux ingénieurs des mines. Les ingénieurs et les contrôleurs des mines peuvent se faire accompagner par les délégués à chacune de leurs visites.

Quant aux conditions de l'élection, il faut d'abord, pour être élu par les mineurs dans sa circonscription, avoir travaillé au moins cinq ans dans cette circonscription. Il est défendu de chercher à influencer le vote par des menaces, dons ou promesses, sous peine d'emprisonnement d'un mois à un an et de 100 à

1.000 francs d'amende, ceci pour écarter toute élection de candidat à tendances politiques ou révolutionnaires ; et celle-ci sera annulée si le candidat a parlé de faire triompher des revendications étrangères à la fonction de délégué. Les délégués sont élus pour trois ans ; ils ont des suppléants.

En cas de contestation entre délégués et exploitants, des experts seront nommés, l'un par l'exploitant, l'autre par le préfet, le troisième sera le délégué de la circonscription ou sera désigné par le juge de paix s'il n'existe pas de circonscription.

Le délégué peut être suspendu de ses fonctions par arrêté du préfet pendant trois mois, en cas de négligence grave de sa part ou à la suite de condamnations prononcées à la suite des articles 414 et 415 du Code pénal, sur avis motivé de l'ingénieur des mines et le délégué entendu avec appel au ministre des Travaux publics (du Travail aujourd'hui). Après sa suspension, le délégué ne peut être réélu. Les journées de visites sont payées par le Trésor de façon à ce que le délégué touche un salaire égal à celui de ses journées de travail.

Telle est définie d'après la loi de 1890, la fonction du délégué mineur. Leur mission, on peut le voir, se borne à signaler et à constater si la sécurité est bien observée. Ils sont, en réalité, comme les a qualifiés M. Fontaine (1), des « visiteurs-rapporteurs ». Nous

1. M. Fontaine, *Compte rendu du Congrès international pour la protection des travailleurs*, 1900, p. 534, cité par M. Jay dans, *la Protection légale des travailleurs*, p. 398.

avons rappelé les principales dispositions de cette loi, qui nous ont semblé intéressantes car les intérêts patronaux et les intérêts ouvriers nous ont paru bien garantis : les premiers par les dispositions qui empêchent toute élection politique et révolutionnaire et qui permettent au préfet la suspension des délégués et qui suffisent pour maintenir la discipline et l'autorité qui doivent régner dans toute exploitation ; les seconds, par l'institution même des délégués et de leurs attributions. Comme il est question de leur extension à l'industrie toute entière, il nous a paru nécessaire de rappeler par quels moyens elle avait été obtenue dans les mines.

Quant aux résultats obtenus, on peut dire qu'ils sont les mêmes que ceux dont nous avons parlé tout à l'heure pour la Belgique et que, d'une manière générale, ils ont été bons, car une loi du 23 juillet 1907 étendait les fonctions des délégués mineurs, dans les mines, minières et carrières à l'hygiène, tandis qu'auparavant la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire leur permettait, dans son article 11, de signaler les infractions qui y seraient faites (1), première exception au principe jusqu'alors implicitement observé par la législation que les délégués n'avaient pas à relever les infractions aux lois ouvrières. Enfin, un projet de loi déposé par le gouvernement, le 18 novembre 1907, donnant

1. M. Jay, *Protection des travailleurs*, p. 397.

au délégués le droit de signaler les infractions aux lois du 2 novembre 1892 et du 29 juin 1905, a été voté par la Chambre le 29 juin 1908.

SECTION II

Les projets de loi gouvernementaux

Ce que nous nous proposons d'exposer dans cette section, c'est l'extension de cette institution à toute l'industrie. Il y a eu dans ce but deux projets de lois gouvernementaux dont l'un déposé à la Chambre le 7 mai 1907, par M. Viviani et que nous étudierons spécialement.

Nous exposerons les lignes principales de ce dernier projet. D'abord quels seront les établissements assujettis? C'est l'article 2 qui les désigne. Ce sont tous ceux qui occupent au moins cent ouvriers, soumis à la loi de 1906 (Les mines qui sont soumises à un régime spécial sont exceptées, ainsi que les entreprises de transport par eau pour des raisons pratiques). C'est de même des raisons pratiques qui obligent à cette autre limitation imposée par le chiffre 100. Il n'y a que les établissements occupant un chiffre assez considérable d'ouvriers qui peuvent élire des délégués travaillant dans l'usine sans que le travail en souffre.

Cette élection est impraticable dans les petits ateliers

occupant un nombre restreint d'ouvriers, ou alors il faudrait que ces ouvriers pussent élire des ouvriers d'un autre établissement, mais les patrons soulèvent des objections contre cette solution qui permettrait à des concurrents de surprendre peut-être des méthodes et des procédés de fabrication qu'on veut tenir secrets.

Ainsi donc les établissements sont soumis à la loi, qui occupent 100 ouvriers ou employés plus de douze semaines par an, comme tout ensemble de magasins, bureaux, ateliers, exploitations appartenant à une même raison sociale sur le territoire d'une commune ou de communes limitrophes. Chaque établissement ne comptant pas plus de 200 ouvriers, forme une circonscriptions électorale avec un délégué et un suppléant ; au-dessus de 100, l'administration c'est-à-dire le préfet peut sectionner en circonscriptions de 100, si la spécialité des travaux ou la dispersion des établissements sur des territoires différents l'exigent.

En quoi consiste leur fonction ? Elle est définie par l'article 1^{er}. Les délégués devront signaler : 1^o les dangers et causes d'insalubrité que présente l'exploitation pour le personnel ; c'est-à-dire veiller à la sécurité et à l'hygiène ; 2^o en cas d'accident les conditions dans lesquelles il s'est produit : en somme, jusqu'à présent, ils ont les mêmes obligations que les délégués mineurs ; mais voici qui est plus important ; 3^o ils doivent en outre relever toute infraction aux lois, décrets et arrêtés réglementant le travail : mission qu'on avait confié

qu'exceptionnellement aux délégués mineurs par la loi du 13 juillet 1906.

Ils visiteront deux fois par mois les locaux et les appareils de protection. Ils seront avisés par l'inspecteur du travail des mises en demeure au chef d'industrie. Celui-ci devra les informer sur le-champ de tous les accidents et ils visiteront les lieux sans délai. Les livrets d'enfants devront leur être communiqués, ainsi que le registre prescrit par la loi du 2 novembre 1892, pour les indications sur les mineurs de dix-huit ans (article 5). Comme les délégués mineurs, ils consigneront leurs observations sur un registre, ainsi que les causes d'accidents et les conditions dans lesquelles ils se sont produits; enfin les infractions par eux constatées. Ils devront les consigner le jour même, ou au plus tard le lendemain, sur un livre à la disposition du personnel; le chef d'établissement peut consigner les siennes en regard. Copie des unes et des autres en sera envoyée à l'inspecteur du travail qui dans ses tournées, pourra se faire accompagner des délégués.

Quand le juge de paix doit procéder à une enquête par expert, sur les circonstances d'un accident ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente, copie des observations du délégué et de la réponse du chef d'établissement doit être annexée à l'enquête.

Les délégués seront payés par l'établissement, chaque mois. L'arrêté préfectoral déterminant le secteur électoral, fixera la rémunération par visite, au prix d'une

journée ou demi-journée de travail, à 10 francs pour Paris, 5 francs pour les communes rurales, au salaire local d'un bon ouvrier, dans les autres communes. De même sera rétribuée la tournée avec l'inspecteur ou l'enquête après l'accident. S'il y a contestation, elle sera jugée par le conseil des prud'hommes ou à défaut, par le juge de paix.

Suit une série d'articles décrivant le mode d'élection. Les mêmes garanties sont prises que dans les mines contre les élections politiques ou révolutionnaires avec les mêmes sanctions : suspension par le préfet, avec impossibilité de réélection avant trois mois, emprisonnement d'un mois à un an, amendes, annulation. L'élection a lieu suivant les mêmes principes que l'élection de la loi sur les délégués mineurs.

Ainsi qu'on peut le voir, l'économie du projet de 1907 est presque semblable à l'économie de la loi de 1890 : les intérêts patronaux sont garantis par les sanctions dont nous avons parlé, annulation d'élection, suspension, etc. Il ne s'agit pas d'ailleurs d'introduire un élément de guerre civile dans l'usine, en mêlant les ouvriers à la direction, en leur donnant voix dans la manière de la gérer, en leur permettant de discuter avec le patron sur la durée du travail ou les appareils à employer. Cela, c'est l'affaire du législateur. D'autre part, ils n'ont pas non plus le droit de faire suspendre le travail sous prétexte que la loi est violée. Leur inter-

vention est en quelque sorte passive, car ils ne peuvent dresser de procès-verbaux : ils doivent se borner à signaler les infractions (car c'est la partie de leur fonction qui deviendra prépondérante, de manière à réaliser cette collaboration à l'inspection qui nous occupe et à remédier à son insuffisance) à qui de droit en les enregistrant d'une manière constante. Ainsi se trouve écarté l'argument qu'on eût pu invoquer contre l'inspecteur ouvrier qui eût été à la fois juge et partie. C'est l'inspecteur qui dresse procès-verbal, sous la pleine responsabilité dont l'a investi la loi et qu'il garde tout entière. Et, c'est le tribunal qui décide en dernier ressort, s'il y a eu infraction ou non.

Un autre argument qui milite en faveur de cette institution, c'est qu'elle peut constituer un instrument de paix sociale, car elle permettra aux patrons et aux ouvriers de prendre sans cesse contact par son intermédiaire. On connaît, en effet, la répugnance des patrons en cas de conflit pour traiter avec quelqu'un d'étranger à l'établissement qui se présente comme représentant des ouvriers pour soutenir leurs revendications et discuter les conditions du travail, souvent un membre de la C. G. T.

Répugnance, on peut le dire, parfois fondée, à cause de la forme agressive et révolutionnaire qui appartient en propre aux agitateurs de profession, même et surtout à ceux qui sont sincères. Ce serait donc une habileté

d'éliminer ces éléments de trouble en accordant légalement aux ouvriers d'élire parmi eux, parmi le personnel actuel ou ancien de l'usine, délimité strictement par la loi, des représentants, comme le seraient ces délégués, uniquement préoccupés de leurs intérêts privés et professionnels purement et simplement, et qui n'apporteraient dans la discussion de ces intérêts que des revendications plus égoïstes, plus précises et plus réelles, qui seraient naturellement éloignés de penser aux généralités philosophiques et intransigeantes concernant l'avenir de la future société anarchiste.

S'il faut redire l'intérêt qu'aurait cette institution dans l'application des lois ouvrières, nous répéterons que ce serait une excellente mesure de soulagement du service inspecteur dans sa besogne écrasante, meilleure même que le fait de l'inspection par les fonctionnaires officiels, car ceux-ci ne peuvent forcément inspecter que d'une manière intermittente ; tandis que les délégués seraient là d'une façon permanente : ce seraient des inspecteurs à demeure qui accompliraient à l'avance le travail préparatoire de l'inspection, sans lequel toute visite reste vaine et inefficace.

Enfin, et ceci est un argument essentiel, il ne s'agit pas de mettre en pratique un système inédit dont on n'a jamais fait l'expérience, il ne s'agit pas d'innover. L'expérience en a été faite à l'étranger, et en France même, avec la loi de 1890 sur les délégués mineurs.

Or, cette institution a donné de bons résultats, puisqu'en 1907 on les chargeait de veiller à l'hygiène et que depuis un projet de loi de 1907 a été déposé pour les investir du droit de signaler toutes les infractions à la réglementation protectrice du travail des mines et non seulement celles à l'hygiène et à la sécurité.

Pourtant, l'annonce du projet a soulevé un tollé général dans le monde patronal qui y est très hostile, y voyant un germe de dénonciations et d'espionnages constants (1). Ils s'insurgent surtout contre la troisième fonction indiquée à l'article 1^{er} du projet qui consiste à charger les délégués de signaler tout manquement à la législation réglementant le travail. C'est, disent-ils, installer la guerre civile dans l'usine et ruiner l'autorité du patron.

Sans doute, il s'agit de signaler les manquements aux lois ouvrières, mais qui peut répondre que les ouvriers ne seront pas portés à voir partout et à chaque instant ces manquements, à en inventer au besoin là où il n'y en a pas, et s'il y en a, à les grossir démesurément. On voit ce qui se passe dans les enquêtes de sinistres où ils s'attribuent toute la prévoyance nécessaire et rejettent les fautes sur le personnel directeur. Même de bonne foi, par ignorance ou demi-savoir, ils déformeront les intentions les plus innocentes.

1. Voir article de M. E. Rostand dans le *Journal des Débats* du 9 juillet 1907. (*Le mouvement social*).

Que sera-ce, lorsqu'ils se sentiront soutenus par la loi, investis par elle d'un mandat qui leur donnera une autorité dangereuse ?

Autre chose. Si ces fonctions devaient appartenir aux ouvriers réguliers de l'usine, il n'y aurait que demi mal, mais elles seront accaparées, c'est à craindre, par les plus indisciplinés, parfois par des éléments étrangers qui se seront introduits dans l'usine pour les besoins de la cause et qui se serviront de leur mandat pour envenimer les dissensions par leur intransigeance et pour transporter à l'intérieur même des établissements et y répandre la propagande anarchiste. Et ces fonctions seront d'autant plus demandées qu'il ne s'agit pas d'un mandat purement platonique, mais lucratif, car ils recevront pour cette mission le salaire des meilleurs ouvriers qui leur sera payé par la caisse du patron qui devra ainsi rémunérer l'inquisition dirigée contre lui.

Mais, disent les partisans du projet, il ne s'agit pas d'innover, mais d'étendre une expérience déjà faite avec la loi de 1890.

Les patrons leur répondent : il n'est pas du tout prouvé que cette loi ait eu d'aussi bons résultats qu'on l'a dit, car ces résultats sont très difficiles à distinguer des résultats obtenus par les services des ingénieurs des mines. Mais, à supposer qu'ils existent, il faut voir que la loi de 1890 et le projet de 1907 n'ont pas le même objet et que, par conséquent, la comparaison est inexacte. Tandis

que la loi de 1890, d'une part, ne s'étend qu'aux mines, et d'autre part, ne confie aux délégués mineurs que la sécurité et l'hygiène, le projet de 1907, d'une part, s'étend à toutes les entreprises qui occupent cent ouvriers et employés, et d'autre part, les délégués ouvriers doivent, outre leur surveillance à l'hygiène et à la sécurité, signaler toutes les infractions aux lois ouvrières. Le projet de 1907 va donc beaucoup plus loin, On parle d'extension, en réalité c'est tout un régime nouveau qu'on inaugure.

Enfin, les mines sont des concessions de l'État et, comme telles, sont soumises obligatoirement au perpétuel contrôle de l'État ; et les concessionnaires doivent donc subir toutes les modalités nouvelles que ce contrôle veut affecter. Mais l'entrepreneur ordinaire ne dépend en aucune façon de l'État, son contrôle n'est donc pas pour lui obligatoire.

Enfin, c'est aux ingénieurs des mines que le délégué mineur soumet, par l'intermédiaire du préfet, ses observations ; c'est à l'inspecteur du travail que le délégué ouvrier livrera les siennes, et il est à craindre que celui-là ne s'en laisse imposer par la compétence technique (qui lui fait défaut) de celui-ci et ne se laisse aller par humanité ou désir ne pas s'en faire un ennemi (ce qui rendrait sa tâche plus délicate dans l'avenir) à les admettre trop bienveillamment.

Ces objections dans leur ensemble, on peut le dire,

sont empreintes d'un pessimisme exagéré et trop complaisant. D'abord, dire que le patron ne saurait admettre dans son usine une surveillance constante sous prétexte qu'il doit y rester le maître, et traiter de délateurs et de fomenteurs de guerres civiles les futurs délégués, constitue une objection trop tendancieuse. Cela reviendrait à dire que le patron, pour rester maître chez lui et y faire observer la discipline, peut au besoin violer la loi sans que personne puisse s'y opposer (1). D'autre part, traiter de délateurs ceux qui dénoncent les infractions est un argument également sans portée, car, à ce compte, ne pourraient plus les signaler ni les inspecteurs de travail, ni les secrétaires de syndicats qui collaborent à l'inspection du travail.

Dire aussi que les établissements échappent au contrôle de l'État parce qu'ils n'en sont pas des concessions, revient à soutenir que toute la législation ouvrière doit disparaître parce que le patron a créé lui-même son affaire et doit en rester le maître.

Ce que nous devons pourtant reconnaître et discerner dans l'ensemble des objections patronales, c'est la vérité de l'argument qui voit dans l'institution des délégués ouvriers un instrument de guerre civile établi à demeure dans l'usine. M. Millerand l'a précisé lui-même. Sans croire entièrement à cet argument, du

1. Cf. M. Jay : réponse à M. Borderel, rapport Lorin, discussion p. 156.

moins sous la forme exagérée dont les patrons l'ont présenté, il repousse également l'argument ouvrier, car nous devons dire que les ouvriers n'avaient pas témoigné non plus une grande confiance envers cette institution dont ils disaient : « En installant dans l'usine cette délégation, vous voulez diminuer la force et l'autorité morale du syndicat ». « Je suis convaincu, dit-il, que les deux arguments ne tiennent pas (1). » Mais il ajoute : « Si la création de délégués devait finir par s'imposer, au contraire, l'institution dans l'établissement de délégués qui auront pour attributions directes, exclusives, de contrôler la façon dont le patron dirige son usine, et pour attribution essentielle de signaler les contraventions commises par l'employeur, d'appeler par conséquent sur lui la répression, présente le problème sous le côté le plus difficile... Précisément parce que je suis profondément attaché à l'idée de créer des relations normales et périodiques entre employeurs et employés, parce que je crois qu'il n'y a pas d'autre moyen d'aboutir que la nomination de délégués régulièrement élus par les ouvriers, je serais désolé qu'on proposât cette nomination sous la forme où elle doit soulever le plus de résistances, parce qu'elle se présente sous une forme de lutte directe entre employeurs et employés. C'est pourquoi, quoique partisan des délégués ouvriers, je suis opposé à l'attribution spéciale qu'on veut leur donner... »

1. Rapport Lorin, p. 153 et 154.

Il convient d'ajouter à cet argument (à savoir que ce serait organiser des luttes ouvertes dans les usines); l'argument suivant mis en avant par M. Lorin : c'est qu'en réalité cette institution ne serait pas d'une grande efficacité, car dans les grands établissements où doit avoir lieu, d'après le projet à raison du chiffre fixé : 100, la créations des délégués, les lois sont généralement respectées, et si elles ne le sont pas, les ouvriers peuvent le savoir sans qu'il soit besoin pour cela d'un délégué spécial, et ils peuvent en imposer le respect précisément à cause de leur nombre qui fait leur force. C'est au contraire dans les petits établissements, où le projet n'en crée pas, qu'il se commet le plus grand nombre d'infractions, à cause de l'isolement des ouvriers, de leur petit nombre, qui permet au patron de les remplacer plus facilement (ou renvoie plus aisément cinq ou dix ouvriers que cent et deux cents). Ainsi, là où le projet pourrait rendre des services, il n'en établit pas ; et là où il en établit, leur création est superflue.

Enfin, les délégués ouvriers feraient double emploi avec les syndicats ouvriers à qui nous avons reconnu le droit d'intervenir en matière répressive. Il vaut mieux employer l'action syndicale, mise à même d'être déclarée recevable par le législateur que les délégués.

Il nous paraît donc que pour ces raisons : inutilité de l'institution; et forme trop agressive revêtue par elle dans le projet, qu'on doit la repousser du moins telle qu'elle apparaît formulée par celui-ci.

L'assemblée pour la protection légale des travailleurs en reconnaît elle-même la justesse, si l'on en juge par le vœu qu'elle adopta après les observations de M. Mille-
rand : vœu n° VI : « Que le législateur fixe des règles suivant lesquelles l'autorité déterminera les établissements dans lesquels le personnel salarié élira des délégués chargés de faire connaître périodiquement à l'employeur les revendications de leurs camarades, notamment en ce qui concerne l'inapplication des lois sur les conditions du travail, et de les consigner sur un registre. »

Sans doute, elle en maintenait le principe, mais leur rôle était bien réduit : c'était reconnaître qu'*actuellement* leurs fonctions telles que les définissait le projet Viviani, venaient trop tôt. Ce n'était pas interdire les espérances dans l'avenir.

Pour le moment, il n'y était plus question de faire signaler les infractions aux lois de travail, mais simplement les revendications ouvrières personnelles à chaque établissement, et pour qu'on en tienne compte davantage de les consigner sur un registre.

Mais n'y a-t-il pourtant rien à faire maintenant dans cet ordre d'idées ?

SECTION III

La double proposition de M. Jay

M. Jay fit observer, à la fin de la discussion qui suivit le rapport de M. Lorin, que la collaboration par les délégués ouvriers, telle que l'entendait le projet de 1907, c'est-à-dire, ayant pour mission principale de signaler les infractions aux lois ouvrières, pouvait être remplacée, tout à fait accessoirement, il est vrai, et nous devons l'espérer, provisoirement par la collaboration à l'inspection du travail de deux institutions : les commissions départementales et les conseils du travail.

Les commissions départementales avaient été créées par la loi du 2 novembre 1892 (art. 24) (1) pour veiller à l'exécution de la loi, faire des rapports sur cette exécution, et proposer, dans les mêmes rapports, les améliorations qu'ils croiraient souhaitables. La mission des commissions départementales était spéciale en ce sens qu'elle se bornait à surveiller l'application de la loi seule de 1892.

1. Article 24 de la loi du 2 novembre 1892 : « Les conseils généraux devront instituer une ou plusieurs commissions chargées de présenter, sur l'exécution de la loi et les améliorations dont elle serait susceptible, des rapports qui seront transmis au ministre, et communiqués à la commission supérieure.

Les inspecteurs divisionnaires et départementaux, le président et vice-président du conseil de prud'hommes, ou du principal centre industriel du département, et s'il y a lieu, l'ingénieur des mines, font partie de droit de ces commissions dans leurs circonscriptions respectives.

Les conseils du travail, que le décret du 17 septembre 1900 avait inaugurés, mais qui furent en réalité institués sur des bases d'ailleurs entièrement différentes, par la loi du 17 juillet 1908, ont une mission beaucoup plus générale. Ces conseils consultatifs du travail peuvent être institués par décret rendu en Conseil d'État, partout où leur utilité sera reconnue nécessaire. Chaque conseil est divisé en deux sections comprenant, l'une les patrons, l'autre les ouvriers en nombre égal. Le nombre total des membres de chaque section ne peut être inférieur à six ni supérieur à douze. Il peut y avoir des conseils de travail autant qu'il y a de professions. Quant à leur mission, la voici d'après la loi de 1908 : c'est d'être les organes des intérêts matériels et moraux de leurs commettants ; de donner, soit d'office, soit sur la demande du gouvernement, des avis sur toutes les questions qui concernent ces intérêts ; de répondre aux demandes d'enquête ordonnées par le gouvernement (paragraphe 2, 3 et 4 de l'article 1).

Ces attributions, ainsi que le fait observer M. Jay, sont bien vagues ; ils en avaient pourtant de plus particulières, qui sont indiquées dans le décret du 17 septembre 1900, parmi lesquelles celle « de présenter sur l'exécution des lois, décrets et arrêtés réglementant le travail et sur les améliorations dont ils seraient susceptibles un rapport annuel qui sera transmis au ministre du Commerce et de l'Industrie » (art. 2-6°). S'ils avaient la mission de présenter des rapports sur l'exécution des

lois ouvrières, c'est qu'ils avaient à surveiller cette exécution. Il y a pourtant une nuance. M. Jay propose donc qu'on émette un vœu qui eût pour but de rappeler au législateur l'existence de ces deux institutions, pour que celui-ci, d'une part, précisât les attributions des conseils du travail en les chargeant nettement de veiller à l'exécution des lois ouvrières, et pour que, d'autre part, il confiât la même mission aux commissions départementales, en introduisant en même temps dans leur composition, en dehors des éléments énumérés par l'article 24 de la loi de 1892 (inspecteurs divisionnaires et départementaux, etc.), des représentants des patrons et des ouvriers. M. Millerand, pendant son passage au ministère du Commerce l'avait fait ; et ces commissions rendirent alors, grâce à l'introduction de ces éléments nouveaux, des services plus effectifs. Ce que recommandaient les circulaires de M. Millerand, il faudrait lui donner la force obligatoire et permanente que confère un texte de loi.

En conséquence, M. Jay propose le vœu suivant :

VII. — « Qu'en vue d'assurer la collaboration des ouvriers à l'inspection du travail, le gouvernement utilise les conseils du travail institués par la loi du 17 juillet 1903 et les commissions prévues par l'article 24 de la loi du 2 novembre 1892. »

Ce vœu fut adopté à l'unanimité.

CONCLUSION

Nous avons montré, en chemin, les difficultés que rencontre la collaboration ouvrière, par suite de l'hostilité des patrons qui entendent rester maîtres chez eux. Il y a lieu de nous demander dans l'état présent des choses, à quels résultats positifs immédiats l'on peut arriver. Notre conviction, qui s'est faite au cours de cette étude, est que, pour le moment, si l'on veut aboutir et tirer de la situation actuelle les bénéfices qu'elle peut comporter, le législateur ne devra retenir de la collaboration ouvrière, que la collaboration par voie d'avis et d'observation, la collaboration par exercice du droit de citation directe limité aux syndicats et fédérations de syndicats d'une même profession, et la collaboration par les conseils du travail et les commissions départementales. Nous excluons par là le droit de citation directe exercé par les bourses du travail et l'institution des délégués ouvriers presque entière. Ce n'est pas que nous les repoussions, mais nous croyons qu'ils appartiennent plus à l'avenir qu'au présent, et qu'ils ne

correspondraient pas entièrement aux dispositions d'esprit du législateur actuel.

Demandons-lui, par conséquent, qu'il remplisse seulement, pour le moment, les vœux de l'Association nationale pour la protection légale des travailleurs qui concernent la collaboration ouvrière. Le temps et la bonne volonté de tous prépareront les voies au législateur futur.

Vu : le Président de la thèse,
JAY

Vu : le Doyen,
CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
LIARD

ANNEXES

Vœux adoptés par l'Association nationale pour la protection légale des travailleurs à la suite du rapport de M. Lorin sur la collaboration des groupements ouvriers à l'inspection du travail.

L'Association émet le vœu :

I. — Que le ministre du Travail, confirmant ses circulaires antérieures, donne aux inspecteurs du travail, l'instruction de rechercher d'une façon régulière, la collaboration des organisations ouvrières pour la découverte des infractions aux lois sur les conditions du travail et de fournir, dans leurs rapports annuels, des renseignements précis sur cette collaboration ;

II. — Que les inspecteurs du travail soient tenus de porter à la connaissance des organisations ouvrières professionnelles intéressées de la région les dérogations, au fur et à mesure qu'elles sont accordées et de tenir registre des observations que celles-ci leur transmettraient ;

III. — Que la loi déclare expressément, pour éviter toute hésitation de la jurisprudence, les syndicats recevables à

poursuivre en justice les infractions aux lois sur les conditions du travail commises dans leur profession ;

IV. — Que les unions professionnelles de syndicats aient la faculté d'user des mêmes droits de poursuite que les syndicats professionnels ;

V. — Que les pouvoirs publics allouent des subventions aux syndicats, unions de syndicats, fédérations nationales et bourses du travail qui ont organisé, sur des bases sérieuses, un service spécialement chargé de faire connaître la législation ouvrière et de veiller à son application ;

VI. — Que le législateur fixe des règles suivant lesquelles l'autorité déterminera les établissements dans lesquels le personnel salarié élira des délégués chargés de faire connaître périodiquement à l'employeur les revendications de leurs camarades, notamment en ce qui concerne l'application des lois sur les conditions du travail, et de les consigner sur un registre ;

VII. — Qu'en vue d'assurer la collaboration des ouvriers à l'inspection du travail, le gouvernement utilise les conseils du travail institués par la loi du 17 juillet 1908 et les commissions prévues par l'article 24 de la loi du 2 novembre 1892 (1).

1. Rapport Lorin, p. 166 et 167.

BIBLIOGRAPHIE

- BEC. — L'Inspection du travail. Thèse de Rennes, 1907, 25.
- BOURDERON. — Rapport au nom de la Commission permanente au Conseil supérieur du travail. L'inspection du travail, 1906.
- Bulletin de l'inspection du travail. Paris, 1893-1909, 20 volumes in-8°.
- Bulletin de l'office du travail.
- Conseil supérieur du travail, 1891 à 1909. Paris, 20 vol. in-folio.
- CAPITANT. — Note au Dalloz, 1909. 2. 33.
- CHESNEY. — Note aux Pandectes, 1909. 1. 228.
- COLMART. — L'Inspection du travail. Paris, 1899.
- DEMOGUE. — Notions fondamentales de droit privé, 1911.
- DUBIEF. — A travers la Législation du travail. Paris, 1905.
- DUGUIT. — Manuel de Droit constitutionnel. Paris, 1907.
- Le Droit social et le droit individuel et les transformations de l'État (troisième conférence). Paris, Alcan, 1908.
- ESCARRA. — Étude sur la recevabilité des recours exercés par les syndicats et les groupements analogues. Paris, 1907, 46.
- GARRAUD. — Traité théorique et pratique d'instruction cri-

- minelle et de procédure pénale. Paris, Larose, 1907.
- HUGUES. — L'Inspection du travail. Paris, 1907, 5.
- JAY. — La Protection légale des travailleurs. Paris, Larose, 1910.
- Journal officiel. — Documents parlementaires : Sénat, 1906, n° 463; Chambre, II, 1907, p. 2129; Chambre, I, 1911, p. 396.
- LORIN. — Collaboration des ouvriers organisés à l'œuvre de l'inspection du travail. Paris, Alcan, 1909.
- MONTEIL. — L'Inspection du travail. Sa réforme. Thèse de Paris, 1909, 132.
- PAUL-BONCOUR. — Les Rapports de l'individu et les groupements professionnels. Thèse de Paris, 1900-4.
- PETIT. — La Réforme de l'inspection du travail en France. Paris, Alcan, 1909.
- PLANIOL. — Notes au Dalloz, 1895. 2. 553; 1898. 2. 129; 1903. 2. 25; 1909. 1. 129.
- POURNIN. — L'Inspection du travail. Thèse de Paris, 1903, 1. 129.
- ROMIEU. — Conclusions rapportées au Dalloz, 1907. 3. 13.
- ROUAST. — Essai sur la notion juridique du contrat collectif dans le droit des obligations. Thèse de Lyon, 1909. 105.
- Rapports sur l'application des lois réglementant le travail, 1893 à 1909. Paris, 1894-1911, 17 volumes in-8.
- ROUX. — Note au Sirey, 1908. 1. 105.
- SAUZET. — Nature de la personnalité civile des syndicats professionnels. Revue critique 1888, p. 337.
- SOREL. — Qu'est-ce qu'un syndicat? Pages libres, 21 mars 1903.

SUSINI. — L'Inspection du travail en Belgique. Thèse de Paris, 1903. 128.

TOUBEAU. — Annales des falsifications; n° 25.

VAN OVERBERGH. — Les Inspecteurs du travail dans les fabriques et ateliers. Louvain et Paris, 1893.

VORON. — Le Rôle des syndicats professionnels devant la justice. Revue catholique des institutions et du droit, t. I et II.

WALDECK-ROUSSEAU. — Consultation. Recueil de procédure. Rousseau et Laisney 1887, p. 49 et 138.

•

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5
PREMIÈRE PARTIE	
FONDEMENT DE LA COLLABORATION DES GROUPEMENTS	
OUVRIERS A L'INSPECTION DU TRAVAIL.....	9
CHAPITRE PREMIER. — Insuffisance de l'organisation	
actuelle de l'inspection du travail.....	9
<i>Section A.</i> — Le Personnel est trop peu nom-	
breux.....	10
<i>Section B.</i> — Il est trop peu payé.....	22
<i>Section C.</i> — Il manque de compétence tech-	
nique.....	25
CHAPITRE II. — Les Remèdes possibles.....	
<i>Section I.</i> — Collaboration des officiers de	
police judiciaire.....	33
<i>Section II.</i> — Collaboration des patrons.....	39
<i>Section III.</i> — Collaboration d'ouvriers nommés	
à la suite d'un concours technique.....	45
<i>Section IV.</i> — Collaboration des groupements	
ouvriers.....	52
CHAPITRE III. — La Participation des syndicats	
ouvriers à l'application des dispositions	
législatives ou réglementaires.....	62

Les trois Conceptions du syndicat :	
α) Le Syndicat organe de lutte.....	64
β) Le Syndicat organe du droit privé, mandataire des ouvriers, signataire des contrats collectifs, jouissant uniquement des droits individuels à lui transmis par les individus.	67
γ) Le Syndicat organe de droit public, jouissant dans une certaine mesure, d'attributs délégués de la puissance publique et d'une certaine souveraineté professionnelle. C'est la conception en faveur.....	69
1° Chez les théoriciens Duguit Paul-Boncour...	72
2° Dans les Faits, dans le Domaine du contrat collectif.....	83
Dans celui de la répression des infractions par l'action syndicale.....	92

DEUXIÈME PARTIE

LES DIVERSES FORMES QUE PEUT REVÊTIR LA COLLABORATION DES GROUPEMENTS OUVRIERS.....	99
1° Collaboration par voie d'avis et d'observation.	
2° Collaboration par exercice du droit de citation directe.	
3° Collaboration par institution de délégués ouvriers travaillant de concert avec les inspecteurs du travail.	
CHAPITRE PREMIER. — Collaboration par voie d'avis et d'observations.....	101
Dans le cas des dérogations, deux solutions possibles : α) ou l'inspecteur sera tenu, avant	

d'accorder la dérogation de demander l'avis
du syndicat.

β) Ou après avoir pris une décision, de la com-
muniquer au syndicat.

CHAPITRE II. — Collaboration par exercice du droit de citation directe	113
Section I. — La Jurisprudence.....	116
Section II. — La Doctrine.....	137
CHAPITRE III. — Collaboration par institution de délégués ouvriers.....	151
Section I. — Les précédents.....	151
Section II. — Les Projets de loi gouvernemen- taux.	158
Section III. — La double Proposition de M. Jay.....	171
CONCLUSION.....	175

